IJ
Le média des

N° 7149

ENTREPRISE
Zoom sur la gouvernance cognitive

VENDÉE
Ils sont étudiants et entrepreneurs

Jean-Pascal **CHUPIN**
PDG de Florentaise

Chloé **CHUPIN**
Directrice générale déléguée

“NOUS SOMMES LES PIONNIERS DES TERREAUX BAS CARBONE”

Le média des affaires en Loire-Atlantique et en Vendée • informateurjudiciaire.fr

Vendredi 26 mai 2023 - Prix : 2 €

TOURNY MEYER

ACTIONNE LES ROUAGES.

Au coeur du renouvellement urbain et d'un monde en pleine mutation, nos équipes vous épaulent dans la réalisation de vos projets en immobilier d'entreprise et commercial.

BUREAUX
LOCAUX D'ACTIVITÉS
ENTREPÔTS
LOCAUX COMMERCIAUX
HÔTELS

Tourny Meyer. Conseil en IMMOBILIER d'AVENIR

JLL PARTENAIRE

LA CONNAISSANCE DES TERRITOIRES •

RENNES | BREST | LORIENT/VANNES | NANTES | BORDEAUX | BAYONNE | TOULOUSE | MONTPELLIER

Tourny Meyer, 318 rue de Fougères, Immeuble le Noven, 35 700 RENNES - Transaction sur immeubles et fonds de commerce (loi Hoguet) - conseil en stratégie immobilière de locaux professionnels - CPI N° 3502 2018 000 028 970 délivrées par la CCI d'Ille et Vilaine - Garantie financière : GALIAN 89 rue de la Boetie, 75008 PARIS pour un montant de 120 000 € - La société Tourny Meyer ne doit recevoir ni détenir d'autres fonds, effets ou valeurs que ceux représentatifs de sa rémunération ou de sa commission.

10 sommaire

● N° 7149 ● VENDREDI 26 MAI

ours

DIRECTION
Directeur de la publication
Guillaume LALAU
Directrice
Laëtitia BLANCHARD

RÉDACTION
redaction@informateurjudiciaire.fr
Rédactrice en chef
Nelly LAMBERT
Journalistes
Éric CABANAS, Alexandrine DOUET, Marie LAUDOUAR, Nicolas LE PORT
Secrétaire de rédaction
Gildas PASQUET
Ont participé à ce numéro
Sophie COMTE, Florence FALVY

CRÉATION ARTISTIQUE
Directeur artistique
David PEYS
Maquettiste
Camille JUREK
Photographe (couverture)
Benjamin LACHENAL

ANNONCES LÉGALES
annonces-legales@informateurjudiciaire.fr
Responsable du service annonces légales
Isabelle OLIVIER
Assistante de direction
Rozanne GENDRON
Assistante administrative
Lesline KOUITY
Responsable du développement commercial
Gaël BRÉMAUD

ABONNEMENT
Rozanne GENDRON
abonnement@informateurjudiciaire.fr

PUBLICITÉ
Laëtitia BLANCHARD
02 40 47 00 28

IJ Informateur Judiciaire
N° 7149
SAS au capital de 155 000 €
Siège Social : 15 Bd Guist'Hau – CS 14226 – 44 042 NANTES CEDEX 1
02 40 47 00 28
contact@informateurjudicaire.fr
N° CPPAP : 0925 I 79873-
ISSN0755768X- RCS Nantes 348 327 891
CCP Nantes 11 53 M

Prix de vente : 2 €

Abonnement 1 an
38 € (TVA incluse) magazine numérique + site internet
63 € (TVA incluse) couplage magazine numérique et papier + site internet
Dépôt légal à parution
Hebdomadaire
Parution le Vendredi
Membre du Réseau Hebdo Éco

Impression
Rotimpres : Pla de l'Estany
17181 Aiguaviva (Girona) Espagne

PEFC 15-04-0001

L'ESSENTIEL DE LA SEMAINE

À la Une

4. « La gouvernance cognitive permet d'éclairer la prise de décision »

Actualités

6. Gaz : Moins consommé et de plus en plus vert

8. L'accès aux services plus difficile aux frontières des départements

10. Digital nomads : Sous les claviers, la plage

12. Ils ont créé leur entreprise sur les bancs de l'école

15. Comment Challans Gois Communauté réinvente son développement économique

VIE DES ENTREPRISES LOIRE-ATLANTIQUE & VENDÉE

18. Accior, Crédit agricole Atlantique Vendée, Groupe Gaillard, Groupe K, Groupe OPA, Hoffmann Green, Kraken-Lighting, NCE, Slash Intérim

L'ENTRETIEN

24. Jean-Pascal et Chloé Chupin, PDG et directrice générale déléguée de Florentaise : « Nous sommes les pionniers des terreaux bas carbone »

LE CERCLE DES EXPERTS

30. Changement climatique : PME et ETI ne s'adaptent pas assez vite

32. Salariés protégés reconnus inaptes et licenciement

ENVIES, TABLES & CULTURE

34. Festival de Terre-Neuve, Les Escales, Monumental Tour…

36. ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

« LA GOUVERNAN PERMET D'ÉCLAIRER LA PRISE

Mettre au service de l'entreprise en tant qu'entité morale les techniques habituellement utilisées pour la personne physique afin de **prévenir et corriger les dysfonctionnements de l'entreprise**, l'aider à mieux se porter, tel est l'enjeu de la gouvernance cognitive. Nathalie Chappey et François Naux, respectivement présidente et DG de Wics[1], société de conseil, formation et recherche spécialisée dans ce domaine, lèvent le voile sur les **applications** pour les entreprises.

Propos recueillis par Nelly **LAMBERT**

Sur quoi la gouvernance cognitive repose-t-elle ?

François Naux : La gouvernance cognitive est en lien avec la prise de décision. Il faut savoir se libérer des liens qui l'entravent. Il est plutôt rare que l'on se pose des questions sur notre manière de prendre des décisions sachant qu'on en prend beaucoup chaque jour. Or, il y a peut-être moins de 1 % de ces décisions qui sont réfléchies, toutes les autres se prenant de manière inconsciente, automatique. Et pour le dirigeant il ne faut pas rater ces décisions-là ! Finalement, la question qui se pose c'est : est-ce que j'utilise correctement ma machine à décider ?

Cela implique de savoir comment fonctionne le cerveau et de quelle manière on peut y faire attention, comme on le fait pour notre cœur ou notre corps. Le socle cognitif qu'on a tous est assis sur trois points importants : quelles sont les connaissances que j'ai acquises et que je peux développer qui vont concourir à améliorer ma prise de décision ? Quel est le comportement que je vais avoir dans la mission que j'exerce ? Et quelles sont les compétences que je vais devoir développer ?

Nathalie Chappey : Cognitif vient de "cognos", la connaissance. C'est tout ce qui se rapporte au fait que le cerveau traite de l'information. De quelles informations le cerveau a-t-il besoin pour prendre ses décisions ? D'informations de type connaissances, de type compétences et de l'ordre du savoir-être, c'est-à-dire comportementales.

Dans quels cadres les entreprises ont-elles intérêt à s'intéresser à la gouvernance cognitive ?

NC : On rencontre surtout des entreprises qui ont des enjeux de transformation de gouvernance importante, dans un cadre soit de transmission familiale, soit d'hyper-croissance avec des croissances externes. Dans ces situations, elles doivent réorganiser tous les cerveaux de l'entreprise pour recréer de la valeur. On ne peut pas se contenter de retravailler sa structure sans être parfaitement au clair de la production de valeur qui va être créée. Il est essentiel de ne pas avoir uniquement un regard économique et financier.

Que faut-il prendre en compte par exemple, qu'est-ce qui pose problème ?

NC : On sait qu'on a des angles morts dans la connaissance, que les décisions sont généralement prises dans l'axe de visibilité. Sauf qu'il peut y avoir un ou plusieurs éléments importants dans ce qu'on ne connaît pas. Notre travail consiste donc à aider les dirigeants à éclairer leurs décisions de la manière la plus large possible.

D'autre part, chaque cerveau a son fonctionnement préféré et cela crée des dysfonctionnements, des pertes d'efficience. On se retrouve alors avec des discussions qui durent des heures et tournent en rond, des réunions sans conclusion, parce que les gens ont du mal à mettre tous les cerveaux dans la même direction afin d'atteindre un but donné. Par exemple, on a eu le cas d'un conseil d'administration réuni pour définir la stratégie à moyen et long terme de l'entreprise. Et c'était très compliqué parce qu'ils n'arrivaient pas à se comprendre entre eux.

FN : Il y avait de l'énervement, des portes ont claqué.

NC : On se retrouvait en fait avec deux forces qui s'opposaient, entre une personne qui était plutôt dans l'analyse des risques et une autre pour laquelle à chaque risque correspondait une solution, ce qui générait des frustrations de part et d'autre. On partait dans une vrille négative.

CE COGNITIVE
DE DÉCISION »

Comment avez-vous solutionné ce conflit ?

FN : Par le double regard car nous intervenons toujours à deux pour aider nos clients à prendre conscience de ce qui se joue en eux et chez les autres. En leur apportant des clés de lecture à la fois cognitives et entrepreneuriales, on leur permet de mieux interagir.

NC : Le double regard permet de considérer l'entreprise comme une personnalité au-delà de la personne morale. C'est utile aussi dans le cadre d'une cession d'entreprise, où l'on rencontre souvent le cas d'une fusion entre le dirigeant et l'entreprise.

Vous travaillez aussi sur les biais cognitifs ?

NC : Le biais cognitif c'est le fait de prendre un point de vue en fonction de qui on est, notre culture, notre façon de voir le monde. Il en existe beaucoup. Celui que l'on maîtrise le moins par exemple, c'est le fait que le cerveau nous amène à faire des généralisations. Ce qui conduit le dirigeant à prendre des décisions qui concernent toute l'entreprise à partir d'un exemple, sachant que ces décisions peuvent être délétères…

FN : L'objectif est d'inciter le dirigeant à douter. Le doute n'est pas une perte de temps, il permet de se demander si on a la bonne source d'information, si on a bien identifié l'ensemble de la problématique.

NC : On parle beaucoup d'intuition et les chefs d'entreprise s'en servent souvent. Pour autant, elle n'est pas en soi valable. On peut avoir de très mauvaises intuitions !

FN : Notre travail consiste à augmenter la base cognitive de chaque dirigeant ou des instances, quelle que soit la situation dans laquelle ils se trouvent, afin de permettre derrière que la décision stratégique soit prise dans le bon sens.

NC : Et ce qui est génial, c'est que comme notre cerveau est le même dans la vie professionnelle et personnelle, tous les outils que l'on donne permettent d'être appliqués dans les deux ! ●

[1] Wics pour Work in cognitive system.

GAZ MOINS CONSOMMÉ ET DE PLUS EN PLUS VERT

Véronique **Bel**
Directrice clients territoires
GRDF Centre-Ouest

Amaury **Mazon**
Délégué territorial Centre
Atlantique chez GRTgaz

Selon GRDF et GRTgaz, deux tendances ont marqué l'année **2022** dans les **Pays de la Loire** : une **chute de 20 %** de la **consommation de gaz** et une **accélération** de la production de **gaz renouvelable** grâce au développement des unités de **méthanisation**.

Par Nicolas **LE PORT**

Année la plus chaude jamais enregistrée par Météo France, 2022 aura été synonyme de recul de la consommation de gaz dans les Pays de la Loire. C'est l'information qu'ont dévoilé GRDF et GRTgaz le 16 mai dernier à Nantes. « Cet effet climat, accompagné d'un effort de sobriété de l'ensemble des consommateurs, ainsi qu'une réduction de consommation liée à la hausse des prix de l'énergie, amènent à une baisse de consommation régionale de 20 % par rapport à 2021 (soit 18,3 TWh en 2022 vs 22,8 TWh en 2021) », résume Véronique Bel, directrice clients territoires GRDF Centre-Ouest. « Une baisse régionale plus prononcée que sur l'ensemble du territoire (-9 %) », précise Amaury Mazon, délégué territorial Centre Atlantique chez GRTgaz.

Sur le secteur résidentiel, la consommation est en chute de 16 %. La tendance est la même sur le segment du bâtiment et des entreprises : « C'est une sobriété choisie ou subie, analyse le délégué territorial. Il y a eu clairement un effet prix car la forte hausse du tarif du gaz a contraint de nombreuses entreprises à réorganiser leur production. L'industrie a également enregistré une baisse de consommation significative, de l'ordre de 11 %. »

Tout s'accélère pour le biométhane

L'autre tendance forte de l'année 2022, c'est l'accélération du développement du biométhane, un gaz renouvelable produit à partir de déchets organiques. « Quinze unités de méthanisation ont été lancées dans les Pays de la Loire en 2022 et cinq autres seront mises en service en 2023, détaille la directrice clients territoires GRDF Centre-Ouest.

Un des 44 sites de méthanisation de la région, à Pouillé-les-Côteaux, dans le nord de la Loire-Atlantique.

© GRDF

Le gaz des Pays de la Loire en chiffres

635 000
clients

404
communes desservies

11 500 km
de réseau

44
sites de méthanisation

Actuellement, dans la région, 44 sites de méthanisation permettent l'injection de 721 GWh de gaz renouvelable par an, soit environ 4 % de la consommation régionale. C'est l'équivalent de la consommation annuelle de plus de 123 000 logements récents. En Vendée par exemple, plus de 10 % du gaz produit est déjà renouvelable (*contre 5,1 % en Loire-Atlantique, NDLR*). Et la dynamique régionale engagée va s'accélérer avec près de 107 autres projets à l'étude. »

« Produire 100 % de gaz vert à horizon 2050 »

Pour accueillir ce biométhane produit localement, la plupart du temps dans des zones rurales, les opérateurs poursuivent en parallèle l'adaptation du réseau, véritable trait d'union entre les zones de production et de consommation. Deux techniques sont mises en œuvre pour agrandir la zone de consommation afin que ces nouveaux sites puissent injecter le biométhane dans le réseau de manière constante toute l'année.

La première est celle du maillage : de nouveaux réseaux sont construits et permettent de relier un site de production à une autre zone fortement consommatrice. « En 2022, 200 km de nouveaux réseaux ont ainsi été construits dans la région, illustre Véronique Bel. Et en 2023, ce sont 124 km de réseaux supplémentaires qui seront construits. Un investissement de 37 M€ qui s'inscrit totalement dans notre ambition de produire 100 % de gaz vert à horizon 2050. »

La seconde est celle du rebours. Le rôle des stations de rebours est de comprimer le gaz en excès dans les zones de distribution locale et de le rediriger vers le réseau de transport pour qu'il puisse être envoyé dans des zones de consommation plus éloignées ou injecté dans les stockages. La région compte actuellement deux rebours en service, à Pouzauges (Vendée) et Craon (Mayenne). Un autre sera mis en service à Châteaubriant dans les semaines à venir et cinq autres sont à l'étude ou en cours de réalisation. L'ensemble de ces rebours représente un investissement de 24 M€.

GRDF plutôt serein pour l'hiver à venir

Pour ce qui est de l'hiver à venir, « il se présente dans des conditions légèrement meilleures que le précédent sur nos capacités à remplir les stockages et gérer les flux, estime Amaury Mazon. Il sera tout de même à nouveau placé sous le signe de la sobriété car le gaz sera amené à soutenir la production d'électricité, fortement réduite à cause de la maintenance du parc nucléaire français ». « Nous avons tiré les leçons de l'hiver dernier et appris à gagner en souplesse, confirme Véronique Bel. Ça nous permet d'aborder l'année prochaine avec plus de sérénité, d'autant que les prix de marché sont redescendus au niveau d'avant-guerre. » ●

L'ACCÈS AUX SERVICES PLUS DIFFICILE

AUX FRONTIÈRES DES DÉPARTEMENTS

La région des Pays de la Loire compte **124 « bassins de vie »**, le plus petit territoire constitué d'une ou plusieurs communes dites pôles de services, dans lequel les habitants ont **accès aux équipements et services les plus courants**. Une récente étude de l'Insee[1] en offre une lecture qui permet de mieux comprendre les **enjeux d'aménagement du territoire**.

Boulangeries, banques, supermarchés, librairies, collèges, médecins généralistes, laboratoires d'analyses médicales, maternité, cinéma… Les conditions d'accès des habitants aux services courants constituent un enjeu d'égalité des territoires. S'agissant des Pays de la Loire, 54 % de la population réside dans un bassin de vie rural, soit 16 points de plus qu'au niveau national. Analyser le niveau d'équipements présents et leur temps d'accès permet d'éclairer les politiques territoriales pour l'accessibilité aux équipements et services. La récente étude présentée par l'Insee met en avant une plus grande densité de ces bassins de vie que la moyenne nationale. Mais ils sont aussi moins étendus (257 km^2) que la moyenne de France métropolitaine[2] (325 km^2). Ils structurent le territoire des Pays de la Loire avec un maillage équilibré et fin de 172 pôles de service.

Des bassins de vie ruraux et urbains plus denses

Les Pays de la Loire s'organisent autour de ses trois principales agglomérations, que sont Nantes, Angers et Le Mans, cœur des trois bassins de vie denses urbains de la région. Couplés aux huit bassins de vie urbains de densité intermédiaire de Saint-Nazaire, Laval, Cholet, Les Sables-d'Olonne, La Baule-Escoublac, Clisson, La Flèche et Mulsanne, les 11 bassins de vie urbains sont bien répartis sur le territoire. L'étude de l'Insee souligne qu'« ils disposent de davantage d'équipements de gamme intermédiaire et supérieure[3] et forment autant de relais pour les 113 bassins de vie ruraux, périurbains et non périurbains, de la région. Ainsi, les temps d'accès moyens aux équipements de gamme intermédiaire et supérieure sont plus courts dans les bassins de vie de la région qu'au niveau national, particulièrement dans les bassins de vie ruraux non périurbains (une minute de moins

22 bassins de vie ruraux sont éloignés des équipements. Or, ces bassins de vie représentent un Ligérien sur vingt.

pour la gamme intermédiaire et trois minutes de moins pour la gamme supérieure). Par ailleurs, les bassins de vie ruraux comme urbains sont plus denses dans la région qu'en France métropolitaine hors Paris. La présence des équipements augmente avec la densité des bassins de vie, permettant un accès plus rapide », souligne l'Insee.

22 bassins de vie sont plus mal lotis

La région se distingue aussi par une palette d'équipements de gamme supérieure plus diversifiée dans les bassins de vie urbains de densité intermédiaire. En effet, ils possèdent 78 % des équipements de cette gamme soit 21 points de plus qu'au niveau national. Les bassins de vie ruraux disposent, quant à eux, d'une variété d'équipements proche du niveau national : presque tous les équipements de la gamme de proximité[4] s'y trouvent. « Par contre, les habitants de ces territoires doivent se déplacer dans les bassins de vie urbains pour les équipements plus rares. Par exemple, les spécialistes en pédiatrie ne sont présents que dans 5 % des bassins de vie ruraux de la région, et 10 % pour les spécialistes en gynécologie », précise l'étude de l'Insee. Plus précisément 22 bassins de vie ruraux sont éloignés des équipements. Or, ces bassins de vie représentent un Ligérien sur vingt. Ils se situent aux frontières des départements et sont éloignés des grands pôles urbains. On les trouve au nord de la Loire-Atlantique, au sud de la Vendée et sur l'île d'Yeu sans accès routier au continent, au sud-est et au nord-ouest de la Sarthe et, enfin, au nord de la Mayenne.

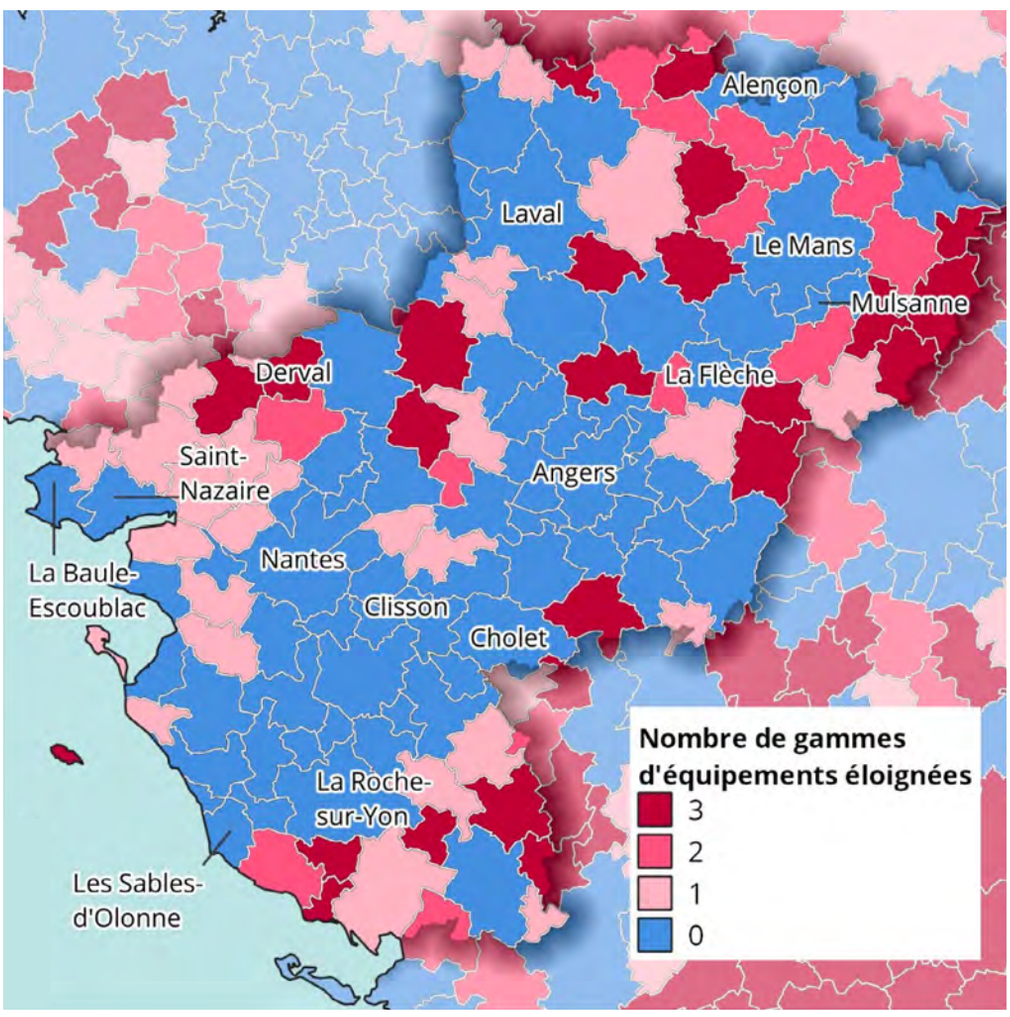
« L'accès aux équipements est conditionné par les temps de trajet par la route, mais aussi par des facteurs non pris en compte dans cette étude », précise par ailleurs l'Insee. L'institut cite notamment la capacité d'accueil, les horaires d'ouverture ou le coût des services proposés. ●

[1] Insee : Institut national de la statistique et des études économiques.

[2] Hors bassin de vie de Paris.

[3] La gamme intermédiaire de services est composée de 35 équipements dont les services de police-gendarmerie, les banques-caisses d'épargne, les supermarchés, les librairies, les collèges, les laboratoires d'analyses médicales. La gamme supérieure est notamment composée des services suivants : agence Pôle emploi, hypermarché, lycée, urgences, maternité, médecins spécialistes, cinéma.

[4] La gamme de proximité comprend les services tels que La Poste, épicerie-supérette, boulangerie, boucherie, école, médecin généraliste, pharmacie...



> Nombre de gammes d'équipements par bassin de vie pour lesquelles la population est considérée comme éloignée en 2022.

Lecture : dans le bassin de vie de Derval, les temps d'accès moyen aux équipements des trois gammes sont supérieurs aux seuils d'éloignement (6 minutes pour la gamme de proximité, 12 minutes pour la gamme intermédiaire et 21 minutes pour la gamme supérieure).

Source : Insee, BPE 2021, distancier Metric-OSRM, © les contributeurs d'OpenStreetMap et du projet OSRM.

DIGITAL NOMADS

SOUS LES CLAVIERS, LA PLAGE

Les **digital nomads**, ou nomades numériques, profitent d'emplois télétravaillables pour aller voir du pays. État des lieux et témoignage avec deux acteurs nantais qui maîtrisent particulièrement le sujet : **Holiworking** et **Visamundi**.

Par Gildas PASQUET

© Shutterstock

À l'heure où le travail à distance est une réalité pour de plus en plus de métiers et que de nombreuses destinations deviennent accessibles, les start-up nantaises Holiworking et Nomamundi (marque de Visamundi) organisaient le 16 mars un webinaire intitulé : "Devenir digital nomad salarié". Si Holiworking accompagne les entreprises et leurs salariés souhaitant partir vivre et télétravailler de trois à douze mois à l'étranger, Visamundi est spécialiste des démarches d'immigration et formalités de voyage. Elle a lancé la marque Nomamundi, spécialement dédiée aux télétravailleurs nomades. Julia Le Guillou, cheffe de projet marketing au sein de Nomamundi, a commencé par planter le décor avec les grandes tendances internationales : « En 2018, les nomades numériques étaient plus nombreux à être employés par une entreprise (35 %), avec plus de femmes que d'hommes (70 %) et 42 % des nomades numériques l'étaient depuis moins d'un an »[1]. La crise du Covid est venue encore bousculer les choses, comme en témoigne un sondage[2] : « En 2022, on a vu une réelle tendance émerger avec beaucoup plus de personnes qui décidaient de tenter l'aventure : on recense plus de 35 millions de nomades numériques dans le monde, explique Julia Le Guillou. Si la communauté mondiale des nomades numériques était un pays, elle se classerait au 41e rang en termes de population, juste après le Canada et le Maroc. » Autre signe d'une bascule : « 83 % des travailleurs numériques en 2022 sont désormais des travailleurs indépendants ». Julia Le Guillou ajoute : « Actuellement, cette communauté se répartit équitablement entre hommes et femmes et les quatre nationalités les plus courantes sont américaine, portugaise, allemande et brésilienne. »

Choix de destination : connectée, avec une large palette d'activités

Selon le même sondage, plusieurs types de critères président au choix d'une destination par le digital nomad : « On recherche plutôt une destination avec un faible coût de la vie et une qualité de vie relativement élevée », souligne Julia Le Guillou. Autres paramètres importants : la destination doit permettre de réaliser beaucoup d'activités à côté de son travail, offrir des connexions à internet rapides et accessibles ou encore garantir la sécurité pour les déplacements. Les destinations avec une culture des cafés et coworkings développée attirent également le digital nomad, car ces espaces « lui permettent de se sociabiliser et de rencontrer des personnes qui sont comme lui ».

Quant à la question des visas, « on en cherche avec un faible coût, une facilité d'obtention, disponibles pour des séjours de longue durée et qui sont autorisés avec des entrées multiples, afin de découvrir toute la région autour du pays de destination », explique Julia Le Guillou, qui rappelle aussi l'existence des "visas télétravail" : « Les premiers ont été lancés en 2020, après la crise Covid, pour relancer des économies basées sur le tourisme ».

Alexia Duclaud, en télétravail sur l'île Maurice

Responsable marketing chez Visamundi, Alexia Duclaud a été accompagnée dans son installation pour trois mois à Maurice par Holiworking. Elle décrit son quotidien dépaysant : « Nous avons trois heures d'avance sur la France, ce qui fait que le matin quand nous nous connectons, notre équipe n'est pas encore réveillée, donc nous avons toute la matinée pour avancer sur nos tâches. Après une pause déjeuner, notre après-midi est dédié à nos réunions avec notre équipe basée à Nantes et à des rendez-vous clients et partenaires. Enfin, à 16h30, nous fermons les ordinateurs et nous nous dirigeons vers la plage pour nous détendre, ou alors nous allons plus loin sur la côte découvrir de nouveaux endroits… » Quant aux échanges avec l'équipe nantaise, Alexia Duclaud se déclare satisfaite : « On a un créneau de deux heures, donc il faut bien jongler mais, jusqu'à présent, je n'ai eu aucun souci : les échanges restent fluides. »

Les meilleures destinations sont…

« Selon les digital nomads, les meilleures destinations sont le Mexique, la Thaïlande l'Indonésie et la Colombie », explique Julia Le Guillou. Et du côté des professions les plus courantes parmi les nomades numériques, « on trouve le marketing, l'informatique, le design, la rédaction et le commerce électronique (51 %) ».

Emma Louvat, community manager chez Holiworking, illustre le propos avec des profils de personnes accompagnées par son entreprise dans leur installation à l'étranger : « Nous avons Maëlys, juriste en marchés publics chez C2L Solutions (*implantée à Saint-Herblain, NDLR*), qui a fait le choix de partir en Thaïlande, Axel, consultant en relations presse chez Oxygen (*Angers, NDLR*), qui a choisi l'aventure Holiworking en Afrique du Sud, et Grégoire, business consultant pour la société English Coach (*Saint-Herblain, NDLR*), qui a choisi la formule "globe-trotter" pour partir à la découverte plusieurs pays : la Thaïlande, l'Indonésie et le Costa Rica. »

Flora Desbois, chargée de communication et marketing chez Holiworking, rebondit : « La majorité de nos "holiworkers" actuellement dans le monde n'étaient pas en 100 % télétravail dans leur entreprise. Cela n'a pas empêché celle-ci d'accepter leur projet de télétravail à l'étranger, à condition bien sûr d'être vigilant sur les points d'organisation à distance. » Emma Louvat en liste quelques-uns : « De bonnes conditions de travail à distance, une bonne capacité d'adaptation et bien penser au décalage horaire. » Elle préconise aussi de privilégier un bon espace de coworking avec « des bureaux privatifs pour les visioconférences ou les appels » ainsi que l'utilisation d'outils « faciles d'utilisation pour communiquer de façon fluide avec les équipes restées en France ». Enfin, elle met en garde : « Il est très risqué de partir en télétravail à l'étranger sans un cadre juridique adapté, pour le salarié mais aussi pour l'employeur, sur quatre sujets : la fiscalité, l'immigration, l'assurance santé et le droit du travail. » ●

[1] Source : Sondage Flexjobs : *FlexJobs Digital Nomad Survey: Insights into the Remote Lifestyle, 2018.*

[2] Source : Sondage A Brother Abroad : *63 Surprising Digital Nomad Statistics [Analysis Updated for 2023].*

ILS ONT CRÉÉ LEUR ENTREPRISE SUR LES BANCS

S'il n'y a pas **d'âge idéal pour entreprendre**, l'expérience et la maturité sont des avantages souvent liés à la réussite d'un projet. Pourtant, à chaque génération, des contre-exemples viennent chahuter l'idée d'un **âge minimum** pour se lancer. « La valeur n'attend point le nombre des années », écrivait Pierre Corneille. Un adage validé par ces trois Vendéens devenus entrepreneurs à moins de 25 ans alors qu'ils étaient **encore étudiants**.

Par Sophie **COMTE**

Valentin Ligner et Florian Amiand ont eu l'intuition de Poreva pendant leurs études d'ingénieur à l'Icam. C'est lors du concours les Entrep' Pays de la Loire que l'idée de valoriser les chutes de cuir en matière dédiée à l'aménagement intérieur a germé. « À l'époque, nous avions 21 ans et pas de procédé viable, raconte Valentin Ligner. Néanmoins, nous étions certains du potentiel de notre idée : des tonnes de déchets de cuirs industriels sont perdues chaque année dans la mesure où il n'y a pas de filière de recyclage. Un gisement important pouvant répondre à l'éveil écologique du monde du design », assure le jeune entrepreneur. Lors de sa dernière année d'études, le duo travaille six mois à temps plein pour sortir un prototype, en lien avec l'école et le Centre de ressources en innovation de la Roche-sur-Yon (CRI). « Aujourd'hui, nous sommes capables de transformer les chutes de cuir en panneaux décoratifs applicables en revêtement mural ou en façade de mobiliers. Nos études terminées en septembre 2022, nous avons créé l'entreprise en décembre et emménagé dans notre local de production en mars 2023 », énumère-t-il. Entretemps, la start-up s'est distinguée dans des concours tels que le fonds Spécifik (l'appel à projet des innovations à impact porté par le CRI) et a intégré la promo 2023 du Réseau entreprendre Vendée. Elle observe depuis janvier les débuts d'une traction commerciale. « Notre objectif d'ici la fin de l'année est de valoriser une dizaine de tonnes de chutes et de conclure une première embauche avant janvier 2024. On maîtrise l'ensemble du process, de la vente jusqu'à la facturation, mais on va avoir besoin d'aide, notamment sur la production et sur des fonctions supports comme la communication. »

Jeunes mais pas inexpérimentés

Les deux associés n'ont pas encore 24 ans mais possèdent déjà une expérience professionnelle. « On a fait trois ans d'alternance, explique Valentin Ligner. Cela nous a permis d'avoir des revenus et de prétendre à l'aide au retour à l'emploi en attendant de nous verser un premier salaire. Des économies qu'on a pu mettre au capital et au compte courant d'associés au moment de la création de Poreva. »

C'est aussi cette expérience qui a convaincu un investisseur privé de rejoindre l'aventure en tant qu'associé minoritaire. « Il s'agit d'un fournisseur qui possède une connaissance fine du milieu du cuir. Une ressource précieuse, qui nous aide à prendre des décisions plus facilement », reconnaît le dirigeant. Pour autant, le choix de l'entrepreneuriat n'a pas été facile, admet-il. « J'ai reçu une proposition d'embauche de la part de l'entreprise dans laquelle j'effectuais mon alternance. Même si je me sentais bien dans la structure, j'ai vite compris que j'allais m'épanouir davantage dans la création d'entreprise. Ma famille a ac-

DE L'ÉCOLE

> **Ma famille a accueilli mon choix avec bienveillance et me soutient.**
>
> Valentin LIGNER

cueilli mon choix avec bienveillance et me soutient. »

Un accompagnement jugé essentiel par Mathieu Stibler, le jeune créateur de Youcie, une solution logicielle à destination du pharmacien et du patient pour optimiser le temps des deux parties. « Depuis trois ans, mon père est une valeur ajoutée pour le projet, tant sur le plan émotionnel que business, observe-t-il. Il se déplace avec moi sur tous les rendez-vous importants. On vit l'expérience de l'entrepreneuriat ensemble puisqu'il vient de créer lui aussi son activité de conseil. »

Quid de la vie sociale ?

Celui qui a encore une année d'études avant de valider son master en business développement enchaîne les semaines à un rythme intense. « Du lundi au mercredi, je suis en Vendée dans la pharmacie qui m'emploie. Puis direction l'école, à Paris, avant de rentrer le soir pour être en poste le lendemain. En parallèle, nous sommes en plein développement du logiciel avec une échéance : la sortie du prototype à la fin 2023. Heureusement, l'école m'a autorisé à aménager mon cycle d'alternance. » Il ajoute : « Je suis quelqu'un de pratique. Il était inconcevable de sortir de mon premier cycle d'études sans avoir une expérience professionnelle. Dans l'idéal, j'aimerais poursuivre avec un master en finance à distance ou en cours du soir. Cela ne peut que valoriser mon projet », estime-t-il.

Au moment de créer les statuts de Youcie, le jeune homme a cherché seul l'information avant de challenger ses choix par un cabinet juridique et comptable. ●●●

> **On apprend le métier d'entrepreneur en autodidactes.**
> Clovis RICHARD

©Tract'moi

C'est grâce à son associé, qui est aussi son tuteur d'alternance, qu'il a pu financer cet accompagnement expert. « Mes parents m'ont aidé à constituer le capital de l'entreprise. Et depuis plusieurs mois, nous avons entamé des discussions avec des business angels pour une première levée de fonds. À aucun moment mon âge n'a semblé problématique, précise-t-il. Ma passion et l'expertise métier de mon associé pharmacien rend notre duo crédible. Si la levée se passe comme prévu, j'aimerais basculer mon contrat d'alternance au sein de Youcie et recruter un profil expérimenté pour qu'il devienne mon tuteur l'année prochaine. » Une gymnastique juridique qui prête à sourire, plaçant le néo-entrepreneur sous la responsabilité directe de son futur salarié.

Mathieu Stibler a choisi de se dédier à 100 % à son projet. « C'est vrai que j'ai mis ma vie sociale de côté. Cela fait deux ans que je ne suis plus sorti avec mes amis. Pour autant, ils me soutiennent et me voient comme un vecteur de motivation ». Un son de cloche légèrement différent pour les fondateurs de Poreva. « Ce n'est pas parce que l'on porte un projet de création qu'on n'a pas le droit de se donner du bon temps, assure Valentin Ligner. Maintenir le lien est très important pour nous. Au sein de notre promo étudiante, nous étions quatre à vouloir créer une entreprise. Florian et moi ainsi que deux autres porteurs du projet Tract'moi qui sont restés des amis proches et que l'on côtoie régulièrement. »

Nourrir les rencontres

L'idée de Tract'moi a suivi le même parcours de développement que celui de Poreva : lauréat du concours les Entrep' Pays de la Loire, du fond Spécifik puis accompagné par le CRI et enfin lauréat du Réseau entreprendre Vendée cette année. Fils d'agriculteurs, Clovis Richard et Baptiste Cormerais ont cofondé l'entreprise pour améliorer la mobilité de leurs parents en plaçant à l'avant ou à l'arrière d'un tracteur un équipement pouvant transporter un véhicule d'appoint deux ou quatre roues. À bientôt 24 ans, ils font partie des 39 % de créateurs d'entreprises de moins de 30 ans que compte la France en 2022 (*Source : Insee*).

« L'avantage de créer son entreprise en étant étudiants, c'est que l'on peut bénéficier de subventions via une flopée de concours et d'aides spécifiques, explique Clovis Richard. En fin de compte, il s'agit d'échanger du temps et de l'énergie contre de l'argent. C'est ce qui nous a permis, en plus de l'alternance, de financer la création de l'entreprise. On fait beaucoup de choses par nous-même, reconnaît-il. L'information circulant librement sur Internet, on apprend le métier d'entrepreneur en autodidactes. Bien sûr, on commet des erreurs, mais on peut compter sur le soutien d'un réseau plus expérimenté. Nous prenons un soin particulier à nous entourer de parrains, officiels ou non, qui nous font profiter de leurs conseils et de leur carnet d'adresses. Rétrospectivement, notre jeunesse a pu nous desservir uniquement auprès de notre clientèle, regrette Clovis Richard. La moyenne d'âge des agriculteurs français est de 52 ans. C'est un milieu où les jeunes ont du mal à exister. Nous espérons recruter un commercial d'ici la fin de l'année, une personne plus âgée afin de pallier les objections de certains », conclut-il.

COMMENT

CHALLANS GOIS COMMUNAUTÉ

RÉINVENTE SON DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Située dans l'extrême nord-ouest de la Vendée, entre Saint-Jean-de-Monts, Noirmoutier et le sud de la Loire-Atlantique, la communauté de communes de **Challans Gois** attire autant pour sa **douceur de vivre** que pour son **dynamisme économique**. Confrontée à une forte pression foncière et au vieillissement de sa population, la collectivité s'est engagée dans un programme ambitieux, **"Challans Gois 2040"**, afin de continuer à préserver son cadre de vie, tout en poursuivant le développement des entreprises du territoire.

Par Alexandrine **DOUET**

© Alexandre Lamoureux

Alexandre **Huvet**

© D.R.

Née en 2017[1], Challans Gois Communauté réunit 11 communes[2] où résident près de 48 000 habitants entre marais et bocage. Desservie par la ligne SNCF Nantes-Saint-Gilles-Croix-de Vie, et un réseau secondaire de qualité, la collectivité accueille 4 000 entreprises, essentiellement des TPE et PME pour un total de 18 000 salariés. Parmi les sociétés emblématiques du bassin figurent Marinove, France Naissain, Getex, Bleu Océane, Soriba, Process, Beneteau pour sa partie logistique (le site challandais ayant été transféré à Saint-Gilles-Croix-de-Vie), la société de transports Nombalais, ou encore Lhyfe[3], précurseur dans la production d'hydrogène vert en France. « Nous avons un territoire diversifié, avec sur le littoral une importante activité économique, en rapport avec la pêche, la conchyliculture et l'ostréiculture, et donc moins en lien avec le tourisme, contrairement au reste du littoral vendéen, analyse Alexandre Huvet, président de Challans Gois Communauté. Le rétro-littoral est très dynamique, en particulier dans le secteur de Challans[4], dont le tissu économique, moins industriel que la plupart des territoires du département, est composé majoritairement d'entreprises de services, d'artisanat, de commerces. »

© Alexandre Lamoureux

Un territoire agile

Initié par la mandature précédente, le projet de territoire a été mis à jour par Alexandre Huvet et son équipe à leur arrivée à la tête de l'intercommunalité en 2020. « Nous souhaitons aujourd'hui accompagner le tissu existant, permettre à nos entreprises de se développer, en étant à la pointe des technologies, poursuit l'élu. Nous avons un territoire qui est assez agile parce qu'on a des petites structures. Disposant d'un peu de foncier, nous sommes en mesure d'accueillir de nouvelles entreprises. » Challans Gois Communauté bénéficie d'un maillage de parcs d'activités assez dense, 15 ZAE sur 160 ha de surface totale, dont une trentaine reste disponible à la vente. Dans le même temps, le président de la collectivité s'engage à rester vigilant concernant la commercialisation des terrains, objectif Zéro artificialisation nette (Zan) oblige. « Nous devrons nous assurer que les porteurs de projets économiques achètent des parcelles qui correspondent réellement à leurs besoins, et qu'ils ne fassent pas de réserves en vue d'un éventuel agrandissement. »

Vers une décarbonation des mobilités

Parallèlement, l'élu appelle les acteurs économiques à réfléchir sur la question des mobilités. « Nous nous penchons sur le sujet du covoiturage, ou encore sur la mise en place d'un programme d'investissements pour la création de pistes cyclables domicile-travail, détaille Alexandre Huvet. Nous souhaitons également déployer une station de distribution d'hydrogène en lien avec l'entreprise Lhyfe afin de permettre aux entreprises du territoire de verdir leur flotte de véhicules et plus largement de créer ici une sorte d'écosystème sur la

Nous souhaitons aujourd'hui accompagner le tissu existant, permettre à nos entreprises de se développer, en étant à la pointe des technologies.

Alexandre HUVET

décarbonation des mobilités. » Cette station de distribution d'hydrogène vert pourrait voir le jour à proximité de la station BioGNV de Challans (construite et exploitée par Vendée Énergie) inaugurée en mars 2022.

Répondre aux difficultés de recrutement

Maintenir le dynamisme du territoire passe aussi immanquablement par le recrutement. « Malgré un ralentissement de l'activité actuellement, nos entreprises ont besoin de personnel », confirme Franck Quaireau, le président du réseau EBCL[5] qui reconnaît des difficultés à trouver de la main-d'œuvre sur un territoire où le taux de chômage est relativement bas (6,1 % au dernier trimestre 2022[6]) et à faire venir des candidats, notamment les jeunes actifs en raison de tensions sur le logement. « Nous avons par exemple beaucoup de locations touristiques et pas assez de logements disponibles à l'année », estime le dirigeant. À cela s'ajoute une hausse du marché de l'immobilier[7], liée à l'arrivée de néo-retraités, attirés par la situation géographique du territoire et le panel de services en proximité. Cet afflux de seniors va de surcroît engendrer un besoin de personnel supplémentaire dans le secteur des services, en particulier les services à la personne.

« Nous travaillons avec les entreprises pour définir leurs besoins et leurs difficultés, indique Alexandre Huvet. Nous avons notamment identifié le besoin d'accueillir des saisonniers. Contrairement à nos voisins montois et noirmoutrins, notre activité saisonnière se déroule essentiellement en hiver, en amont des fêtes de fin d'année dans nos parcs ostréicoles ou encore dans l'agriculture pour les volailles festives de Challans. Il y a aussi bien sûr un besoin important lié à l'arrivée de nouveaux salariés. Pour tenter d'y répondre, dans un premier temps, nous faisons connaître aux employeurs mais aussi aux bailleurs les offres et aides proposées par Action Logement, telle que la possibilité pour les entreprises cotisantes d'obtenir des places dans des programmes de logements sociaux. Nous avons aussi mis en place une étude avec l'association Agropolis, propriété du Groupe Établières[8] qui gère le foyer de jeunes travailleurs de Challans afin de créer des dispositifs similaires sur le territoire. » Toujours dans l'idée d'accueillir ou de maintenir les jeunes sur le territoire, les élus étudient la possibilité de créer un campus de formation supérieure. « L'idée est de permettre aux jeunes résidant dans le Nord-Vendée, qui parfois s'autocensurent, notamment pour des raisons financières, de suivre des études supérieures localement et éventuellement de rester. » Aucune date n'a pour l'instant été définie pour le lancement de ce projet. ●

© Challans-Gois Communauté

[1] Challans Gois Communauté est issue de la fusion entre les communautés de communes du Pays de Challans et du Pays du Gois.

[2] Beauvoir-sur-mer, Bois-de-Céné, Bouin, Challans, Châteauneuf, Froidfond, La Garnache, Saint-Christophe-du-Ligneron, Saint-Gervais, Saint-Urbain, Sallertaine.

[3] Créée à Nantes en 2017, l'entreprise Lhyfe a inauguré en septembre 2021 le premier site au monde de production d'hydrogène à partir d'éoliennes à terre.

[4] Challans, troisième ville du département concentre 65 % de la population active de la collectivité.

[5] Le réseau Entreprises du Bassin de Challans et du Littoral (EBCL) compte 53 adhérents, des entreprises d'au moins dix salariés.

[6] Le taux de chômage correspondant au 4e trimestre 2022 concerne un bassin d'emploi élargi incluant les territoires de Challans Gois, Noirmoutier, Saint-Jean-de-Monts, Saint-Gilles-Croix-de-Vie, et Ile d'Yeu.

[7] +8,6 % sur un an pour le marché des maisons anciennes, secteur Marais Nord (source : Chambre des Notaires de la Vendée, avril 2023).

[8] Créé en 1924 à La Mothe-Achard, le Groupe Établières est aujourd'hui basé à La Roche-sur-Yon. Il propose notamment des solutions d'hébergement pour faciliter l'accès à l'emploi.

VIE des entreprises

Loire-Atlantique & Vendée <

STRATÉGIE

LE CRÉDIT AGRICOLE ATLANTIQUE VENDÉE RÉAFFIRME SON SOUTIEN AU TERRITOIRE

« Confiance ». C'est le maître-mot qui s'est dégagé de la conférence de presse qui s'est déroulée le 16 mai dernier au siège nantais du Crédit agricole Atlantique Vendée. Par la voix de ses deux dirigeants, Luc Jeanneau, son président et Nicole Gourmelon, sa directrice générale, la banque régionale a dressé son bilan 2022 et évoqué 2023. L'acteur bancaire fait état d'un produit net bancaire de 498 M€ en 2022, enregistrant plus de 48 000 nouveaux clients dont près de 41 000 particuliers et 900 microentreprises. Elle enregistre un encours de collecte bilan et hors bilan qui dépasse les 29 Mds€.

« 85 % de notre résultat est conservé pour être réinvesti dans l'économie locale. Notre rentabilité n'est pas la finalité, elle est la conséquence de notre utilité, pointe Nicole Gourmelon. Nous avons une stratégie de développement complètement à contre-courant aujourd'hui. On accompagne si on croit dans les projets, dans les femmes et les hommes qui les portent. »

En 2022, plus de 4 100 projets portés par des professionnels ont été soutenus par la banque, et plus de 1 200 projets d'entreprises.

Une stratégie de rayonnement en trois axes

Pour évoquer le soutien de la banque au territoire, la directrice générale met aussi en avant le millier de partenariats culturels, économiques, sportifs… mis en place dans les deux départements que la banque couvre. Luc Jeanneau rappelant qu'« un partenariat, ce n'est pas forcément de l'argent, mais qu'il peut revêtir la forme d'un accompagnement en compétences ».

La banque a d'ailleurs redéfini sa stratégie de rayonnement : « Nous ne pouvons pas tout faire, nous voulons donner plus de sens et de visibilité à nos actions », précise le président. Trois grands axes ont ainsi été définis. D'abord, l'accompagnement des projets des clients à tous les moments de leur vie, ce qui se traduit par exemple par un soutien à la lutte contre la désertification médicale à Chantonnay via la création d'une maison de santé.

Ensuite, la banque régionale veut aider le territoire à accélérer sa transition énergétique. Elle indique ainsi avoir injecté 123 M€ dans cette optique en 2022, via l'accompagnement de 89 projets photovoltaïques et 7 projets de méthanisation. Elle a par ailleurs lancé une nouvelle offre de prêt à impact en fin d'année 2022. Sur les trois premiers mois, cela représente 67 M€ de prêts à taux variables en fonction de l'atteinte de critères issus des engagements RSE de l'entreprise.

Enfin, la jeunesse est particulièrement ciblée « afin de préparer le monde de demain ». Cela passe par des offres clients dédiées, mais aussi par une politique interne volontariste. La banque cible par exemple un objectif : que chacune des 74 caisses locales compte au moins un administrateur de moins de 30 ans au sein de son conseil. La banque s'engage aussi dans le recrutement d'alternants : 150 sont prévus cette année (le Crédit agricole Atlantique Vendée comptant 2 600 collaborateurs).

Enfin, pour 2023, les deux dirigeants tablent sur la dynamique importante de la Loire-Atlantique et de la Vendée, « des territoires plus résilients que la moyenne », pointe Nicole Gourmelon. Sur le marché des professionnels et des entreprises, la directrice générale estime ainsi que « les indicateurs sont bons » et ne perçoit pas « d'alerte générale ».

Nelly LAMBERT

Nicole **Gourmelon**

© Crédit agricole

Luc **Jeanneau**

© Crédit agricole

© HGCT

Vendée • INNOVATION

HOFFMANN GREEN INAUGURE SA PREMIÈRE CIMENTERIE VERTICALE

« Cette nouvelle unité de production marque une étape importante dans le développement de l'entreprise. Cette usine, **unique au monde**, est un exemple concret de notre vision industrielle : des technologies de pointe, une R&D avancée et des collaborations humaines pour proposer des solutions aux enjeux environnementaux. » **Julien Blanchard et David Hoffmann**, cofondateurs de **Hoffmann Green Cement Technologies (HGCT)**, ont inauguré le 12 mai dernier à **Bournezeau** le deuxième site de production de l'entreprise spécialisée dans la fabrication de ciment bas carbone, sans clinker. Présentée comme une « **prouesse technologique et écologique** », la nouvelle unité baptisée H2, implantée à proximité de la première usine de la PME vendéenne, est une tour haute de 70 mètres qui pourra fabriquer jusqu'à 1000 tonnes de ciment par jour. Créée en 2015 et cotée en bourse depuis 2019, HGCT (43 salariés) ambitionne à terme de **multiplier par cinq** sa capacité de production, en passant de 50 000 à **250 000 tonnes par an**. « Le process vertical permet d'utiliser la gravitation pour optimiser la production. En effet, il est plus simple et **moins énergivore** de transporter des matériaux en poudre par gravitation qu'à travers des convoyeurs ou sur des tapis », détaille le communiqué de l'entreprise qui, dans le même temps, assure avoir choisi ce type de construction pour « limiter l'emprise au sol et s'inscrire dans les objectifs de Zéro artificialisation nette (Zan) fixés par les pouvoirs publics ». Le projet évalué à 22 M€ a nécessité deux ans de travaux. Conçue par le groupe allemand Ibau Hamburg, l'usine H2 a été réalisée par Eiffage Génie Civil, à partir notamment de béton produit par HGCT. Les **12 traqueurs solaires** installés sur la tour, doivent lui permettre de couvrir 50 % de ses besoins en énergie.

Alexandrine DOUET

© D.R.

Vendée • NOMINATIONS

CINQ NOUVEAUX ASSOCIÉS REJOIGNENT LE GROUPE ACCIOR

Le groupe Accior, **cabinet d'expertise-comptable, d'audit et de conseil** en Vendée, a abordé 2023 sous le signe du changement. Cinq nouveaux **experts-comptables et commissaires aux comptes** viennent en effet de rejoindre le collège d'associés en février dernier. Benoît Chabirand, Jean-Charles Goupille, Christophe Poulen, Lilian Renaud et Jérémie Vairé participent désormais au développement stratégique du groupe qui compte à ce jour une quinzaine d'associés.

Outre ses activités historiques d'expertise-comptable, de commissariat aux comptes et de gestion sociale, le groupe s'est récemment doté d'un **service juridique** pour compléter l'éventail de ses missions. Pour répondre aux attentes de ses clients, notamment en ce qui concerne la numérisation des informations, le groupe développe régulièrement de nouveaux accompagnements et travaille actuellement sur plusieurs sujets, comme le traitement de la data ou la RSE avec par exemple, l'établissement de la **Déclaration de performance extra-financière (DPEF)**, un outil de pilotage qui permet à une entreprise de communiquer auprès des citoyens et de ses divers partenaires sur ses implications sociales, environnementales, sociétales, environnementales, ainsi que sur son mode de gouvernance.

Fruit du rapprochement en 2015 du cabinet sablais Charrier-Billon avec deux cabinets yonnais, le groupe Accior emploie près de 110 personnes sur ses deux sites des Sables d'Olonne et de La Roche-sur-Yon. Son dernier chiffre d'affaires s'élève à plus de 11 M€. Olivier Charrier en est le président.

Marie LAUDOUAR

Loire-Atlantique & Vendée
NOMINATION

JEAN-CHARLES HABAULT, NOUVEAU DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DE NCE

Spécialisée en **droit des affaires** et comptant plus de 245 études notariales au national, Notaires conseil d'entreprise (NCE) a pour ambition de promouvoir le **rôle des notaires** auprès des entreprises, des entrepreneurs, des porteurs de projets en matière juridique, fiscale et patrimoniale, tant au niveau professionnel que privé. Les notaires membres du réseau NCE reçoivent des formations mensuelles sur les problématiques liées au droit des affaires, à travers des conférences interactives. L'association professionnelle vient de nommer **Jean-Charles Habault**, notaire à Nantes, délégué régional pour les Pays de la Loire.

GP

Jean-Charles **Habault**

© D. R

Vendée • DÉVELOPPEMENT

KRAKEN-LIGHTING, CRÉATEUR DE LUMINAIRES EN BOIS POUR LES PROFESSIONNELS

L'histoire a débuté lors d'un dîner. Après avoir travaillé ensemble durant une vingtaine d'années dans le secteur de l'éclairage professionnel, les chemins de **Bertrand Gilbert et Nicolas Forget** se sont séparés, pour finalement se retrouver. « Alors que j'étais à mon compte depuis 2019, j'ai commencé à dessiner des luminaires en bois pour les professionnels, partant du constant qu'il y avait peu d'offres sur ce marché en France. J'ai présenté mon projet à Bertrand qui, un peu plus tard, lors du confinement, s'est dit prêt à me suivre », détaille Nicolas Forget, cofondateur de **Kraken-Lighting**. La société a finalement vu le jour en novembre 2020 à **Boufféré**. Après son installation dans des locaux de 300 m² comprenant aujourd'hui un atelier et un show-room, le duo de dirigeants a développé sa gamme de produits destinés aux bureaux, hôpitaux, écoles ou commerces, avec en filigrane une **démarche d'écoconception**. Pour la fabrication de ses suspensions, plafonniers, dalles Led, ou encore appliques, Kraken-Lighting s'est entourée de deux entreprises du grand Ouest : **Brut de Bois**, située à La Jubaudière (Maine-et-Loire) qui réalise des luminaires en bois massif, du chêne et du frêne issus de forêts françaises éco-gérées, et **100 Détours**, implantée à La Chapelle-Saint-Étienne (Deux-Sèvres), qui fabrique du mobilier à partir d'anciennes fenêtres en bois exotique. « Avant de créer Kraken-Lighting, nous avions déjà en tête l'idée de proposer des produits à partir de déchets de bois », explique le dirigeant. En juillet 2020, les deux associés ont été lauréats d'un appel à projets de l'Ademe autour de **l'économie circulaire**. Parallèlement, la TPE vendéenne s'inscrit dans une démarche d'économie sociale et solidaire en faisant appel notamment à l'Esat de La Guyonnière pour le montage de ses luminaires. Kraken-Lighting compte parmi ses projets des réalisations pour la société Jardiplay à Saint-Nazaire, le campus rennais de l'école parisienne de gastronomie Ferrandi ou encore prochainement le Futuroscope. Après avoir enregistré un CA de **90 k€** en 2022, l'entreprise ambitionne d'atteindre les 150 k€ fin 2023. **Alexandrine DOUET**

Une réalisation pour la société Jardiplay à Saint-Nazaire.

© Kraken-Lighting

Nicolas **Forget**

© Kraken-Lighting

Bertrand **Gilbert**

© Kraken-Lighting

Vendée • NOMINATION

CHANGEMENT DE DIRECTION POUR LE GROUPE GAILLARD

Créé en 1961, le groupe Gaillard conçoit, réalise et entretient des **installations électriques et thermiques** pour les bâtiments industriels et les infrastructures collectives. Présente aux Herbiers et à Treize-Septiers, la holding de deux filiales (l'une pour la partie électrique et l'autre pour la partie thermique) était placée depuis 2015 sous la gestion technique et opérationnelle de trois de ses cadres : Olivier Chiron, Gaëtan Audureau et Alain Boureau. Un choix opéré par l'ancien dirigeant et fils du fondateur, Laurent Gaillard. En leur cédant ses parts au printemps 2023, il fait d'eux les co-gérants à parts égales de la holding.

« À nous trois, nous cumulons un long historique au sein de l'entreprise, déclare Olivier Chiron, le nouveau co-gérant du groupe Gaillard. J'ai pour ma part 22 ans d'ancienneté, contre 27 pour Gaëtan et 17 pour Alain. Même si le nom des gérants n'est plus Gaillard, nous formons une famille professionnelle avec nos 120 collaborateurs. À cet égard, l'annonce du rachat a été accueillie par un bel élan de soutien. Il était hors de question que l'entreprise soit rachetée par un groupe national. Nous sommes déterminés à **conserver les valeurs familiales et d'indépendance** sur lesquelles le groupe s'est construit il y a plus de 60 ans. »

Au programme de la feuille de route des nouveaux dirigeants : le **développement de la zone de chalandise**, centrée jusqu'à présent sur la région Pays de la Loire. « Nous avons également à cœur de poursuivre la **digitalisation** de l'entreprise initiée il y a cinq ans déjà, précise le co-gérant. On tend vers l'objectif zéro papier en interne et avec nos clients. Par exemple, tous nos chefs de chantier sont équipés de PC portables à partir desquels ils proposent la visualisation de plans, de schémas d'armoires électriques, etc. Mais l'enjeu majeur des années à venir réside dans la **production et la gestion de l'énergie pour nos clients**, que ce soit en photovoltaïque ou en thermique, à partir de solutions développées en interne. » L'entreprise, qui a réalisé un CA 2022 de 14 M€, poursuit une politique de **formation interne soutenue** afin de faire monter en compétences ses collaborateurs sur ces sujets. **Sophie COMTE**

© Groupe Gaillard

© Slash Intérim

Une partie de l'équipe en situation de formation, avec Emma Capron à droite.

Vendée
INNOVATION

SLASH INTÉRIM LANCE SON INCUBATEUR

Réseau **d'indépendants** dans le **travail temporaire** créé par Marc et Emma Capron, Slash Intérim mise notamment sur le marketing de réseau pour se développer. À l'instar de l'immobilier, les conseillers peuvent – en plus de leur activité principale – recruter d'autres indépendants pour faire grandir le réseau.

Depuis Dompierre-sur-Yon, Slash Intérim révolutionne le métier de conseiller en travail temporaire. La start-up de **dix collaborateurs** compte déjà une **quarantaine d'indépendants** répartis en France. « En réalité, on en a recruté le double en deux ans », explique Emma Capron, directrice générale. Elle précise : « Sur un modèle comme le nôtre, le turnover est important parce que devenir chef d'entreprise n'est pas fait pour tout le monde. Toutefois, nous avons un avantage : nos cycles de vente sont courts, dès la première semaine d'activité, si bien qu'un conseiller peut quitter le réseau dans les trois mois s'il s'aperçoit que ce n'est pas fait pour lui. Cela nous permet d'investir du temps sur ceux qui restent ! »

En parallèle de son parcours d'intégration classique, l'entreprise lancera en septembre la **Slash Académie**, un parcours d'**accompagnement** et de **formation** dont le but est de dédramatiser l'entrepreneuriat. « On s'est rendu compte que beaucoup de candidats étaient effrayés à l'idée de tout lâcher pour se lancer. Pour les rassurer, nous proposons **deux mois d'apprentissage sécurisés et rémunérés en CDD.** Non seulement ils seront accompagnés par des experts métiers mais aussi dans la gestion administrative de la création d'entreprise. » Pour cette première session qui se déroulera à Bordeaux, on ne se fixe pas d'objectif : seuls **les plus motivés** seront retenus. D'autres sessions géographiques s'ouvriront au fur et à mesure des opportunités. » Slash Intérim (2,5 M€ de CA en 2022) ambitionne de doubler son chiffre d'affaires l'année prochaine. La start-up vient de clôturer une **première levée de fonds** auprès de business angels (montant confidentiel). Une deuxième visant des **fonds d'investissement** est en cours de finalisation d'ici le mois de septembre.

Sophie COMTE

Loire-Atlantique
NOMINATION

PIERRE-YVES BUISSON NOMMÉ À LA TÊTE DU GROUPE K FRANCE

Trois mois après avoir été nommé à la direction générale du Groupe K France, **Pierre-Yves Buisson** a pris les commandes aux côtés du fonds d'investissements Sparring Capital qui avait pris une participation majoritaire en janvier dernier. Il succède ainsi à Stéphane Poppoff, le fondateur. Le groupe emploie aujourd'hui 35 salariés répartis dans deux structures : Kit Utilitaire (Les Sorinières) et MyKitVan (Couëron).

Le nouveau président ambitionne de poursuivre le développement du Groupe K France qui enregistre un volume d'affaires en hausse de plus de 20 % par an, à 12 M€ en 2022, et compte 25000 clients actifs à l'échelle nationale. « Cette année, nous tablons sur une croissance de **15 points** », projette Pierre-Yves Buisson. Le dirigeant veut orienter le groupe vers deux axes stratégiques. Premier axe : **l'extension du réseau national**, en ciblant les grandes villes proches de Nantes (Rennes, Bordeaux...). Une première agence devrait ouvrir d'ici à un an, avec un objectif de cinq ouvertures dans les cinq ans. Deuxième axe : **l'export** via une approche multicanale (internet, distributeurs). « Nous comptons quelques clients en Belgique et Suisse. Il y a des besoins à l'étranger qui ne sont pas satisfaits, notamment sur l'aménagement de véhicules utilitaires », poursuit le président, qui cible en priorité l'Espagne et l'Italie et se donne également un an pour concrétiser ce projet.

Florence FALVY

© Groupe K

Loire-Atlantique
DÉVELOPPEMENT

GROUPE OPA : UNE BELLE CROISSANCE EN PERSPECTIVE

Groupe OPA affiche de belles perspectives de croissance. Implantée historiquement à Nantes depuis près de 30 ans, mais aussi à Paris, Neuilly-sur-Seine et Rennes, l'agence de **communication évènementielle et digitale** table sur 20 M€ de chiffre d'affaires pour l'exercice 2023, soit une progression de près de 43 % en un an (CA 2022 : 14 M€) liée notamment à la reprise de l'agence I Love Events en début d'année. « Sur le grand Ouest, nous sommes la première agence de communication en termes de marge brute », se félicite son dirigeant Olivier Lombard qui revendique quelque **150 clients actifs** et 120 dossiers en cours. L'entreprise vient d'ailleurs de décrocher de nouveaux budgets significatifs, comme la Fédération française du bâtiment, la Région Pays de la Loire, les Chantiers de l'Atlantique ou encore la Fnaim. « Si nous réalisons 80 % de notre business à Paris, nous maintenons une vraie dynamique dans les Pays de la Loire », poursuit-il. En conséquence, l'agence, qui emploie 70 collaborateurs, vient de recruter trois motion designers, deux journalistes reporters d'images et deux nouveaux consultants à Paris. Une équipe qui va encore s'agrandir pour atteindre « 85 personnes l'année prochaine ».

Groupe OPA poursuit également ses **investissements dans l'audiovisuel** et prévoit d'injecter 600000 € cette année dans un nouveau plateau TV de 400 m² à Nantes ou à Rennes. L'agence entend également poursuivre son développement par **croissance externe** avec l'ambition d'atteindre 25 M€ de CA en 2025 et la volonté de conforter son positionnement sur le marché du premium. D'après Olivier Lombard, des dossiers de reprise seraient à l'étude et une opération pourrait se concrétiser l'année prochaine.

Florence FALVY

Alors que Groupe OPA vient d'obtenir de nouveaux budgets dans l'audiovisuel, il poursuit ses projets dans l'événementiel notamment avec L'Oréal Luxe.

© Groupe OPA

INFORMATEUR JUDICIAIRE

INFORMATEURJUDICIAIRE.FR

le média des affaires en Loire-Atlantique et Vendée

ABONNEZ-VOUS !

☐ **6 MOIS • 26 NUMÉROS : 40 € TTC**

☐ **1 AN • 52 NUMÉROS : 63 € TTC**
☐ VERSION NUMÉRIQUE : 38 € TTC

☐ **2 ANS • 104 NUMÉROS : 105 € TTC**

site Internet + newsletter
parution hebdomadaire

PAIEMENT SÉCURISÉ Paiement sécurisé

Nom ou raison sociale .....
.....

Adresse .....
.....
.....

Téléphone .....

E-mail .....

Nombre d'abonnés souhaité .....

« NOUS SOMMES LES PIONNIERS DES TERREAUX BAS CARBONE »

Basée à **Saint-Mars-du-Désert**, l'ETI familial **Florentaise** vend aujourd'hui près d'un sac de terreau sur cinq en France. Mais le leader du marché français ne compte pas s'arrêter là : il vient d'**entrer en bourse** avec des **ambitions internationales**, notamment en **Chine et aux États-Unis**. De quoi viser **120 M€ de chiffre d'affaires d'ici cinq ans**. Le point avec **Jean-Pascal Chupin**, PDG, et sa fille Chloé, directrice générale déléguée.

Propos recueillis par Nicolas **LE PORT**

Pouvez-vous me présenter la société Florentaise ?

Chloé Chupin : Nous sommes leaders français des supports de culture hors-sol, c'est-à-dire les sacs de terreau, sur deux marchés. Celui du grand public, qui rassemble supermarchés et jardineries, et celui des professionnels, où l'on retrouve pépiniéristes, horticulteurs. Dans ce dernier, on retrouve également les collectivités et chantiers urbains, une activité qui prend de plus en plus d'ampleur pour Florentaise.

Aujourd'hui le marché grand public représente 60 % de nos ventes de terreaux, pour 40 % aux professionnels. En France, nous revendiquons 22 % de parts sur le marché grand public, et 12 % sur le marché professionnel.

Quand et comment l'entreprise a-t-elle vu le jour ?

Jean-Pascal Chupin : Florentaise est un groupe familial créé par mon père en 1973, sur les bords de la Loire, à Saint-Florent-le-Vieil. L'entreprise tire son nom des habitants de cette commune du Maine-et-Loire. L'entreprise extrayait du sable de Loire pour la construction et le maraîchage. Jean Chupin est décédé en 1981, à l'âge de 50 ans.

Quand je suis arrivé à la tête de l'entreprise fin 1983, j'avais 22 ans, j'étais encore étudiant et on a trouvé sur les bords de l'Erdre, à Saint-Mars-du-Désert, une tourbière sous laquelle il y avait un gisement de sable. Nous sommes ainsi devenus "tourbiers" en 86, un peu par hasard. Mais il se trouve qu'on n'a jamais obtenu le droit d'exploiter le sable. On a alors vite compris que l'exploitation de la tourbe risquait d'être aussi compliquée… Et en effet, on n'a pas obtenu le renouvellement des autorisations des gisements de tourbe en 2008-2009.

Et vous Chloé, comment avez-vous rejoint l'entreprise familiale ?

CC : Issue d'une formation en alternance, j'ai effectué un BTS puis une licence en gestion d'entreprise au sein des différentes activités du groupe de Florentaise. Ça fait 12 ans que j'ai rejoint le groupe et un peu plus de quatre ans que je travaille sur l'activité des supports de culture, c'est-à-dire le terreau. En parallèle en 2019, j'ai obtenu un certificat dans la reprise d'entreprise familiale à Audencia. J'ai d'abord eu la charge de la RSE et maintenant je gère les activités France. Mon frère Antoine, également directeur général délégué, s'occupe quant à lui de l'international.

Quelle est aujourd'hui la marque de fabrique de Florentaise ?

CC : Notre cœur de métier, c'est le terreau bas carbone, c'est-à-dire sans •••

© Benjamin Lachenal

© Florentaise

© Florentaise

© Florentaise

tourbe. En effet, cette dernière, qui provient majoritairement de zones humides des pays baltes ou du Canada, génère un fort impact lors de son extraction et son transport.

Pour rappel, les tourbières sont des zones humides qui représentent 3 % de la surface du globe mais qui stockent à elles seules 33 % du CO_2 terrestre et hébergent 50 % de la biodiversité planétaire. Près de la moitié d'entre elles sont aujourd'hui sévèrement abîmées car surexploitées. D'où l'intérêt de limiter leur exploitation et leur assèchement afin d'éliminer le carbone de l'atmosphère et freiner le réchauffement climatique.

Quand avez-vous commencé à chercher des alternatives à la tourbe ?

JPC : Cette notion de monde non durable à cause des matières fossiles, j'en avais pleinement conscience dès mon plus jeune âge. C'est d'ailleurs ce qui m'a donné l'énergie pour essayer très tôt de trouver des matériaux de substitution à la tourbe. Dès les années 2000, nous avons développé un premier substitut à partir de fibres de bois, Hortifibre, qui permet de remplacer 50 % de la tourbe dans nos terreaux. Et un deuxième en 2015, Turbofibre, à partir de fibres d'écorces de bois, qui permet de remplacer l'intégralité de la tourbe. Ces deux substituts, qui ont fait l'objet de dépôts de brevets mondiaux, sont renouvelables car issus de déchets de bois et d'écorces non utilisés par les scieries et ont une empreinte carbone 20 à 50 fois plus faible que les tourbes.

Cette stratégie a-t-elle été payante ?

JPC : Incontestablement ! Aujourd'hui, nous sommes capables de faire des terreaux sans tourbe, avec les mêmes cahiers des charges que ceux avec tourbe, et ce pour le marché grand public comme le professionnel. C'est tout notre succès aujourd'hui d'ailleurs. On surperforme grâce à ces terreaux Écolabel

> **Nous sommes convaincus que le terreau sans tourbe va devenir celui de demain à l'échelle planétaire.**
>
> Jean-Pascal CHUPIN

(*label européen permettant de certifier la non-présence de tourbe dans le terreau, NDLR*). Et nous sommes convaincus que le terreau sans tourbe va devenir celui de demain à l'échelle planétaire.

Quels moyens consacrez-vous à l'innovation et la R&D ?

JPC : Ça représente 250 000 € par an de crédit d'impôt pour une masse salariale d'un peu plus de 750 000 €. Nous avons aujourd'hui 11 ingénieurs agronomes dédiés. Certains sont spécialisés dans les terreaux sans tourbe, d'autres dans la partie biostimulant. On travaille également sur un axe R&D très important, qui sera déployé fin 2023, le charbon vert. Il s'agit d'un biocharbon dont on maîtrise la fabrication et qui vient compléter notre gamme de matières premières pour terreaux sans tourbe. Concrètement, nous transformons des déchets végétaux en charbon pour ainsi récupérer 95 % du carbone des plantes. Demain, ce charbon nous permettra de proposer des terreaux dont les émissions carbone seront compensées par l'apport de ce charbon qui retournera au sol.

D'autre part, nous nous engageons également à réduire notre consommation de plastique. Actuellement, nos sacs de terreau sont fabriqués à partir de 60 % de plastique recyclé. Malheureusement, nos fournisseurs n'ont pas assez de plastique à recycler pour passer à 100 %. Nous avons donc décidé de développer un sac papier résistant à l'eau 100 % biodégradable, de le certifier, pour une arrivée en magasin dès 2025.

On a enfin un autre matériau qui est en cours de mise au point. Il s'agit de fibres de bois qui vont remplacer la laine de roche dans la culture hors-sol de tomates et de concombres. Le tout conditionné dans un sac en papier biodégradable. De quoi boucler la boucle des terreaux bas carbone !

Néanmoins, il est essentiel de chercher à innover en permanence. Car 40 % de ce que nous faisons aujourd'hui, on ne le faisait pas il y a cinq ans. Et 40 % de ce qu'on fera dans cinq ans, on ne le fait pas aujourd'hui ! L'essence même de notre de mission est d'aller chercher les nouveaux matériaux et produits qui constitueront les terreaux de demain. Et d'anticiper les nouvelles tendances, de manière à avoir toujours plusieurs coups d'avance sur le marché.

Comment sont fabriquées vos alternatives à la tourbe ?

JPC : Nous les obtenons grâce à des extrudeuses (*des machines utilisées dans l'industrie pour transformer des matières premières en bulle par un procédé mécanique, NDLR*). En réalité, nous avons détourné l'usage de machines dédiées à l'extrusion de fibres végétales pour caractériser le papier de billets de banque.

Ces extrudeuses sont fabriquées en France et nous en sommes le distributeur exclusif mondial pour l'usage horticole. Désormais, nous proposons ces équipements en location à d'autres fabricants de terreau, en Europe et aux États-Unis, contre un loyer mensuel et une redevance de savoir-faire pour chaque mètre cube d'Hortifibre ou de Turbofibre produit.

Ce système de location est-il devenu un modèle économique pour l'entreprise ?

JPC : L'histoire a commencé en 2005 avec un petit fabricant de terreaux anglais qui, en 17 ans de location d'extrudeuses, est devenu le leader du marché du terreau grand public du pays. Aujourd'hui, 50 % des volumes qu'il fabrique sont des fibres de bois. On a actuellement 13 extrudeuses en location chez lui et on imagine doubler ce parc à l'avenir. Ce modèle locatif, Florentaise le développe également aux Pays-Bas depuis 2019 et on a des projets quasiment signés aux États-Unis, en Espagne, Italie, Estonie et en Allemagne. C'est ainsi que la location de machines est devenue au fil des années notre deuxième modèle économique, le premier restant bien évidemment la production et la vente de terreaux en France et à l'international.

Notre dernier modèle est la vente de ces fibres de bois et d'écorces à des concurrents européens pour amorcer demain la location d'extrudeuses à plus grande échelle.

Comment Florentaise s'assure-t-elle que son activité soit le plus durable possible ?

CC : Nous réalisons notre bilan carbone depuis 2009 (scope 1, 2 et 3). C'est très important parce qu'on s'est rendu compte à cette époque que 42 % de nos émissions étaient liées au transport. Pour la France, on a donc déployé une stratégie qui consiste à augmenter le nombre de nos sites pour réduire le rayon de collecte de nos matières premières, et du même coup, le rayon de livraison de nos clients. Cela nous a permis de réduire de 32 % nos émissions de carbone depuis 2009. Et d'une manière plus large, quand on raisonne développement durable, on va vraiment vers le remplacement de tous les matériaux fossiles dont on peut se passer.

Florentaise exploite-t-elle encore de la tourbe aujourd'hui ?

CC : Nous exploitons encore une tourbière dans la Manche. C'est une toute petite activité dédiée aux champignonnistes qui s'arrêtera en 2026. À partir de cette date, nous stopperons définitivement •••

On compte doubler notre chiffre d'affaires d'ici cinq ans avec l'émergence de nouvelles activités.

Jean-Pascal CHUPIN

la tourbe. À l'échelle de l'Europe, on sait qu'il n'y aura plus de tourbe en exploitation d'ici 2050. De plus, il y a une prise de conscience globale de l'importance de protéger les tourbières à l'échelle européenne. Par exemple, l'Irlande a appliqué dès 2019 l'interdiction de la commercialisation de la tourbe, l'Écosse a fermé ses tourbières il y a deux ans et l'Allemagne envisage d'en faire autant d'ici 2030.

Comment se porte le marché du terreau en France et à l'international ?

JPC : On a vécu les années folles du Covid, où quasiment l'ensemble du marché mondial a pris 40 % en volume. Il y a donc toute une nouvelle génération de jardiniers qui est arrivée avec le confinement et la démocratisation du télétravail. Ça nous a permis de renouveler notre clientèle, qui est désormais plus jeune et plus écoresponsable.

Dans cette croissance mondiale, on se rend compte que les terreaux utilisables en agriculture biologique sont en train de devenir la référence standard. Ce qui signifie aussi que le grand public utilise de moins en moins d'engrais chimiques.

D'autres segments ont aussi progressé ces dernières années grâce à l'arrivée de ces nouveaux jardiniers, c'est le cas de nos clients horticulteurs et pépiniéristes, qui ont vu leurs ventes fortement augmenter. Comme les transports étaient compliqués durant le confinement, les distributeurs (jardinerie, magasins de bricolage, grandes surfaces…) ont acheté beaucoup plus localement. Le local est donc aussi une tendance en forte progression sur ce marché, ce qui va dans le sens de notre politique multisite.

Comment ce marché est-il amené à évoluer ?

CC : Le marché mondial du terreau représentait en 2017 près de 112 millions de mètres cubes. Un chiffre amené à être multiplié par plus de quatre (4,2) d'ici 2050. Pour la partie professionnelle, la culture hors-sol devrait encore progresser pour diminuer les intrants, tout comme la végétalisation des villes. Aujourd'hui, cette végétalisation est la seule arme qu'ont les collectivités pour réduire l'impression de chaleur au moment des canicules.

On sait donc que d'ici 2050 dans le monde, le marché du terreau sera plutôt porteur et en croissance, notamment grâce aux professionnels, où l'on compte gagner des parts de marché grâce à nos innovations bas carbone. Face à ces nouvelles tendances, on est relativement optimistes pour l'avenir car on a les solutions pour basculer dans l'univers du terreau sans tourbe.

Selon moi, le terreau de demain sera sans tourbe. Celle-ci sera remplacée par de la fibre de bois, d'écorces ou de coco. Il contiendra du charbon vert pour avoir un impact carbone neutralisé, mais aussi des engrais organiques et des biostimulants pour ne pas avoir recours aux produits chimiques. Il sera également conditionné dans un sac en papier biodégradable. Bref, il sera totalement durable et issu à 100 % de l'économie du recyclage.

Est-ce par rapport à ces perspectives prometteuses que vous avez fait le choix d'entrer en bourse ?

JPC : Nous avons avant tout fait ce choix pour financer notre croissance. On compte doubler notre chiffre d'affaires d'ici cinq ans avec l'émergence de nouvelles activités, notamment en Chine, où l'on a des taux de croissance de 85 % par an depuis trois ans. Nous avons l'ambition d'y créer cinq usines supplémentaires pour aller conquérir chaque région horticole du pays. Avec ces investissements, la Chine, qui représente aujourd'hui 11 % de notre chiffre

© Florentaise

Florentaise en chiffres

57,5 M€
de chiffre d'affaires en 2022

245 **collaborateurs dans le monde, dont 175 en France**

600
références de terreaux

9 **usines en France, 2 en Chine et 2 en Inde**

5 **ouvertures d'usine prévues en Chine**

d'affaires, devrait représenter le double d'ici 2027.

D'autre part, cette entrée en bourse va servir à déployer notre modèle locatif d'extrudeuses Bivis, qui représente 7 % de notre chiffre d'affaires aujourd'hui. On compte en commercialiser sept par an et passer d'un parc de 14 extrudeuses en 2023, à 38 d'ici à fin juin 2027. Ça représente un peu plus de 14 M€ d'investissements par an. En 2027, ce modèle locatif devrait ainsi représenter plus de 20 % de notre chiffre d'affaires.

De nombreux investissements sont également prévus en France pour augmenter notre parc de machines. Pour résumer, l'entrée en bourse nous aura permis de restructurer notre endettement et augmenter nos fonds propres pour louer plus d'extrudeuses et construire de nouvelles usines en Chine.

Comment s'articuleront les différentes activités de l'entreprise demain ?

JPC : C'est difficile à dire. En revanche, on sait qu'on est en train de conquérir beaucoup d'horticulteurs français avec nos terreaux sans tourbe. De ce fait, on assiste à une bascule et il se peut que demain le terreau horticole sans tourbe devienne notre première activité en France à horizon trois ou cinq ans.

D'autre part, l'activité espace urbain n'existait pas il y a dix ans. Aujourd'hui, c'est le segment le plus important de l'activité professionnelle en France… Il faudra donc continuer à faire preuve d'agilité pour répondre aux nouvelles attentes du marché.

Comment anticipez-vous le changement de réglementation et la fin de l'exploitation des tourbières ?

CC : Nous sommes fin prêts pour les marchés français et chinois. Nous sommes également en mesure de proposer nos équipements en location à tous les autres fabricants de terreaux en Europe et aux États-Unis, qui vont devoir se passer de la tourbe. Sur le marché américain, la moitié sud du pays est desservie par les tourbes canadiennes, impliquant d'importants coûts de transport. Pour nous, c'est une véritable opportunité, surtout que les États-Unis ont des forêts et des scieries, donc toutes les matières premières nécessaires pour remplacer la tourbe…

Sur le long terme, votre objectif est-il de devenir leader mondial du terreau sans tourbe ?

JPC : Pas véritablement. Aujourd'hui, nous sommes les pionniers des terreaux bas carbone. Demain, notre objectif est de devenir la référence sur ce marché. Leader mondial, c'est un peu prématuré. Nous pourrions monter des usines un peu partout dans le monde, mais nous faisons le choix de convertir les fabricants de terreau locaux de façon à avoir plus d'impact. ●

CHANGEMENT CLIMATIQUE

PME ET ETI NE S'ADAPTENT PAS ASSEZ VITE

Les **efforts** – réels – des **PME et ETI** en matière de **transition écologique** sont très **insuffisants** d'après une étude Bpifrance Le Lab, la cellule de recherche de la banque publique d'investissement. Pour le **climat**, et aussi pour le **business**.

Par Anne **DAUBREE**

© Shutterstock

Trier ses déchets, c'est bien, l'éco-conception, ce serait nettement mieux… Combien les dirigeants des PME-ETI françaises sont-ils sensibilisés à la cause de l'urgence climatique et quels types de mesures mettent-ils en place dans leurs entreprises ? La troisième étude Climat de Bpifrance Le Lab, la cellule de recherche de la banque publique d'investissement, a été publiée le 4 avril. Elle enregistre un net changement, par rapport à 2020 : le « passage à l'action » des dirigeants. Il y a trois ans, en effet, Bpifrance Le Lab observait « une dissonance entre une conscience citoyenne forte des dirigeants, et un niveau d'actions assez faible. Ce n'est plus le cas aujourd'hui », résume le communiqué. « La guerre en Ukraine et ses conséquences sur les coûts de l'énergie ont servi de levier pour souligner l'importance du sujet climatique au sein des PME. En reliant de plus en plus la consommation énergétique à la rentabilité de l'entreprise, les dirigeants commencent à accorder une importance stratégique à ces enjeux », analyse Lionel Canesi, président du syndicat ECF Experts-comptables, cité dans l'étude. Ainsi, le nombre de dirigeants qui affirment suivre les sujets climatiques au sein de leur société, via un service dédié ou une personne ayant aussi d'autres responsabilités a plus que doublé, passant de 31 % en 2020 à 67 % en 2023.

Autre signe de changement, 72 % des dirigeants déclarent avoir réduit leurs émissions carbone au cours des cinq dernières années, contre 46 % en 2020. Le nombre de ceux qui ont réalisé une évaluation de ces émissions a également augmenté, passant de 16 à 35 %. Dans le même sens, ils sont plus de huit dirigeants sur dix à intégrer l'enjeu climat dans leur stratégie d'entreprise (vs 50 % en 2020). Et la manière dont les dirigeants déclarent se projeter pour les cinq ans à venir est également encourageante : 88 % d'entre eux estiment pouvoir réduire leur empreinte carbone (contre 73 % en 2020). Pour y parvenir, ils prévoient des actions structurantes, comme l'éco-conception (pour 43 % des dirigeants) et la sélection de fournisseurs (40 %). Mais le premier moyen cité est l'achat d'équipements plus performants énergétiquement (60 %).

Des « petits pas » beaucoup trop courts

Ces efforts, réels, restent très nettement insuffisants, d'après l'étude. Et ce, qu'il s'agisse d'infléchir la trajectoire des émissions carbone ou de tirer bénéfice d'opportunités de marché liées à ces changements. « Il est urgent pour les chefs d'entreprise d'agir vite pour une transition qui ne se fait pas en un jour, tant elle implique une transformation profonde du business model, un degré d'innovation élevé, et des compétences multiples », préconise l'étude. Sur ce sujet, elle enregistre un niveau d'ambition très varié chez les dirigeants de PME et ETI. La part de ceux convaincus de pouvoir réduire leur empreinte carbone de manière importante a plus que doublé en trois ans, passant de 13 à 29 %. Toutefois, la majorité des chefs d'entreprises (59 %) pensent la restreindre seulement « un peu » dans les cinq ans à venir. C'est quasiment autant qu'en 2020.

Par ailleurs, ces dirigeants sont-ils réellement conscients de la complexité du sujet ? 63 % ne se sentent pas inquiets sur leur capacité à piloter la décarbonation de leur entreprise, une transition pourtant complexe. Le chiffre interpelle, lorsque le pourcentage de ceux affirmant avoir déjà diminué leurs émissions carbone est très largement supérieur à celui des entrepreneurs qui ont réalisé une évaluation en la matière… Concrètement, « les actions menées par les PME-ETI sont insuffisantes pour amorcer une véritable inflexion de la courbe des émissions carbone », pointe l'étude. C'est le type d'actions choisies qui est en cause : l'extinction automatique de la lumière vient en tête (77 %), suivi du tri des déchets (68 %), de l'achat d'équipements plus performants énergétiquement (63 %) et la réduction de l'usage du papier et du plastique (58 %). Pour Bpifrance Le Lab, il s'agit là de « petits pas », et d'« actions peu coûteuses et rapides à mettre en œuvre ». « Jamais les dirigeants ne mettent en avant la nécessaire refonte de leur stratégie ou la modification de leur business model », notent les analystes. Les mesures plus ambitieuses, comme l'éco-conception ou la sélection de fournisseurs d'après des critères environnementaux, arrivent très loin derrière en termes de moyens mis en œuvre (respectivement, 30 % et 21 %).

Les trois quarts des dirigeants pointent le fait que les clients ne sont pas prêts à payer plus cher pour des produits verts.

À la recherche du modèle économique

Pour l'étude, les dirigeants des ETI et PME qui souhaitent faire évoluer radicalement leur entreprise se heurtent à d'importants obstacles de différentes natures. « Le premier d'entre eux est la difficile résolution de l'équation économique : au cœur de l'équation, qui finance ? », estiment les chercheurs. Les trois quarts des dirigeants pointent le fait que les clients ne sont pas prêts à payer plus cher pour des produits verts, et une proportion similaire ne parvient pas à déceler son retour sur investissement. En fait, la perspective qu'identifient ces entrepreneurs est surtout celle d'une perte de compétitivité à court terme par rapport à leurs concurrents qui ne prendraient pas cette voie !

Autre type de freins pointé par les entrepreneurs : ceux qui découlent de la gestion publique de ces enjeux, faits de normes contraignantes, assorties de lourdeurs administratives. Ainsi, 76 % des répondants affirment être contraints par la lenteur ou la complexité des procédures. Ils ont par exemple du mal à trouver les bons interlocuteurs publics. Et les deux tiers regrettent aussi la multiplication de normes parfois contradictoires (par exemple, normes de sécurité versus normes climatiques). Résultat, en dépit des 30 Mds€ destinés au financement de la transition écologique dans le cadre du plan de France relance, 80 % des dirigeants estiment que le soutien public à la décarbonation est encore trop faible.

En synthèse, ils ne se sentent pas correctement encouragés pour affronter un enjeu dont ils mesurent la gravité (pour la planète entière et pour leur entreprise). Et ils ont la sensation de mettre cette dernière en danger lorsqu'ils bouleversent leur modèle d'affaires et décarbonent leur activité. Au total, « les conditions sine qua non d'un tel virage stratégique ne semblent pas toutes réunies », conclut l'étude. L'enjeu est pourtant de taille. Pour le climat, car les PME et ETI représentent 30 % de l'empreinte carbone de la France, d'après les estimations de Bpifrance Le Lab. Et pour les entreprises elles-mêmes, déjà contraintes par les hausses de prix de l'énergie et des matières premières, les pressions des donneurs d'ordre et des impératifs législatifs croissants en matière de RSE. ●

SALARIÉS PROTÉGÉS RECONNUS INAPTES ET LICENCIEMENT

L'employeur qui souhaite procéder au **licenciement d'un salarié protégé** doit adresser une demande en ce sens à **l'inspection du travail**. Le Conseil d'État vient de poser le principe selon lequel lorsque ce salarié est déclaré **inapte** à son poste par le médecin du travail, l'inspecteur du travail ne peut, en principe, autoriser le licenciement pour un motif autre que l'inaptitude.[1]

Par Nicolas **TAQUET**, AVOCAT

La protection particulière des salariés investis de fonctions représentatives

En vertu des dispositions du Code du travail, le licenciement des salariés qui bénéficient d'une protection exceptionnelle, dans l'intérêt de l'ensemble des travailleurs qu'ils représentent, ne peut intervenir que sur autorisation de l'inspecteur du travail. Cette autorisation est accordée après une procédure contradictoire au cours de laquelle tant l'employeur que le salarié peuvent faire valoir leurs observations.

Les motifs de licenciement sont classiques : faute, motif économique, inaptitude… Dans tous les cas, pour d'évidentes raisons tenant au principe de non-discrimination syndicale, lorsque le licenciement de l'un de ces salariés est envisagé, il ne doit pas être en rapport avec les fonctions représentatives normalement exercées ou l'appartenance syndicale de l'intéressé.

Le licenciement pour inaptitude conditionné par des exigences supplémentaires

Dans le cas où la demande de licenciement d'un salarié protégé est motivée par l'inaptitude physique, il appartient à l'inspecteur du travail de s'assurer que l'employeur a, conformément aux dispositions de l'article L. 1226-10 du Code du travail, cherché à reclasser le salarié sur d'autres postes appropriés à ses capacités. Ce reclassement peut même résulter de mutations, transformations de postes de travail ou d'aménagement du temps de travail.

Le licenciement pour inaptitude ne peut être autorisé que dans le cas où l'employeur n'a pu reclasser le salarié dans un emploi approprié à ses capacités, au terme d'une recherche sérieuse, menée tant au sein de l'entreprise que dans les entreprises dont l'organisation, les activités ou le lieu d'exploitation permettent, en raison des relations qui existent avec elle, d'y effectuer la permutation de tout ou partie de son personnel (entreprise appartenant à un groupe).

L'inaptitude du salarié protégé : principe et exception du motif

Certains salariés déclarés inaptes ont pu, avec une certaine mauvaise foi, exercer des manœuvres dilatoires, dans le but d'empêcher leur licenciement. La pratique courante consiste tout simplement à ne pas se présenter aux convocations ni aux entretiens. La procédure menée par

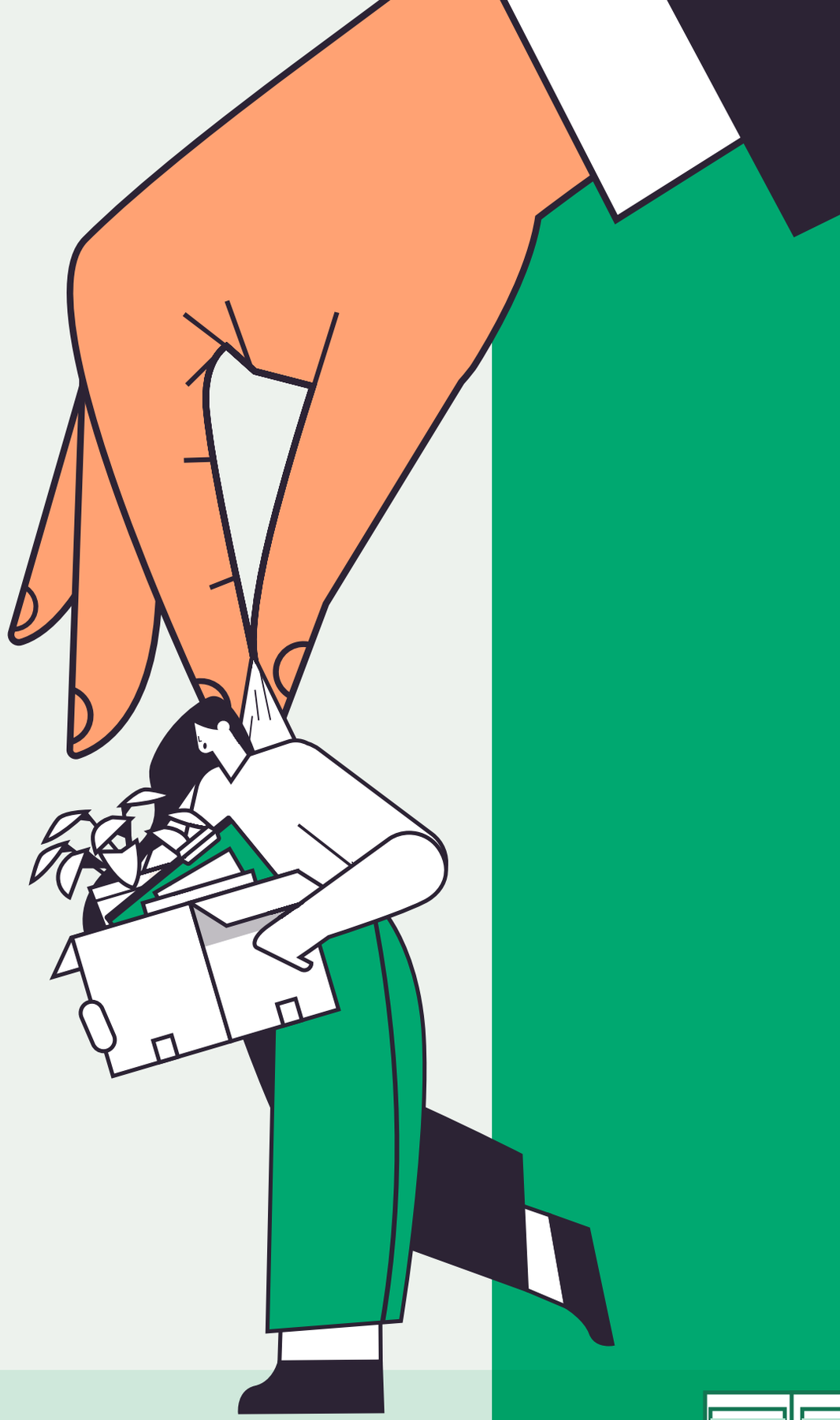
l'employeur est, dans ce cas, grandement fragilisée : alors qu'il avait entamé une procédure de licenciement pour inaptitude, celui-ci se retrouve dans l'obligation de licencier le salarié pour motif disciplinaire, ce qui peut faire peser un soupçon de discrimination syndicale.

Une récente décision du Conseil d'État met fin aux incertitudes. La Haute Juridiction pose le principe selon lequel « lorsqu'un salarié est déclaré inapte à son poste de travail par un avis du médecin du travail, l'inspecteur du travail ne peut, en principe, postérieurement à cet avis, autoriser le licenciement pour un motif autre que l'inaptitude ». En cela, cette décision rejoint la jurisprudence stricte de la Cour de cassation à l'égard des salariés non protégés (Soc., 20 décembre 2017, pourvoi n° 16-14.983, Bull. 2017, V, n° 223 ; Soc., 8 février 2023, pourvoi n° 21-16.258, Bull.).

L'exposé de ce principe permet de mieux en poser les limites. En effet, le Conseil d'État énonce que la société concernée « soutenait que la salariée avait refusé de se rendre aux convocations qu'elle lui avait adressées en vue de son reclassement. En omettant de rechercher si, par un tel comportement, la salariée n'avait pas mis son employeur dans l'impossibilité de s'acquitter de son obligation de reclassement, de sorte que, dans ces circonstances particulières, il avait pu légalement envisager de licencier la salariée pour un autre motif que l'inaptitude tel un motif disciplinaire, la cour administrative d'appel de Paris a entaché son arrêt d'erreur de droit ». Là encore, cette exception, développée pour la première fois, rejoint la position de la Cour de cassation à l'égard des salariés non protégés (Soc., 22 juin 2011, Polyclinique de Grande Synthe, 10-30.415 ; Soc., 16 mars 2016, OPH montreuillois, n° 14-21.304).

En clair, dès lors que qu'un salarié déclaré inapte démontre, par son comportement, une résistance particulière à son reclassement, l'employeur pourra changer le motif de sa demande de licenciement. L'inspection du travail sera alors amenée à se demander si le comportement du salarié révélait effectivement une entrave à la procédure de reclassement. ●

[1] CE, 12 avril 2023, n° 458974, B



© Shutterstock

© Manuel Obadia-Wills

FESTIVAL

CAP SUR L'ÉTÉ AVEC LES ESCALES

Angèle, Jeanne Added, Zaho de Sagazan ou encore Jain et Kavinsky… Le festival nazairien Les Escales est de retour pour une 31e édition. Avec une **programmation éclectique** et de 12 à 15 groupes et artistes par jour, le festival explore des univers musicaux en tous genres : pop, rock, techno, électro, rap… De quoi vivre, pour les quelque 50 000 festivaliers attendus, sur quatre scènes distinctes, trois journées qui s'annoncent intenses. Nouveauté depuis l'année dernière : la possibilité de découvrir des artistes émergents des **quatre coins du monde** grâce au programme "Globe-Trotter". Parmi les invités, des représentants de neuf festivals, du Liban, du Brésil, de la Thaïlande jusqu'à la Corée du Sud en passant par l'Estonie, invités à faire découvrir leur répertoire. Côté **restauration**, un autre tour du monde est proposé, culinaire cette fois, et le public pourra aussi découvrir un espace dédié aux **associations** et aux projets liés à la solidarité et l'humanitaire.

Les 28, 29, 30 juillet à Saint-Nazaire, île du Petit Maroc.
Pass 1 jour : 43 €, 49 € sur place.
Pass 2 jours : 71 €, 79 € sur place.
Pass 3 jours : 90 €, 99,5 € sur place.
Billetterie sur *Festival-les-escales.com*

ENVIES Tables Culture

Par Gildas **PASQUET**

FESTIVAL
LE THÉÂTRE DE RETOUR AU CHÂTEAU DE TERRE-NEUVE

Sept **soirées de théâtre en plein air** : c'est ce que réserve la 20e édition du **festival de Terre-Neuve** à Fontenay-le-Comte, dans la cour du château. À l'affiche, **Marie-Julie Baup**, comédienne plusieurs fois nommée aux Molières, sera la marraine de l'événement et jouera dans *Oublie-moi* aux côtés de Thierry Lopez. Seront également proposées *Chers Parents*, nommée meilleure comédie aux Molières 2022, qui abordera les sujets de l'amour et de la famille, *Au scalpel*, avec **Bruno Salomone**, une pièce d'Antoine Rault mettant en scène la dispute de deux frères, et *Sélectionné*, avec le chanteur Amir Haddad, l'histoire d'Alfred Nakache, ancien déporté juif devenu champion olympique de natation. Le **théâtre classique** sera aussi au rendez-vous avec *Le Voyage de Molière*, de Jean-Philippe Daguerre, *La Puce à l'oreille* de Feydeau ou encore une adaptation de *Cyrano de Bergerac* d'Edmond Rostand.

Du 17 au 24 juin au Château de Terre-Neuve, Fontenay-le-Comte (85). Tarifs un spectacle : 22 € (tarif plein), 14 € (tarif réduit). *Evenements.vendee.fr/festival-terre-neuve*

© Stephane Audran

© Dimworks

Le DJ Michael Canitrot a imaginé le Monumental Tour, qui passera par l'Abbaye de Maillezais cet été.

ART NUMÉRIQUE
COUPS DE PROJECTEUR SUR L'ABBAYE DE MAILLEZAIS

Site patrimonial dont les vestiges sont classés au titre des Monuments historiques, l'Abbaye de Maillezais (au sud de Fontenay-le-Comte) revêtira son plus bel habit de lumière à l'occasion du **Monumental Tour**. Évènement de référence en matière **d'art numérique**, ce rendez-vous met en lumière des monuments historiques emblématiques français, comme le Palais Royal, le Château de Vincennes ou encore l'Abbaye du Mont-Saint-Michel. Avec une scénographie mêlant **musique électro, projection vidéo et jeux de lumière**, il réserve à son public une expérience sensorielle unique. Tout au long de la soirée, différents DJ se succéderont ainsi pour ambiancer le site : d'abord Coco, Triptyque et Quentin Schneider pour l'apéritif musical, avant de laisser la place à Folamour et sa house music solaire et dansante. Enfin, c'est le DJ et créateur du Monumental Tour **Michael Canitrot** qui clôturera l'événement avec un show musical accompagné d'une scénographie réalisée sur-mesure par le collectif d'architectes et de designers AV-Extended.

Le 7 juillet à partir de 18h à l'Abbaye de Maillezais, Maillezais (85). Tarifs : plein : 12 €, réduit : 8 €, gratuit jeunes de -7 ans. Placement libre. *Monumental-tour.com*

EXPOSITION
UNE PLONGÉE DANS LE MONDE DE MICHEL VAILLANT

Le héros de bande dessinée **Michel Vaillant**, pilote automobile pour l'écurie Vaillante, est au cœur d'une exposition qui lui est dédiée à l'Hôtel de Région. L'occasion de célébrer un double centenaire : celui de la naissance de son créateur, le **Nantais Jean Graton**, ainsi que celle des **24 Heures du Mans**, dont l'édition 2023 a lieu les 10 et 11 juin. L'exposition propose de découvrir une vingtaine de planches des albums de Michel Vaillant des années 1950, 1960 et 1970, ainsi que des planches du nouvel album, *La cible*, dont l'intrigue se déroule lors du centenaire de la course légendaire, en juin 2023... Également pendant l'exposition : une présentation de la **monoplace Vaillante**, imaginée par Jean Graton pour l'album *L'honneur du samouraï* en 1966 et fabriquée par les usines Crosslé en Irlande, la projection du documentaire *Michel Vaillant, le rêve du Mans*, réalisé par Frédéric Brabant (2018), une immersion sur le circuit des 24 Heures du Mans grâce à la **réalité virtuelle** et un espace lecture et dessins de bande dessinée pour les plus jeunes.

Jusqu'au 2 juin (fermé les 28 et 29 mai), de 10h à 18h, à l'Hôtel de Région à Nantes. Séances de dédicaces du dessinateur du dernier numéro Benjamin Benéteau le 31 mai (16h-18h).

© D.R.

LES ANNONCES LÉGALES

En application de la loi n° 55/4 du 4 janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales, «L'INFORMATEUR JUDICIAIRE», hebdomadaire support papier et en ligne, est habilité :
- à publier les Annonces Légales et Judiciaires sur le département de la Loire-Atlantique, pour l'année 2023, par arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2022.
- à publier le annonces légales et judiciaires sur le département de la Vendée, pour l'année 2023, par arrêté préfectoral N° 2022-DCL-BER-1456 du 27 décembre 2022.

E-mail : annonces-legales@informateurjudiciaire.fr

Plateforme : *https://annoncelegale.informateurjudiciaire.fr*

Toute reproduction même partielle des avis, annonces et insertions publiées sous cette rubrique, est formellement interdite, sous quelque forme que ce soit, sous peine de poursuites judiciaires.

Selon l'arrêté du 27 décembre 2022 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales (*https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046848959*) :
Le tarif des annonces judiciaires et légales est fixé à 0.183 euro HT le caractère pour les départements de Loire-Atlantique et Vendée.
Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les annonces mentionnées ci-dessous font l'objet en 2023 d'une tarification forfaitaire, selon les modalités suivantes :
- Le tarif des annonces légales relatives à la constitution de sociétés est établi suivant la forme de la société, comme mentionné dans l'article 3 de l'arrêté.
- Le tarif des annonces légales relatives à l'acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales est de 149 euros HT pour les départements de Loire-Atlantique et Vendée.
- Le tarif des annonces légales relatives à l'avis de clôture de la liquidation des sociétés commerciales est de 108 euros HT pour les départements de Loire-Atlantique et Vendée ;
- Le tarif des annonces légales relatives aux jugements d'ouverture des procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce est de 64 euros HT pour les départements de Loire-Atlantique et Vendée ;
- Le tarif des annonces légales relatives aux jugements de clôture des procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce est de 35 euros HT pour les départements de Loire-Atlantique et Vendée ;
- Le tarif des annonces légales relatives au changement de nom patronymique pour motif légitime tel que régi par l'article 61 du code civil est établi comme suit : 56 euros HT pour les départements de Loire-Atlantique et Vendée ;
- L'article 4 de l'arrêté du 19 novembre 2021 susvisé est complété par une phrase ainsi rédigée : « Ils sont réduits de 50 % pour les annonces faites par les personnes dans le cadre du transfert universel du patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel prévues par les articles L. 526-27 et D. 526-30 du code de commerce.

Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1er de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé (*https://actulegales.fr/*).

NOUVELLE
PLATEFORME DE SAISIE
www.annoncelegale.informateurjudiciaire.fr

44 LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES | SAINT-NAZAIRE

CONSTITUTIONS

Notaires Presqu'île

NOTAIRES PRESQU'ILE ASSOCIÉS
20 avenue Jean de Neyman, BP 227
44505 LA BAULE Cedex
Tél : 02 40 11 25 25

Aux termes d'un acte authentique reçu le 22/05/2023 par Maitre Jean-Vincent LUCAS, Notaire à LA BAULE (44500) - 20 avenue Jean de Neyman, Résidence «L'Avant-Scène», - Notaire associé au sein de «Notaires Presqu'île Associés» société civile professionnelle titulaire d'un office notarial, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : NOTHEAM
Objet social : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevé, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.
Siège social : 15 C rue du moulin de la place, 44350 GUERANDE
Capital : 1 200 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de SAINT-NAZAIRE
Co-gérance : M. GUILLOUF Johann, demeurant 15c rue du moulin de la place, 44350 GUERANDE et Mme CHOLET Agathe, demeurant 15c rue du moulin de la place, 44350 GUERANDE
Clause d'agrément : Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.
Pour avis
Le Notaire

L23IJ04886

one ace
AUDIT CONSEIL EXPERTISE
3 impasse des Tourmalines
44300 NANTES

HOLDING MARTIN & CO
Société par actions simplifiée
au capital de 504 000 euros
Siège social : 808 rue des étang
Les Landes
44470 THOUARE SUR LOIRE

Aux termes d'un acte sous signature privée, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : HOLDING MARTIN & CO
Siège : 808 rue des étangs -Les Landes, 44470 THOUARE SUR LOIRE
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés
Capital : 504 000 euros
Objet : La Société a pour objet directement ou indirectement :
La prise de tous intérêts et participations par tous moyens, apports, souscriptions, achats d'actions, obligations et de tous droits sociaux, dans toutes sociétés commerciales industrielles, financières, prestataires de services tant en France qu'à l'étranger, la gestion de ces prises d'intérêts et participations,
Toutes prestations de services à ces sociétés ou entreprises afin de permettre leur contrôle ou leur gestion,
L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières ou immobilières, soit directement, soit par tous moyens collectifs de placement,
Toutes opérations civiles ou commerciales, mobilières ou immobilières, économiques ou juridiques de nature à favoriser la réalisation de l'objet ci-dessus.
La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
Président :
Monsieur Franz MARTIN, demeurant 808 rue des étangs , 44470 Thouaré sur Loire
La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTES.
POUR AVIS
Le Président

L23IJ07282

GMV NOTAIRES

GMV Notaires
Notaires Associés NANTES
41 rue Jeanne d'Arc, 44000 NANTES

Aux termes d'un acte authentique reçu le 16/05/2023 par Maitre Delphine VOELKER, Notaire à NANTES (44000) - 41, rue Jeanne d'Arc, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : LS ENGINEERING
Objet social : conseil et audit technique, présentation de clients, négociations et conclusion de contrats portant sur l'achat de machines spéciales
Siège social : 1-3 Allée de la Centrale Electrique de Chantenay, 44100 NANTES
Capital : 1 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de NANTES
Président : M. SAUVAGE Laurent, demeurant 22 quai de la Fosse, 44000 NANTES
Admission aux assemblées et droits de votes : agrément préalable donné par AGE statuant à la majorité des 2/3 des associés participants, représentant au moins la moitié des associés.
Pour avis
Le Notaire

L23IJ08788

DÉLÉGATION DE PAIEMENT

Par ASSP en date du 10/05/2023 à NANTES, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale : HBDPL
Siège social : 45 rue de Châteaulin, 44000 NANTES
Objet social : La participation, directe ou indirecte, dans toutes sociétés, commerciales ou civiles, par voie de création, d'apport, de souscription, d'acquisition ou d'échange de droits sociaux, valeurs mobilières ou autrement, et la gestion, l'administration et la cession de ces droits sociaux ; L'exercice de mandats sociaux au sein des sociétés filiales ; La réalisation de prestation de services commerciaux, administratifs ou autres auprès des sociétés filiales ;
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS
Capital social : 900 000 euros
Gérance : M. Bertrand DEPLANQUE demeurant 45 rue de Châteaulin, 44000 NANTES
Immatriculation de la Société au RCS de NANTES
Pour avis. La Gérance

L23IJ08827

SACHA
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 3 RUE DE LA CHAPELLE
44340 BOUGUENAIS

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Bouguenais du 13 mai 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale : SACHA
Siège social : 3 RUE DE LA CHAPELLE, 44340 BOUGUENAIS
Objet social : L'acquisition, la cession, la mise en valeur, l'administration, la gestion, l'exploitation par bail ou autrement et la cession éventuelle de tous immeubles, biens et/ ou droits immobiliers dont elle pourrait être ou devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'échange, d'apport ou autrement. La gestion de l'édification ainsi que la réfection et l'aménagement de tous biens immobiliers acquis.
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
Capital social : 1 000 euros
Gérance : Madame Sandra PHELIPPEAU, demeurant 3 rue de la Chapelle 44340 BOUGUENAIS a été nommé gérante.
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Nantes.
Pour avis
La Gérance

L23IJ08935

Par ASSP du 12/05/2023 à ST HERBLAIN, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : ZOLKY
Siège : 3 impasse du Bourrelier, 44800 ST HERBLAIN
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés
Capital : 3 000 euros
Objet : Création et commercialisation d'outils de gestion informatiques pour des événements digitaux et physiques, notamment dans les domaines du loisir, du jeu et du sport, organisation d'événements,
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
Président :
Société OUIST, SASU au capital de 10 000 euros, ayant son siège social 15 rue Jean-Baptiste Corot, 44000 NANTES, immatriculée au RCS sous le numéro 803 810 423 RCS NANTES, représentée par son Président, Monsieur François-Joseph BOUYER,
Directeurs généraux :
Monsieur Thomas BERTHE, demeurant 3 avenue Duquesne 75007 PARIS
Monsieur Luca MONTAIGUT, demeurant 49 rue de la Mouchonnerie 44340 BOUGUENAIS
La Société sera immatriculée au RCS de NANTES.
POUR AVIS. Le Président

L23IJ08973

---

abaq
Conseil & Expertise Comptable
4, rue des Tuiliers – ZA de Viais
44860 PONT-SAINT-MARTIN

HHR
Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 euros
Siège social : 28 rue des Roselières
44220 COUËRON

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 16/05/2023 à COUËRON, il a été constitué une société à responsabilité limitée au capital de 2 000 € dénommée HHR et dont le siège social est fixé 28 rue des Roselières, 44220 COUËRON.
La société a pour objet :
- Toutes opérations financières se rapportant à la prise de tous intérêts et participations par tous moyens dans toutes sociétés, affaires ou entreprises ainsi que la création de tous groupements, organismes, associations, sociétés ;
- Toutes prestations de services en matière financière, administrative, commerciale, stratégique ou de direction au profit des sociétés au sein desquelles elle détient une participation ;
- La participation active à la conception et la conduite de la politique générale des sociétés dont elle détient ou non le contrôle, incluant toute mission de direction générale opérationnelle, technique et économique en ce compris également l'exercice de tout mandat social au sein de ces dernières ;
La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS de NANTES.
Monsieur Hugues RAVÉ, demeurant 28 rue des Roselières, 44220 COUËRON, assure la gérance.
Pour avis, La Gérance.

L23IJ09071

Aux termes d'un acte sous seing privé, il a été constitué une Société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : CYNANTHUS
Siège social : 1A avenue Watteau 44120 VERTOU
Objet (sommaire) : acquisition, administration, location, gestion de tous biens immobiliers et droits immobiliers
Durée : 99 ans
Capital : 1 000 € en numéraire
Gérance :CHIEM Anne-Laure demeurant 12 rue Louis Carmontelle 44120 VERTOU
MAILLARD Mélanie demeurant 7 chemin des Roches Vertes 44200 NANTES
Cession de parts : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Toutes les autres cessions ou transmissions de parts, effectuées à titre onéreux ou gratuit, sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés, statuant dans les conditions prévues pour les décisions collectives extraordinaires.
Immatriculation : RCS NANTES
Pour avis,

L23IJ09141

Par ASSP en date du 17/05/2023 à CARQUEFOU, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale : SCANDINAVIE
Siège social : 4 rue Notre Dame La Blanche, 44470 CARQUEFOU
Objet social : La participation, directe ou indirecte, la gestion, l'administration et la cession, dans toutes sociétés, commerciales ou civiles, par voie de création, d'apport, de souscription, d'acquisition ou d'échange de droits sociaux ; L'exercice de mandats sociaux au sein des sociétés filiales ; La réalisation de prestation de services commerciaux, administratifs ou autres auprès des sociétés filiales ;
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
Capital social : 1 500 euros
Gérance : Monsieur Jean-Jacques BONNET demeurant 28 rue du Tonnelier, La Maison Blanche - 44850 LE CELLIER et Madame Valérie BONNET demeurant 28 rue du Tonnelier, La Maison Blanche - 44850 LE CELLIER
Immatriculation de la Société au RCS de NANTES.
Pour avis. La Gérance

L23IJ09150

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP en date du 09/05/2023 il a été constitué une société

Dénomination sociale : **OUEST ANGELS FINANCES**

Siège social : Le Palace - 4, Rue Voltaire - 44000 Nantes

Forme : SAS

Capital : 85 000 Euros

Objet social :

- la prise de participations immédiates ou à terme, ou le cas échéant sous forme d'avance en compte courant, au sein de Petites et Moyennes Entreprises de droit communautaire appartenant à tous les secteurs d'activités

- le suivi et l'administration desdites participations

- le placement des fonds disponibles

- la participation, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat d'actions ou droits sociaux, de fusion ou autrement.

Président : Monsieur Jean-Yves QUERE demeurant : 17, Allée Alexandre Fumechon - 56000 Vannes, élu pour une durée indéterminée

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : La cession de titres est libre entre associés ou au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant de l'associé titulaire des titres à céder. Toute autre cession, à quelque titre que ce soit, doit être agréée par le Président après avis du comité de suivi des participations.

Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Nantes

L23IJ09179

---

bac
audit conseil
expertise comptable
transmission
Nantes – Châteaubriant – Rennes – Tours
www.bacauditconseil.fr

Aux termes d'un ASSP en date à SUCE-SUR-ERDRE (44) du 19/05/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : moka, Solution Images et Design Espace.
Forme sociale : Société à responsabilité limitée.
Siège social : 825 La Grande Bodinière 44240 Sucé-sur-Erdre
Objet social : La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :
Négoce, conception, de toutes installations vidéo dans le secteur de l'audiovisuel, de l'informatique et de la vidéo professionnelle ainsi que toutes les activités qui en découlent : notamment achat, vente, financement, entretien, installation, conseil, assistance technique et service après vente.
Durée de la Société : 99 ans à compter de sa date d'immatriculation au R.C.S..
Capital social : 3 000 Euros divisé en 3 000 parts de 1 Euro, entièrement souscrites et libérées.
Gérance : Madame Marie-Paul ONILLON, née le 29 décembre 1975 à SEOUL (COREE DU SUD), de nationalité française, demeurant 825 La Grande Bodinière 44240 Sucé-sur-Erdre, associée unique.
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de NANTES.

L23IJ09236

DMP ATLANTIQUE
Expertise comptable
NANTES – MONTAIGU VENDÉE

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes
Forme : Société à Responsabilité Limitée
Dénomination : **PHARMACIE PLACE SEMARD**
Siège social : 38 rue Félix Faure 44400 REZE
Objet : Officine de pharmacie
Durée : 99 ans
Capital : 100 000 € en numéraire
Gérance : EGRON Antoine demeurant 7 avenue des chamois 44300 NANTES
Immatriculation : RCS NANTES
Pour avis

L23IJ09237

DMP ATLANTIQUE
Expertise comptable
NANTES – MONTAIGU VENDÉE

Aux termes d'un acte sous seing privé, il a été constitué une Société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : SCI GAYON
Siège social : 38 rue Félix Faure 44400 REZE
Objet (sommaire) : acquisition, administration, location, gestion de tous biens immobiliers et droits immobiliers
Durée : 99 ans
Capital : 2 000 € en numéraire
Gérance : EGRON Antoine demeurant 7 avenue des chamois 44300 NANTES
Cession de parts : Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec un agrément donné par décision collective des associés et ce, même si les cessions sont consenties au conjoint ou à des ascendants ou descendants du cédant.
Immatriculation : RCS NANTES
Pour avis,

L23IJ09245

Aux termes d'un ASSP en date du 01/06/2023, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : SCI BGO
Sigle : BGO
Objet social : l'acquisition, la prise à bail, la conservation, l'administration, la gestion, la mise en location de tout terrain et immeuble construit ou en cours de construction ;la réfection, la rénovation, la réhabilitation de tout immeuble, ainsi que la réalisation de tous travaux de transformation, amélioration, installation nouvelle conforme à leur destination ;la mise à disposition à titre gratuit ou onéreux de biens et droits immobiliers appartenant à la Société à l'un quelconque de ses associés ;toute opération financière, mobilière ou immobilière, directement ou indirectement rattachée à cet objet social, en facilitant la réalisation et n'affectant pas le caractère civil de la Société.
Siège social : 137 rue des carterons, 44400 REZE
Capital : 500 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de NANTES
Co-gérance : M. LEDÉAN Pierre, demeurant 137 rue des carterons, 44400 REZE et Mme LEDÉAN DUREL Marion, demeurant 137 rue des carterons, 44400 REZE
Pour avis
Pierre Ledéan

L23IJ09251

ABONNEZ-VOUS !

EFI SCIENCES

Aux termes d'un ASSP en date du 12/05/2023, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : SCI DE NOUS
Objet social : L'acquisition, la réception comme apports, la construction, la réparation, l'entretien, la gestion, l'administration, la transformation, la prise à bail et la location, et à titre accessoire, la vente, de tous biens immobiliers bâtis ou non bâtis. L'emprunt de toutes sommes nécessaires à la réalisation des opérations ci-dessus, avec ou sans garantie hypothécaire. Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en favoriser le développement ou la réalisation, à condition d'en respecter le caractère civil.
Siège social : 1, La Crohonnais, 44750 CAMPBON
Capital : 1 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de SAINT-NAZAIRE
Co-gérance : Mme CHIFFOLEAU ALBERTEAU Delphy, demeurant 1, La Crohonnais, 44750 CAMPBON et M. ALBERTEAU Sylvain, demeurant 1, La Crohonnais, 44750 CAMPBON
Clause d'agrément : Les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, quelle que soit la qualité du cessionnaire, qu'avec le consentement de tous les associés.

L23IJ09255

SeCo

Cold Crash
SAS au capital de 1 000 €
Siège social : 4 rue du Seil
44400 REZE

Par ASSP du 04/05/2023, il a été constitué la Société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : Cold Crash
Forme sociale : SAS
Au capital de : 1 000 €
Siège social : 4 rue du Seil, 44400 REZE
Objet : L'exploitation d'un fonds de commerce de café, bar, débit de boissons, l'activité de caviste, brasserie, restauration sur place et à emporter, l'organisation de réceptions et de concerts.
Président : La société TRISKEL STUDIO, SARL ayant son siège social 22 rue de la Cadoire, 44340 BOUGUENAIS, immatriculée sous le n° 511 016 446 au RCS de NANTES
Directeurs Généraux : La société MDB, SARL ayant son siège social 4 rue du Seil, 44400 REZE, immatriculée sous le n° 915 066 450 et la société Z2C, SARL ayant son siège social 4 rue du Seil, 44400 REZE immatriculée sous le n° 915 102 032 au RCS de Nantes,
Clause d'agrément : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.
Clause d'admission : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Nantes.

L23IJ09256

CAPEXIA
Expert-Comptable

TOUT SIMPLEMENT

Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 9 le Pas Châtaignier
44650 LEGE

CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LEGE du 22 mai 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : **TOUT SIMPLEMENT**

Siège social : 9 le Pas Châtaignier - 44650 LEGE

Objet social : La Société a pour objet :

- L'acquisition par tout moyen d'immeubles, bâtis ou non bâtis, la construction, la réparation, l'entretien, la gestion, l'administration, l'exploitation par bail, location ou autrement, et, à titre occasionnel et non spéculatif, l'aliénation de tout bien immobilier lui appartenant, par voie de vente, d'échange, d'apport ou autrement ;

- L'emprunt de toutes sommes nécessaires à la réalisation des opérations ci-dessus, avec ou sans garantie hypothécaire, la conclusion de tout contrat de prêt bancaire ou de tout acte nécessaire au financement des opérations envisagées ;

- Et généralement, toutes opérations quelconque, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS

Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Madame Armelle BERRIAU et Monsieur Jérôme BERRIAU demeurant ensemble 9 le Pas Châtaignier - 44650 LEGE, sont nommés cogérants à la constitution de la Société

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément des associés représentant au moins les trois quarts des voix des associés, requis dans tous les cas.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de NANTES.

Pour avis, la Gérance

L23IJ09295

Par acte SSP du 12/05/2023, il a été constitué une SASU dénommée : **SAS HRB**. Siège social : 28 rue Basse, Saillé, 44350 GUÉRANDE. Capital : 100 €. Objet : La prise par tous moyens, l'acquisition, la cession et la gestion de toutes participations majoritaires ou minoritaires dans toutes sociétés ou entreprises quelconques créées en France et à l'étranger, la fourniture de prestations de services dans tous les domaines, notamment en matière stratégique, marketing, administrative, juridique et financière. Président : M. Rodolphe BERNARD, 28 rue Basse, Saillé, 44350 GUÉRANDE. Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Clauses d'agréments : Actions librement cessibles entre associés uniquement. Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de SAINT-NAZAIRE.

L23IJ09305

Notaires Office
Nantes Guist'hau

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte de Me LE GOFF, notaire à NANTES, le 17/5/2023 a été constituée une société civile ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **SCI AGEH 7**.

Forme : société civile immobilière.

Capital social : CINQ MILLE EUROS (5 000,00 EUR), constitué exclusivement d'apports en numéraire.

Siège social : 7 rue Deshoulières 44000 NANTES.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation.

Toutes les cessions de parts sont soumises à agrément.

Gérants : Grégor Emil Hermann HIRSCHFELD et Ariana Salama Michèle SALAH, demeurant 10 rue Mercœur 44000 NANTES.

La société sera immatriculée au registre national des entreprises et au registre du commerce et des sociétés de NANTES.

Pour avis Le notaire. CPRCEN 44007

L23IJ09333

Notaire
SCP Arnaud AUDRAIN – Olivier CAPELLE – Marie DENIS NOUJAIM – François CERES
dont le siège social
est à VERTOU (44120)

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte reçu par Maître Marie DENIS-NOUJAIM, notaire associée à VERTOU (44120), le 22 mai 2023, il a été constitué une société civile dont les caractéristiques principales sont les suivantes:
- Dénomination: «Y.M.C.B»
- Objet (sommaire): La propriété, la mise en valeur, la gestion, l'exploitation, l'administration, la mise à disposition à titre gratuit et la location de tous biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis, la propriété et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières dont la société pourra devenir propriétaire.
- Siège: 57 Le Moulin de la Pavagère - 44140 LA PLANCHE
- Durée: quatre vingt dix neuf (99) années
- Capital social: 650.000 euros
- Co-gérants : Monsieur Yves BAUVINEAU et Madame Chantal JUGIEAU, son épouse, demeurant ensemble à LA PLANCHE (44140), 57 Le Moulin de la Pavagère

Les cessions de parts sont soumises à l'agrément préalable de gérance, à l'exception de celles entre associés.
Immatriculation au R.C.S de NANTES.

L23IJ09341

les avocats
SAINT-GAL Avocat
33 rue de Strasbourg
44000 NANTES

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la société dénommée « SCI BLANCPIGNON», par acte SSP en date des 17 et 23 mai 2023

DENOMINATION SOCIALE : **SCI BLANCPIGNON**.

FORME : Société Civile.

CAPITAL : 1 000 euros.

SIEGE : 2, Place Aristide Briand - 44220 COUERON.

OBJET : la propriété, l'acquisition, la construction d'immeubles, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement desdits immeubles bâtis ou non, ainsi que de tous droits réels relatifs à ces immeubles et de tous autres immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement ; éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société ; L'acquisition, la gestion, la détention de titres de sociétés immobilières

DUREE : 99 années à compter de son immatriculation au RCS, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

GERANT : M. Charles-Henri LEBOT demeurant 2, Place Aristide Briand - 44220 COUERON.

IMMATRICULATION : RCS de NANTES.

CLAUSE D'AGREMENT : L'agrément préalable de la collectivité des associés est requis pour toutes les cessions ou transmissions entre vifs, y compris les cessions intervenant entre associés ou au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant d'un associé

Pour insertion, la Gérance

L23IJ09385

In Extenso
Experts-Comptables

SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

Aux termes d'un acte sous signature privée du 23/05/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : BCI ENERGIE
Siège : 9 chemin de la Briantière, 44360 VIGNEUX DE BRETAGNE
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés
Capital : 15 000 €
Objet : l'acquisition et la vente de panneaux solaires et photovoltaïques et de tout produit y afférent, l'acquisition et la vente de produits liés à la rénovation énergétique et aux énergies renouvelables, de domotiques, de ventilations, de matériels de production d'eau chaude et de chauffage ainsi que d'éclairage basse consommation, dont LED. L'étude et le suivi des projets de construction : estimation des coûts des projets, établissement et contrôle des estimations prévisionnelles, ordonnancement et coordination des chantiers et des corps de métiers intervenant sur les chantiers.
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Agrément : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
Président : M. Christophe BEAUDOUIN demeurant 9 chemin de la Briantière, 44360 VIGNEUX DE BRETAGNE
Immatriculation au RCS de NANTES

L23IJ09394

NOTAIRES LOIRE OCEAN
Notaires de France
NOTAIRES LOIRE OCEAN
Route de Saint-Michel
Le Campus, 44210 PORNIC

Aux termes d'un acte authentique reçu le 02/05/2023 par Maitre Benoît-Philippe DEVILLE, Notaire à PORNIC (44210) - Route de St Michel, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : L.G.E LA GENIERE
Objet social : Acquisition, transformation, construction, gestion et location, et exceptionnellement vente de tous biens et droits immobiliers
Siège social : 3 impasse de la Fertais, 44770 LA PLAINE SUR MER
Capital : 3 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de SAINT-NAZAIRE
Co-gérance : M. DELALANDE Emilien, demeurant 13 Boulevard de l'Océan, 44730 SAINT MICHEL CHEF CHEF et M. PORCHER Guillaume, demeurant 6 rue des Maçonnières, 44210 PORNIC
Clause d'agrément : Les statuts contiennent une clause d'agrément par la collectivité des associés.
Pour avis
Le Notaire

L23IJ09417

Restez maître
de l'information :
ABONNEZ-VOUS !
1 an : 63 €

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 24/05/2023, il a été constitué une Société civile de construction-vente présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **SCCV JAURES**

Forme : Société Civile de Construction -Vente

Capital social : variable

Minimum : 100 euros

Maximum : 5.000.000 euros

Siège social : 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT-HERBLAIN Cedex

Objet : Achat de terrains et construction de bâtiments en vue de leur revente

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans.

Gérant : REALITES MAITRISE D'OUVRAGE, SAS au capital de 14.439.500 euros, 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT HERBLAIN Cedex, 480 772 326 RCS NANTES.

La société sera immatriculée au RCS de NANTES.

L23IJ09429

In Extenso
Experts-Comptables
HAUTE-GOULAINE
PA de la Lande Saint Martin
44115 HAUTE-GOULAINE

LA PLAGE DES ROCHELETS
Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 euros
Siège social : Camping les Rochelets
allée des Bouillons
44250 ST BREVIN LES PINS

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 24/05/2023 à ST BREVIN LES PINS, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : LA PLAGE DES ROCHELETS

Siège social : Camping les Rochelets, allée des Bouillons 44250 ST BREVIN LES PINS

Objet social : Exploitation d'hébergements touristiques, gîtes, chambres d'hôtes ; Location de logements meublés assortie de prestations de services quasi-hôtelières notamment fourniture de petits déjeuners et repas, nettoyage au quotidien des locaux, fourniture de linge de maison, réception de la clientèle ; La prise à bail, l'acquisition et/ou la construction de tous locaux à usage d'habitation, d'hôtellerie ou de para-hôtellerie, ainsi que l'acquisition des terrains d'assiette y afférents ; L'acquisition des meubles, équipements et aménagement destinés à garnir les locaux, leur gestion sous toutes ses formes.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 5 000 euros

Gérance : Monsieur Nicolas CHARRIER, demeurant 161 avenue du 11 novembre, 44250 SAINT BREVIN LES PINS

Immatriculation de la Société au RCS de SAINT-NAZAIRE.

Pour avis La Gérance

L23IJ09446

In Extenso
Experts-Comptables
HAUTE-GOULAINE
PA de la Lande Saint Martin
44115 HAUTE-GOULAINE

SUD LOIRE IMMO
Société civile immobilière
au capital de 5 000 euros
Siège social : Camping des Rochelets
allée des Bouillons
44250 ST BREVIN LES PINS

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à ST BREVINS LES PINS du 24/05/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : SUD LOIRE IMMO

Siège social : Camping des Rochelets allée des Bouillons 44250 ST BREVIN LES PINS

Objet social : - l'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers.

- l'emprunt de tous les fonds nécessaires à la réalisation de cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires.

- la prise de participation par achat, souscription, apport, fusion ou autres opérations de toutes valeurs mobilières ou parts sociales, dans toutes entités juridiques avec ou sans personnalité morale, la gestion, l'administration et, à titre occasionnel, la vente de ces parts ou valeurs mobilières.

- éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

- l'acquisition et la gestion de SICAV, F.C.P. et autres placements et valeurs mobilières.

- tous investissements financiers (contrats de capitalisation, obligations) mobiliers et immobiliers.

- et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 5 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Nicolas CHARRIER, demeurant 161 Avenue du 11 novembre, 44250 SAINT BREVIN LES PINS

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas, agrément obtenu à l'unanimité des associés

Immatriculation de la Société au RCS de SAINT NAZAIRE, pour avis, la Gérance

L23IJ09448

In Extenso
Experts-Comptables
SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

NATURAL FORCES FRANCE
Société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros
Siège social : 6, rue Edouard Nignon,
44372 NANTES

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à NANTES du 24 mai 2023 il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée

Dénomination : NATURAL FORCES FRANCE

Siège : 6, rue Edouard Nignon, 44372 NANTES

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 100 000 euros

Objet : Le développement, la gestion de l'ingénierie, la construction et l'exploitation de projets d'énergies renouvelables, verticalement intégrés ou non, comprenant notamment la sécurisation du foncier, la gestion et élaboration des études d'impacts, la gestion de l'instruction des projets et l'accompagnement durant les procédures réglementaires, ainsi que la réalisation d'études, la construction, la maintenance, le développement de tous installation de productions d'énergie, et notamment d'énergies renouvelable, La vente d'électricité et de tous produits issus des énergies renouvelables, ainsi que la vente de tous produits nécessaires à la production, la maintenance et le développement des énergies renouvelables, L'acquisition et la vente de projets, et portfolios, d'installations de production, de maintenance et de développement de tous installation de production d'énergie, et notamment d'énergies renouvelables, La vente de tous produits et la prestation de tous services en lien avec l'activité exercée et la production d'énergie notamment renouvelable.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : La société NATURAL FORCES RENEWABLES IRELAND LIMITED, Société de droit irlandais, Immatriculée en IRLANDE sous le numéro 655627,ayant son siège social 3rd Floor, Hampton House, D02FC43 DUBLIN 2, IRLANDE, représenté par Monsieur John BRERETON, en sa qualité de Président de la société,

Directeurs généraux : Monsieur John BRERETON, domicilié 25 Seapark Road, CLONTARF, D03K300, IRLANDE, et Monsieur Nicolas BOURBONNIERE, domicilié 1185 rue Godin, H4H 2B6 MONTREAL, CANADA,

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTES.

POUR AVIS, Le Président

L23IJ09451

In Extenso
Experts-Comptables
ANCENIS
540 Bd du Dr Moutel
CS 90144 - 44154
ANCENIS SAINT GÉRÉON Cedex

LA CONCIERGERIE DU VIGNOBLE
Société à Responsabilité Limitée
à Associée Unique
au capital de 1 000 Euros
Siège social : 12 Le Bois Chef 44450
SAINT JULIEN DE CONCELLES
RCS NANTES

Avis est donné de la constitution de la Société à Responsabilité Limitée à Associée Unique LA CONCIERGERIE DU VIGNOBLE. Capital : 1 000 Euros. Siège : 12 Le Bois Chef 44450 SAINT JULIEN DE CONCELLES. Objet : L'activité de conciergerie privée auprès de professionnels et/ou particuliers. Toutes activités connexes ou accessoires. Gérance : Madame Amélie GUILLET demeurant à SAINT JULIEN DE CONCELLES (44450) 12 Le Bois Chef. Durée : 99 ans. RCS de NANTES. Pour avis.

L23IJ09452

GENEGUY
SCI au capital de 100 €
Siège social : 85 rue du Château
44115 HAUTE GOULAINE

Par ASSP en date à Haute Goulaine du 24/05/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : SCI

Dénomination sociale : GENEGUY

Siège social : 85 rue du Château, 44115 HAUTE GOULAINE

Objet social : Achat, construction, gestion, administration, propriété de tous immeubles bâtis ou non bâtis dont la société est propriétaire ou deviendrait propriétaire.

Capital social : 100 €, constitué uniquement d'apports en numéraire

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Gérance : La société JALLA INVEST, dont le siège social est 85 rue du Château, 44115 HAUTE GOULAINE, 882 144 157 RCS NANTES.

Clauses relatives aux cessions de parts : dispense d'agrément pour les cessions consenties à des associés ou au conjoint de l'un d'eux ou à des ascendants ou descendants du cédant.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Nantes.

L23IJ09454

RÉGIE SUR TOUTE LA FRANCE

PTLM
Société civile immobilière
au capital de 100 euros
Siège social : 65, rue de Curette
44119 GRANDCHAMP DES FONTAINES

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : PTLM

FORME : Société civile immobilière

CAPITAL : 100 euros

SIEGE SOCIAL : 65, rue de Curette à GRANDCHAMP DES FONTAINES (44119)

OBJET : L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers

DUREE : 99 années

GERANCE : M. Mathieu SFORZA, demeurant 65, rue de Curette à GRANDCHAMP DES FONTAINES (44119)

M. Xavier BURCEZ, demeurant 14 bis, rue de Malandre à TREILLIERES (44119)

Pour avis,

L23IJ09469

Aux termes d'un ASSP en date du 24/05/2023, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : HARDUIN IMMOBILIER

Objet social : Toute activité d'intermédiaire en transaction immobilière

Siège social : 15, rue du Pinier , 44730 SAINT MICHEL CHEF CHEF

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de SAINT-NAZAIRE

Gérance : M. HARDUIN Thibaud, demeurant 15, rue du Pinier , 44600 SAINT NAZAIRE

L23IJ09489

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25/05/2023, il a été constitué une Société par Actions Simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **FIR 8**

Forme : SAS

Capital social : variable

Minimum : 100 euros

Maximum : 15.000.000 euros

Siège social : 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT HERBLAIN CEDEX.

Objet : Support juridique d'investissement mobiliers et immobiliers. Acquisition, souscription, gestion de tous biens et droits mobiliers, notamment de toutes valeurs mobilières ou droits sociaux dans toutes sociétés existantes ou à créer. Conseils, études, ingénierie, conception, assistance, gestion financière, juridique, fiscale et comptable dans les domaines de l'immobilier et la gestion de droits et biens mobiliers

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans.

Président : La Société BIRD AM, Société par Actions Simplifiée au capital de 15.000.000 €, dont le siège social est sis 1 Impasse Claude Nougaro-CS 10333 -44803 Saint-Herblain Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 482 758 646.

La société sera immatriculée au RCS de NANTES.

L23IJ09492

Lamacompta
Le site d'emploi 100% dédié
aux **cabinets d'expertise comptable**
RECRUTEZ
EN RÉVÉLANT VOTRE
ATTRACTIVITÉ
Rendez-vous sur lamacompta.co

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25/05/2023, il a été constitué une Société par Actions Simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **FIR 11**

Forme : SAS

Capital social : variable

Minimum : 100 euros

Maximum : 15.000.000 euros

Siège social : 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT HERBLAIN CEDEX

Objet : Support juridique d'investissement mobiliers et immobiliers. Acquisition, souscription, gestion de tous biens et droits mobiliers, notamment de toutes valeurs mobilières ou droits sociaux dans toutes sociétés existantes ou à créer. Conseils, études, ingénierie, conception, assistance, gestion financière, juridique, fiscale et comptable dans les domaines de l'immobilier et la gestion de droits et biens mobiliers

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans.

Président : La Société BIRD AM, Société par Actions Simplifiée au capital de 15.000.000 €, dont le siège social est sis 1 Impasse Claude Nougaro-CS 10333 -44803 Saint-Herblain Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 482 758 646.

La société sera immatriculée au RCS de NANTES.

L23IJ09493

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25/05/2023, il a été constitué une Société par Actions Simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **FIR 9**.

Forme : SAS.

Capital social : variable.

Minimum : 100 euros.

Maximum : 15.000.000 euros.

Siège social : 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT HERBLAIN CEDEX.

Objet : Support juridique d'investissement mobiliers et immobiliers. Acquisition, souscription, gestion de tous biens et droits mobiliers, notamment de toutes valeurs mobilières ou droits sociaux dans toutes sociétés existantes ou à créer. Conseils, études, ingénierie, conception, assistance, gestion financière, juridique, fiscale et comptable dans les domaines de l'immobilier et la gestion de droits et biens mobiliers

Durée :quatre-vingt-dix-neuf ans.

Président :La Société BIRD AM, Société par Actions Simplifiée au capital de 15.000.000 €, dont le siège social est sis 1 Impasse Claude Nougaro-CS 10333 -44803 Saint-Herblain Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 482 758 646.

La société sera immatriculée au RCS de NANTES.

L23IJ09494

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25/05/2023, il a été constitué une Société par Actions Simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **FIR 10**

Forme : SAS

Capital social : variable

Minimum : 100 euros

Maximum : 15.000.000 euros

Siège social : 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT HERBLAIN CEDEX

Objet : Support juridique d'investissement mobiliers et immobiliers. Acquisition, souscription, gestion de tous biens et droits mobiliers, notamment de toutes valeurs mobilières ou droits sociaux dans toutes sociétés existantes ou à créer. Conseils, études, ingénierie, conception, assistance, gestion financière, juridique, fiscale et comptable dans les domaines de l'immobilier et la gestion de droits et biens mobiliers

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans.

Président : La Société BIRD AM, Société par Actions Simplifiée au capital de 15.000.000 €, dont le siège social est sis 1 Impasse Claude Nougaro-CS 10333 -44803 Saint-Herblain Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 482 758 646.

La société sera immatriculée au RCS de NANTES.

L23IJ09495

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25/05/2023, il a été constitué une Société par Actions Simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **FIR 13**

Forme : SAS

Capital social : variable

Minimum : 100 euros

Maximum : 15.000.000 euros

Siège social : 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT HERBLAIN CEDEX

Objet : Support juridique d'investissement mobiliers et immobiliers. Acquisition, souscription, gestion de tous biens et droits mobiliers, notamment de toutes valeurs mobilières ou droits sociaux dans toutes sociétés existantes ou à créer. Conseils, études, ingénierie, conception, assistance, gestion financière, juridique, fiscale et comptable dans les domaines de l'immobilier et la gestion de droits et biens mobiliers

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans.

Président : La Société BIRD AM, Société par Actions Simplifiée au capital de 15.000.000 €, dont le siège social est sis 1 Impasse Claude Nougaro-CS 10333 -44803 Saint-Herblain Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 482 758 646.

La société sera immatriculée au RCS de NANTES.

L23IJ09496

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25/05/2023, il a été constitué une Société par Actions Simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **FIR 12**.

Forme : SAS.

Capital social : variable.

Minimum : 100 euros.

Maximum : 15.000.000 euros.

Siège social : 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT HERBLAIN CEDEX.

Objet : Support juridique d'investissement mobiliers et immobiliers. Acquisition, souscription, gestion de tous biens et droits mobiliers, notamment de toutes valeurs mobilières ou droits sociaux dans toutes sociétés existantes ou à créer. Conseils, études, ingénierie, conception, assistance, gestion financière, juridique, fiscale et comptable dans les domaines de l'immobilier et la gestion de droits et biens mobiliers

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans.

Président : La Société BIRD AM, Société par Actions Simplifiée au capital de 15.000.000 €, dont le siège social est sis 1 Impasse Claude Nougaro-CS 10333 -44803 Saint-Herblain Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 482 758 646.

La société sera immatriculée au RCS de NANTES.

L23IJ09497

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25/05/2023, il a été constitué une Société par Actions Simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **FIR 14**.

Forme : SAS.

Capital social : variable.

Minimum : 100 euros.

Maximum : 15.000.000 euros.

Siège social : 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT HERBLAIN CEDEX.

Objet : Support juridique d'investissement mobiliers et immobiliers. Acquisition, souscription, gestion de tous biens et droits mobiliers, notamment de toutes valeurs mobilières ou droits sociaux dans toutes sociétés existantes ou à créer. Conseils, études, ingénierie, conception, assistance, gestion financière, juridique, fiscale et comptable dans les domaines de l'immobilier et la gestion de droits et biens mobiliers

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans.

Président : La Société BIRD AM, Société par Actions Simplifiée au capital de 15.000.000 €, dont le siège social est sis 1 Impasse Claude Nougaro-CS 10333 -44803 Saint-Herblain Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 482 758 646.

La société sera immatriculée au RCS de NANTES.

L23IJ09498

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25/05/2023, il a été constitué une Société par Actions Simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **FIR 15**

Forme : SAS

Capital social : variable

Minimum : 100 euros

Maximum : 15.000.000 euros

Siège social : 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT HERBLAIN CEDEX

Objet : Support juridique d'investissement mobiliers et immobiliers. Acquisition, souscription, gestion de tous biens et droits mobiliers, notamment de toutes valeurs mobilières ou droits sociaux dans toutes sociétés existantes ou à créer. Conseils, études, ingénierie, conception, assistance, gestion financière, juridique, fiscale et comptable dans les domaines de l'immobilier et la gestion de droits et biens mobiliers.

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans.

Président : La Société BIRD AM, Société par Actions Simplifiée au capital de 15.000.000 €, dont le siège social est sis 1 Impasse Claude Nougaro-CS 10333 -44803 Saint-Herblain Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 482 758 646.

La société sera immatriculée au RCS de NANTES.

L23IJ09499

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25/05/2023, il a été constitué une Société en Nom Collectif présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **SNC FIR 6**

Forme : Société en Nom Collectif

Capital social : variable

Minimum : 100 euros

Maximum : 15.000.000 euros

Siège social : 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT HERBLAIN Cedex.

Objet : Support juridique d'investissement mobiliers et immobiliers. Acquisition, souscription, gestion de tous biens et droits mobiliers, notamment de toutes valeurs mobilières ou droits sociaux dans toutes sociétés existantes ou à créer. Conseils, études, ingénierie, conception, assistance, gestion financière, juridique, fiscale et comptable dans les domaines de l'immobilier et la gestion de droits et biens mobiliers

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans

Gérant : BIRD AM, SAS au capital de 15.000.000 euros. 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333, 44803 SAINT HERBLAIN Cedex, 482 758 646 RCS NANTES.

Associée : BIRD AM, SAS au capital de 15.000.000 euros. 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333, 44803 SAINT HERBLAIN Cedex 482 758 646 RCS NANTES.

Associée : REALITES, SA au capital de 28.435.139,67 euros 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 44803 SAINT HERBLAIN Cedex 451 251 623 RCS NANTES.

La société sera immatriculée au RCS de NANTES.

L23IJ09500

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25/05/2023, il a été constitué une Société en Nom Collectif présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **SNC FIR 7**

Forme : Société en Nom Collectif

Capital social : variable

Minimum : 100 euros

Maximum : 15.000.000 euros

Siège social :1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT HERBLAIN Cedex

Objet : Support juridique d'investissement mobiliers et immobiliers. Acquisition, souscription, gestion de tous biens et droits mobiliers, notamment de toutes valeurs mobilières ou droits sociaux dans toutes sociétés existantes ou à créer. Conseils, études, ingénierie, conception, assistance, gestion financière, juridique, fiscale et comptable dans les domaines de l'immobilier et la gestion de droits et biens mobiliers

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans

Gérant : BIRD AM SAS au capital de 15.000.000 euros 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 44803 SAINT HERBLAIN Cedex 482 758 646 RCS NANTES

Associée : BIRD AM SAS au capital de 15.000.000 euros 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 44803 SAINT HERBLAIN Cedex 482 758 646 RCS NANTES

Associée : REALITES SA au capital de 28.435.139,67 euros 1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 44803 SAINT HERBLAIN Cedex 451 251 623 RCS NANTES

La société sera immatriculée au RCS de NANTES.

L23IJ09507

ATTESTATIONS ET FACTURES

IMMÉDIATES ET DÉMATÉRIALISÉES

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes.

FORME : Société civile immobilière

DENOMINATION : **LA CASA DE POP PAYE**

SIEGE SOCIAL : 88 rue du Jaunais 44400 REZE

OBJET :

La Société a pour objet :

- l'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ;

- toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

DUREE : 99 années

CAPITAL : 1.000 euros

APPORTS EN NUMERAIRE : 1.000 euros

GERANTS :

- Monsieur GUYON Jérôme demeurant 9 rue Albert et Marcel Brégeon - 44400 REZE

- Madame SAUDEAU Bélinda demeurant 71 rue du Poirier - 49450 SEVRE-MOINE

CESSION DE PARTS :

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

IMMATRICULATION : au RCS de Nantes.

Pour avis

L23IJ09416

MODIFICATIONS

one ace
AUDIT CONSEIL EXPERTISE
3 impasse des Tourmalines
44300 NANTES

BCMY
Société à responsabilité limitée
au capital de 1000 €
Siège social : 101 rue du Tharaud
44390 CASSON
RCS NANTES 842 017 774

DEMISSION D'UN COGERANT

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 02/05/2023, les associés ont pris acte de la démission de ses fonctions de cogérant de M. Julien KHUN à compter du 02/05/2023.
Mention sera faite au RCS : NANTES

L23IJ08259

NOUVELLE
PLATEFORME DE SAISIE

Françoise Fradin & Associés
EXPERTISE COMPTABLE • AUDIT • CONSEIL

BLOOM
Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 euros
Siège social : 18 Avenue Sainte-Anne
44100 NANTES
transféré 75 avenue Albert de Mun 44600
SAINT NAZAIRE
824 415 194 RCS NANTES

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Aux termes d'une décision en date du 18/04/2023, l'associée unique a décidé de transférer le siège social du 18 Avenue Sainte-Anne 44100 NANTES au 75 avenue Albert de Mun 44600 SAINT-NAZAIRE à compter du 18/04/2023, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de SAINT-NAZAIRE. Pour avis. La Gérance

L23IJ08501

Françoise Fradin & Associés
EXPERTISE COMPTABLE • AUDIT • CONSEIL

BLOOM

Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 euros
Siège social : 18 Avenue Sainte-Anne
44100 NANTES
Transféré 75 avenue Albert de Mun
44600 SAINT NAZAIRE
824 415 194 RCS NANTES

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Aux termes d'une décision en date du 18/04/2023, l'associée unique a décidé de transférer le siège social du 18 Avenue Sainte-Anne 44100 NANTES au 75 avenue Albert de Mun 44600 SAINT-NAZAIRE à compter du 18/04/2023, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. En conséquence, la Société qui est immatriculée au RCS de NANTES sous le numéro 824 415 194 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au RCS de SAINT-NAZAIRE. La Société, constituée pour 99 années à compter du 07/12/2016 a pour objet social salon de thé, salon de café, petite restauration, dépôt vente de vêtements et accessoires, achats, revente de tous produits alimentaires, de toutes boissons, épicerie fine, animation et produits dérivés ; et un capital de 5 000 € composé uniquement d'apports en numéraire. Pour avis. La Gérance

L23IJ08503

Notaires Presqu'île
Notaires de France
NOTAIRES PRESQU'ILE ASSOCIÉS
Maître Cécile GAUTHIER
15 avenue des Paludiers
44380 PORNICHET

MLG

SASU au capital de 1 000 €
Siège social : 146 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny,
44500 LA BAULE
RCS de SAINT-NAZAIRE n°837 533 892

AVIS DE POURSUITE D'ACTIVITE

En date du 09/05/2023, l'associé unique a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social.
Mention au RCS de SAINT-NAZAIRE

L23IJ08676

Par décision du 01/03/2023, l'associée unique de la société WeVan location, SAS au capital de 86 200 euros, 520 577 040 RCS NANTES, a décidé de transférer le siège social du 33 avenue Léon Gambetta 92120 MONTROUGE au 16 rue des Saules 44800 ST HERBLAIN à compter du 01/03/2023 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. La Société, immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 520 577 040 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du RCS de NANTES. Présidente : WeVan Groupe, SARL au capital de 2 965 euros, 16 rue des Saules - 44800 ST HERBLAIN, immatriculée au RCS sous le numéro 792 385 783 RCS NANTES. Pour avis. Le Président

L23IJ08779

BDO
EXPERTISE COMPTABLE | AUDIT | CONSEIL

GROUPE EXPERTISES SERVICES

SAS au capital de 156 410 €
porté à 148 500 €
Siège social : Pôle Océane Motos
5 Rue Georges Charpak 44400 REZE
434 343 943 RCS NANTES

REDUCTION DE CAPITAL

L'AG du 07/04/2023 a décidé de réduire le capital social de 10 610 € pour le ramener de 156 410 € à 148 500 € par voie de rachat et d'annulation de 1 061 actions, et de nommer à compter du 31/03/2023, les sociétés H INVEST, SARL au capital de 35 380 €, 45 Avenue du Maréchal Leclerc, 49300 CHOLET, 793 117 946 RCS ANGERS, et H2PJ, SAS au capital de 1 000 €, Besle-sur-Vilaine, 25 Bis Route de la Trouanière, 44290 GUEMENE-PENFAO, 914 601 042 RCS ST NAZAIRE, aux fonctions de Directrices Générales en remplacement de la société BIAUTO CONSEIL, démissionnaire.
La Présidente a constaté le 11/05/2023 que la réduction de capital se trouvait définitivement réalisée à cette même date. Les mentions antérieurement publiées relatives au capital social sont ainsi modifiées :
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL
Ancienne mention :
Le capital social est fixé à cent cinquante-six mille quatre cent dix euros (156 410 €).
Nouvelle mention :
Le capital social est fixé à cent quarante-cinq mille huit cents euros (145 800 €).
Pour avis

L23IJ08820

Par décisions du 01.03.2023, l'associé unique de la société WE-VAN FRANCHISE, SAS au capital de 1 000 euros, 797 459 856 RCS NANTES, a décidé de transférer le siège social du 6 rue Olympe De Gouges - 44800 ST HERBLAIN au 16 rue des Saules - 44800 ST HERBLAIN et de modifier la dénomination sociale qui devient « WeVan Franchise «, à compter du 01.03.2023. Les articles 3 et 4 des statuts ont été modifiés en conséquence. Pour avis. La Présidente.

L23IJ08872

Par décision du 01.03.2023, l'associé unique de la société Van Life Trading, SAS au capital de 10 000 euros, 889 219 685 RCS NANTES a décidé de transférer le siège social du 6 rue Olympe De Gouges - 44800 ST HERBLAIN au 16 rue des Saules - 44800 ST HERBLAIN, à compter du 01.03.2023, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. Pour avis. La Présidente

L23IJ08884

Par décision du 28/02/2023, l'associée unique de la société ATOMICS, SAS au capital de 45 000 euros, 6 Cours Olivier de Clisson - 44000 NANTES, 835 076 654 RCS NANTES, a nommé, en qualité de Présidente, la Société JEF-B, SAS au capital de 500 000 euros, 6 Cours Olivier de Clisson 44000 NANTES, 920 337 540 RCS NANTES, à compter du 01/03/2023, en remplacement de Monsieur Florian BLAY, démissionnaire. Pour avis. Le Président.

L23IJ08890

sallaberry
AUDIT - EXPERTISE COMPTABLE - CONSEIL

SOAP CONCEPT

Société à responsabilité limitée
au capital de 3 000 euros
Siège social : 5 Boulevard Vincent Gâche
44200 NANTES
808 232 169 RCS NANTES

Aux termes d'une décision en date du 30/04/2023, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 5 Bd Vincent Gâche (44200) NANTES au 39 Rue Léon Gambetta (64500) ST JEAN DE LUZ à compter du 01/05/2023, et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts.

Pour avis, la gérance

L23IJ08961

Notaires de France
ONR OFFICE NOTARIAL
THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE - BRÉMENT
3 rue Victor Hugo, 44400 REZE

INFORMATION DES CREANCIERS

INSERTION AMENAGEMENT DU REGIME MATRIMONIAL
Suivant l'acte reçu par Maître Arnaud GIRARD, à REZE le 11 mai 2023.
Monsieur Jean-Christophe CHESNEAU, gérant de sociétés, et Madame Anne-Sophie Marie Solange DELEMAZURE, médecin, demeurant ensemble à NANTES (44000) 5 impasse Emile Cossé. Monsieur est né à NANTES (44000) le 4 mai 1973, Madame est née à LILLE (59000) le 25 octobre 1975. Mariés à la mairie de L'ILE-D'YEU (85350) le 26 août 2006 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Alain DELMOTTE, notaire à LOMME (59160), le 28 juillet 2006. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.
Ont aménagé pour l'avenir, leur régime en y insérant une SOCIETE D'ACQUETS ainsi que diverses options et notamment une CLAUSE DE PRECIPUT.
Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, pourront être faites dans un délai de TROIS MOIS et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'Huissier de Justice, à Maître THOMAS, Notaire à REZE.
En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de Régime matrimonial au Tribunal Judiciaire.
Pour insertion
Le Notaire.

L23IJ09036

VEDRA TRANSACTIONS

Société par actions simplifiée
Ancien capital : 100 euros
Nouveau capital : 150 euros
Siège social : 96 RUE DES RENARDIERES
44100 NANTES
881 558 118 RCS NANTES

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Par décisions en date du 10 mai 2023, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social de la société d'une somme de 50 euros pour le porter de 100 à 150 euros par création de 50 actions nouvelles d'un euro. Les articles 7 et 8 des statuts ont été mis à jour en conséquence.
Pour avis, le Président

L23IJ09114

CHANGEMENT DE PRESIDENT

L'assemblée générale ordinaire de la société SAS MC, SAS au capital de 55 000 euros ayant son siège 11 quai Chaussée des Moines 44120 VERTOU (RCS NANTES 878 545 664) du 11 mai 2023 a nommé en qualité de Président, en remplacement de la société LA CIVELLE, démissionnaire, à compter du même jour : la société FINANCIERE MPI, SARL au capital de 255 000 € ayant son siège 4 bis Impasse Alexandre Huchon 44400 REZE (RCS NANTES 951 707 793).

L23IJ09142

SCEA FIEFS DE RETZ, SCEA au capital de 7 500 euros, Siège social : Route de Machecoul, 44580 VILLENEUVE-EN-RETZ, 881 957 781 RCS ST-NAZAIRE

La collectivité des associés de la Société réunis en AGM le 16/03/2023, a décidé de nommer en qualité de nouveau cogérant sans limitation de durée à compter du 16/03/2023, M. Florent BONFILS demeurant 15, rue des Mariniers, 44270 ST-MÊME-LE-TENU en remplacement de M. Pascal BONFILS, ancien cogérant démissionnaire. Pour avis. La gérance.

L23IJ09149

CONVERGENCE +
Société à responsabilité limitée au capital de 2 000 euros
Ancien siège social : 173 rue Paul Bellamy - 44000 NANTES
Nouveau siège social : 59 bis rue du Puits Neuf 85350 L'ILE D'YEU
889 460 937 RCS NANTES
En cours de transfert au RCS de LA ROCHE SUR YON

TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

Le 31 mars 2023, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 59 bis rue du Puits Neuf 85350 L'IE D'YEU à compter du même jour, et a modifié en conséquence l'article 4 des statuts.
Pour avis,
La Gérance.

L23IJ09206

COOPWORKING
Société à responsabilité limitée
à capital variable
au capital de 3 700 euros
Siège social : 35 Place de Preux
44800 ST HERBLAIN
797 948 734 RCS NANTES

Aux termes d'une délibération en date du 9 mai 2023, la collectivité des associés a pris acte des démissions de Mesdames Martine DOMINGUEZ et Manon TEXIER de leurs fonctions de co-gérantes à compter du 15 février 2023, et a nommé en qualité de nouveau gérant Monsieur Anthony QUENET, demeurant 14 boulevard Emile Romanet à NANTES (44100), pour une durée illimitée à compter du 15 février 2023.
Pour avis
La Gérance

L23IJ09215

Me Jean Baptiste NICOLAS
Notaire Associé de la SAS
«OFFICE NICOLAS, notaires associés»
titulaire d'un Office Notarial au
Pont-du-Cens, près de NANTES,
commune d'ORVAULT (Loire Atlantique)
25 Route de Rennes

GDF BATIMENT

SARL au capital de 1000 €
Siège social à COUERON (44220)
10 impasse de Lande Bourne
947858767 RCS NANTES

Aux termes d'un acte reçu par Maître NICOLAS, notaire à ORVAULT, le 17/05/2023, l'assemblée générale a décidé à compter du 17/05/2023 d'augmenter le capital social de 300000 € par apport de numéraire en le portant de 1000 € à 301000 €.
L'article 8 des statuts est modifié en conséquence.
Modification au RCS de NANTES.
Pour avis

L23IJ09217

Studio Chantal (anciennement dénommée Agence Idoine)
Société par actions simplifiée au capital de 1.000 €
Siège social : 32 rue Scribe, 44000 Nantes
894 732 916 R.C.S. Nantes
(ci-après la « Société »)

AVIS

Par décisions en date du 19 mai 2023, l'associé unique de la Société a décidé de modifier la dénomination sociale de la Société, les termes « Studio Chantal « se substituant aux termes « Agence Idoine «.

L23IJ09222

SCI ORE

Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 17 Rue Mendès France
44240 LA CHAPELLE SUR ERDRE
530 431 980 RCS NANTES

REMPLACEMENT D'UNE COGERANTE

Aux termes du PV de l'AGE du 02/05/2023 : Madame Cécilia JAFFRENOU, demeurant 23 rue Lanoue Bras de Fer 44240 LA CHAPPELLE SUR ERDRE a été nommée en qualité de cogérante pour une durée illimitée en remplacement de Madame Cécile PONDAVEN. La DEUXIEME PARTIE des statuts a été modifiée en conséquence par la suppression du nom de Madame Cécile PONDAVEN sans qu'il soit procédé à son remplacement. Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES. Pour avis. La Gérance

L23IJ09226

SOLUTION LAQUAGE

Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 2 rue du Rémouleur
44800 ST HERBLAIN
909 861 437 RCS NANTES

TRANSFERT

Aux termes d'une délibération en date du 5 mai 2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la SAS SOLUTION LAQUAGE a décidé de transférer le siège social du 2 rue du Rémouleur, 44800 ST HERBLAIN au 14 rue du Tisserand 44800 SAINT-HERBLAIN à compter du 1er juin 2023 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
POUR AVIS
Le Président

L23IJ09230

RÉGIE SUR TOUTE LA FRANCE

Maïlys LE CARDINAL
Notaire
Étude de Maître Roland GUILLO
21 rue de la Gare
44320 SAINT PERE EN RETZ

FERME OERIGINES
EARL au capital de 7 500 €
Siège social : Le Moulin de la Guerche
44250 SAINT BREVIN LES PINS
RCS de SAINT-NAZAIRE n°922 598 545

AUGMENTATION DE CAPITAL

Aux termes d'un acte reçu par Maître Maïlys LE CARDINAL, Notaire à SAINT PERE EN RETZ, le 27 avril 2023, il a été constaté l'augmentation du capital social de 45 756 € par apports en numéraire et en nature en le portant de 7 500 € à 53 256 € à compter du 27 avril 2023.
Les statuts sont modifiés en conséquence.
Modification au RCS de SAINT-NAZAIRE.
Pour avis, le Notaire

L23IJ09257

LE STUDIO PHOTO D'ALEXANDRA

Société à responsabilité limitée
au capital de 4 000 euros
Siège social : 3 rue de Beslé
44290 GUEMENE PENFAO
828 956 813 RCS ST NAZAIRE

AVIS DE CONTINUATION DE LA SOCIÉTÉ

Aux termes d'une décision en date du 20 avril 2023, l'associée unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis La Gérance

L23IJ09268

COMMISSAIRES DE JUSTICE

SCP PATRICK GEORGES ET ERWAN HAMARD

au capital social de 322 830 €
Siège social : 29 rue Romain Rolland
44100 NANTES
Nantes D 352 645 824

MODIFICATIONS

Suivant décision d'AGE en date du 18/05/2023, il a été décidé :

1) Démission de M. Patrick GEORGES de ses fonctions de cogérant.

2) Nomination de Mme Clémentine MYNARD, demeurant 3 rue Orion 44115 BASSE GOULAINE, en qualité de cogérante en remplacement.

3) Modification de la dénomination sociale de la société, désormais : SCP Erwan HAMARD et Clémentine MYNARD, Commissaires de Justice associés, à la résidence de NANTES, y demeurant 29 rue Romain Rolland.

L23IJ09294

ORATIO AVOCATS
5 rue Albert Londres
44300 NANTES

SAGE
SAS au capital de 60 000 euros
Siège social : 10 avenue des Frères Lumière - ZI de la Seiglerie - 44270 MACHECOUL ST MEME
348 299 512 RCS NANTES
Aux termes des délibérations de l'AGOA du 23/06/2021, il résulte que les mandats de la société TGS AUDIT (anciennement SOREGOR AUDIT), Commissaire aux Comptes titulaire, et de la société AUDIT ET COMMISSARIAT, Commissaire aux Comptes suppléante, sont arrivés à expiration et qu'il n'est pas désigné de Commissaire aux Comptes.

L23IJ09307

MARCABRUI
SAS au capital de 460.000 €
1 Résidence du Cens 44360 VIGNEUX-DE-BRETAGNE
890 917 818 RCS NANTES
Aux termes du procès verbal de décisions unanimes des asscoiés du 17 mai 2023 il a été constaté la démission du directeur général : Monsieur Bruno LE MEITOUR, demeurant à VIGNEUX-DE-BRETAGNE (44360) 1 résidence du Cens.

L23IJ09324

SCI LA MEUSE REPUBLICAINE

Société civile immobilière
au capital de 12 195.92 euros
Siège social : 18 rue Mercoeur
44000 NANTES
RCS Nantes D 378 307 219

AVIS

Suivant décision collective des associés du 11 avril 2023, le siège de la SCI a été transféré au 29-31 rue de Fonteny 92320 CHATILLON.

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

L23IJ09330

CABINET EOLIS
Expert-comptable
14 Rue du Bignon
44840 LES SORINIÈRES

Welcom'RH
Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 47 rue du Vignoble 44860 PONT ST MARTIN
885 385 633 RCS NANTES

CAPITAL ET SIÈGE SOCIAL

Aux termes de décisions en date 05/05/2023, il a été décidé d'augmenter le capital de 190.000 euros par incorporation de réserves et de compte-courant pour le porter à 200.000 euros, puis de transférer le siège social au 64 rue Jean-Baptiste et Henri Tendron 44400 REZE à compter de ce jour. Les articles 4, 7 et 8 ont été modifiés en conséquence.
Modifications seront faites au RCS de NANTES
Pour avis
La Gérance

L23IJ09332

Par décision du 16/05/2023, l'associée unique de la **SAS ABC PUBLICITE**, capital : 1 000 euros, siège social : 2 rue Louis Delage P.A. de la Biliais Deniaud 44360 VIGNEUX DE BRETAGNE 844 849 455 RCS NANTES, a décidé la transformation de la Société en SARLU à compter du 01/06/2023, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée, son capital social et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Mme Sandrine DOUCET, demeurant 3 rue St Michel 44360 VIGNEUX DE BRETAGNE, Présidente de la Société sous sa forme de SAS, a été nommée Gérante de la Société sous la forme de SARLU.

L23IJ09345

ABONNEZ-VOUS
et restez informé sur toute l'actualité économique

CAPITAL SOCIAL

Dénomination : **SUTEAU**.

Forme : SCEA.

Siège social : LA FORESTIERE, 44522 MESANGER. 419480595 RCS de Nantes

Aux termes de l'AGE en date du 31 décembre 2022 à effet au 31 octobre 2022, les associés ont décidé de modifier le capital social en le portant de 7560 euros à 14910 euros.

Mention sera portée au RCS de Nantes.

L23IJ09351

Arceis Avocats

DROITS À BÂBORD

Société civile de moyens
à capital variable
Capital minimum : 10.000 euros
passé à 1.000 euros
Siège social : 3, Allée de Touamotou
44300 NANTES
843 519 000 RCS NANTES

AVIS

Selon décisions unanimes du 16/01/2023, les associés ont pris acte de la cessation du mandat de cogérant de Monsieur Antoine LAPLANE, à compter du même jour. Selon PV d'AGE du 16/01/2023, les associés ont décidé de réduire le capital plancher de 9.000 euros pour le ramener de 10.000 euros à 1.000 euros par voie de remboursement sous condition suspensive de l'absence d'opposition. Suivant PV de la gérance du 23 mai 2023, il a été constaté la réalisation définitive de l'opération. Cette réduction de capital a été réalisée par voie de diminution de la valeur nominale de chaque part. La Section 7.01 et le paragraphe b (i) de la Section 7.02 des statuts ont été modifiés en conséquence. Mention sera faite au RCS de NANTES

L23IJ09364

In Extenso
Experts-Comptables

SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

LE GRENIER A PAIN SAINTE THERESE
SARL au capital de 30 000 €
Siège social : 53 Boulevard Boulay Paty - 44100 NANTES
837 848 068 RCS NANTES

TRANSFORMATION

Suivant AGE en date du 22/05/2023, les associés statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, ont décidé de transformer la Société en SAS à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et d'adopter le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Le capital social reste fixé à 30 000 €.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : Tout transfert d'actions est soumis au respect du droit de préemption et à l'agrément de la Société.

Les fonctions de cogérant ont cessé. Sous sa nouvelle forme de SAS, la Société est dirigée par :

- Présidente : SAS LE GRENIER A PAIN située 12 rue de la Gare 49100 ANGERS (421 414 699 RCS ANGERS)
- Directeur général : SAS HOLDING AR en cours de transformation en SARL située 53 Boulevard Boulay Paty 44100 NANTES (902 715 564 RCS NANTES)

Pour avis

L23IJ09368

In Extenso
Experts-Comptables

SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

HOLDING AR
SAS au capital de 120 150 euros
Siège social : 53 Boulevard Boulay Paty
44100 NANTES
902 715 564 RCS NANTES

TRANSFORMATION

Par décision du 22/05/2023, l'associé unique a décidé la transformation de la Société en SARL à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 120 150 euros, divisé en 450 parts sociales de 267 euros chacune.

Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes :

M.Antoine ROBINEAU demeurant 90 Boulevard des américains 44300 NANTES, Président de la société sous sa forme SAS, en est nommé gérant pour une durée illimitée sous sa nouvelle forme de SARL

POUR AVIS

L23IJ09375

---

estuaire

SAS ESTUAIRE NOTAIRES
notaires associés à CLISSON (44190)
7 avenue Olivier de Clisson
bureau permanent à CUGAND (85610)
1 rue des Chaunière

SCI CRESUS 4
Société civile au capital de 100.000 Euros
Siège social : 84 route de la Brière 44117
SAINT ANDRE DES EAUX
480 266 147 R.C.S. SAINT-NAZAIRE

CHANGEMENT DE DENOMINATION ET TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL

Aux termes d'un procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 11 mai 2023, l'associée unique a décidé:

- de changer la dénomination de la société «SCI CRESUS 4» en «SCI ROI RENE»
- de transférer le siège social de la société pour le fixer dorénavant et à compter de ce jour à PORNIC (44210) 2, Allée du Chastelet.

Mention sera faite au R.C.S. de SAINT-NAZAIRE.

Pour avis.

L23IJ09380

GUEGUEN
AVOCATS

SED HOLDING

Société par actions simplifiée
au capital de 1 222 374 euros
Siège social :
9 rue du Docteur Pouzin-Malègue
44100 NANTES
808 177 208 RCS NANTES

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 04 mai 2023, il résulte que :

- Monsieur Sébastien DURET a démissionné de son mandat de Directeur Général à compter du même jour et il a été décidé de ne pas procéder à son remplacement,
- Monsieur Sébastien DURET a été nommé en qualité de Président à compter du même jour, en remplacement de Monsieur Patrick DURET, démissionnaire.

Pour avis, le Président

L23IJ09384

La société **Atradius Crédita y Caución S.A. de Seguros y Reaseguros**, sise 159 rue Anatole France, CS50118, 92596 LEVALLOIS-PERRET Cedex, Siren : 823 646 252 nous informe que la garantie financière à hauteur de 138 072 euros, avec prise d'effet le 30/01/2023 et venant à échéance le 30/06/2024, a fait l'objet d'une résiliation le 9 mai 2023. Cette garantie financière avait été émise au profit de : ANTEAM RECRUIT 1 RUE DES FRENES 44680 STE PAZANNE Siren : 948220694 Et de son (ses) agence(s) : - ANTEAM RECRUIT 1 RUE DES FRENES 44680 STE PAZANNE Cette résiliation prendra effet à compter du 9 mai 2023.

L23IJ09393

JYMEO

Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 8 rue Alfred Kastler
44300 NANTES
538 282 922 RCS NANTES

Aux termes d'une décision en date du 2 mai 2023, l'associée unique a décidé de transférer le siège social du 8 rue Alfred Kastler, 44300 NANTES au 2 rue Alfred Kastler CS 50725 44307 NANTES CEDEX 3 à compter du 1er juin 2023, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis
La Gérance

L23IJ09423

SOCIETE OBYO

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 300 129 €
Siège Social 2 rue Georges Clemenceau
44600 SAINT NAZAIRE
RCS ST NAZAIRE 507 444 503

Suivant décision de l'actionnaire unique en date du 22/05/2023, il a été décidé d'étendre l'objet social aux activités de commerces sous toutes ses formes telle que la vente en gros, en demi-gros, au détail, de tous les produits d'hygiène, d'entretien et de tous appareils de nettoyage et de tous produits de conditionnement et d'emballage.

L'article 3 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour Avis

L23IJ09424

CONCRETPROTECH

Société par actions simplifiée
au capital de 1.000 euros
Siège social : 21 rue des Salamandres
44350 GUERANDE
Ancien siège social : 2 route de Coicas
44117 Saint-André-des-Eaux
RCS SAINT-NAZAIRE 843 077 629

AVIS DE PUBLICITE

Aux termes d'une décision de l'associé unique du 28 avril 2023, il résulte que le siège social a été transféré de Saint-André-des-Eaux (44117) - 2 route de Coicas à Guérande (44350) - 21 rue des Salamandres, à compter du 28 avril 2023.

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite aux RCS de Saint-Nazaire.

Pour avis

L23IJ09425

ANNONCES LÉGALES
TÉL. : 02 40 47 00 28
annonces-legales@informateurjudiciaire.fr

In Extenso
Experts-Comptables

GUÉRANDE
9 Rue de la Croix Moriau
44350 GUÉRANDE

Par décision en date du 16 mai 2023, les associés de la Société INOV CAPITAL, Société par Actions Simplifiée à capital variable au capital minimum de 100 euros, dont le siège social est situé 3 avenue du Gulf Stream, Zone Atlantique 44380 PORNICHET, immatriculée au RCS de SAINT-NAZAIRE sous le numéro 530 158 468, ont décidé de transférer le siège social du 3 avenue du Gulf Stream, Zone Atlantique 44380 PORNICHET, au 4 Allée des Alizés 44380 PORNICHET et ce à compter du jour de ladite Assemblée générale, et modifié en conséquence l'article 4 des statuts. Pour avis, la Présidence.

L23IJ09426

In Extenso
Experts-Comptables

GUÉRANDE
9 Rue de la Croix Moriau
44350 GUÉRANDE

Par décisions en date du 16 mai 2023, les associés de la Société **LG INVEST**, Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé, 3 avenue du Gulf Stream, Zone Atlantique 44380 PORNICHET, immatriculée au RCS de SAINT-NAZAIRE sous le numéro 530 158 468, ont décidé de transférer le siège social du Zone Atlantique, 3 avenue du Gulf Stream 44380 PORNICHET, au 4 Allée des Alizés 44380 PORNICHET à compter du jour de l'Assemblée Générale, et modifié en conséquence l'article 5 des statuts. Pour avis, la Gérance

L23IJ09444

ADVELIA expertise

AMC BOIS, SARL au capital de 5 000 euros, Siège social : 6, la Baconnière, 44210 PORNIC, 789 567 252 RCS ST-NAZAIRE

Aux termes de décisions en date du 16/05/2023, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 6, la Baconnière, 44210 PORNIC au 21, impasse de la Basse Musse, 44770 LA PLAINE-SUR-MER, à compter du 16/05/2023, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. Pour avis. La Gérance

L23IJ09455

KACERTIS AVOCATS
46, rue Félix Faure
44000 NANTES

SOLARIS GESTION OUEST
Société par actions simplifiée au capital de 100.000 euros
Siège social : 4 impasse Charles Trenet - 44800 SAINT HERBLAIN
823 066 576 RCS NANTES

NON RENOUVELLEMENT COMMISSAIRE AUX COMPTES

Par délibération du 24/04/2023, les associés ont pris acte que les mandats de BAC AUDIT CONSEIL NANTES, Commissaire aux Comptes titulaire, et de M. Dominique JEANNIER, Commissaire aux Comptes suppléant, sont arrivés à expiration et qu'il n'est pas désigné de nouveaux Commissaires aux Comptes.

POUR AVIS, Le Président

L23IJ09465

ABONNEZ-VOUS !
Version numérique
1 an : 38 €

SCI BOIS DE CHADUTAUD

Société Civile au capital de 1.000 €
SIEGE SOCIAL :
2 BIS RUE DES MEUNIERS
44220 COUËRON
SIREN 814 117 222 - R.C.S. de NANTES

AVIS

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire, en date du 17 mai 2023, les associés ont pris acte de la démission de M. Paul BAZIREAU, de ses fonctions de gérant, et ont nommé pour le remplacer, avec effet le même jour à minuit, M. Jérôme ROUET demeurant 19, Les Hauts de l'Erdre à LA CHAPELLE SUR ERDRE (44240), pour une durée indéterminée.

Mention sera faite au R.C.S. de NANTES.

Pour avis

L23IJ09505

CLARTIMO

Société Civile Immobilière
au capital de 457.500 €
Siège social : Lieudit « LA CLARTE »
44410 HERBIGNAC
SIREN 401 210 828
R.C.S. SAINT-NAZAIRE

AVIS

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire, en date du 17 mai 2023, les associés ont pris acte de la démission de M. Paul BAZIREAU, de ses fonctions de gérant, et ont nommé pour le remplacer, avec effet le même jour à minuit, M. Patrick RUELLAND demeurant 25, Rue de la Florie - Lieudit « Clas » à PRINQUIAU (44260), pour une durée indéterminée.

Mention sera faite au R.C.S. de SAINT -NAZAIRE.

Pour avis

L23IJ09508

SCI NOUVELLE PASTEUR

AU CAPITAL DE 533.765,25 €
SIEGE SOCIAL : 2 BIS RUE DES MEUNIERS
44220 COUËRON
SIREN 403 212 483 - R.C.S. de NANTES

AVIS DE PUBLICITÉ

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire, en date du 17 mai 2023, les associés ont pris acte de la démission de M. Paul BAZIREAU, de ses fonctions de gérant, et ont nommé pour le remplacer, avec effet le même jour à minuit, La société CHARIER ayant son siège social 2 bis rue des Meuniers à COUËRON [44220], immatriculée SIREN 305 319 477 au R.C.S. de NANTES, pour une durée indéterminée.

Mention sera faite au R.C.S. de NANTES.

Pour avis

L23IJ09509

GUEGUEN
AVOCATS

NOAL

Société à responsabilité limitée
transformée en société
par actions simplifiée
au capital de 6 000 000 euros
Siège social : 102 La Censive
44360 Saint-Etienne-de-Montluc
518 451 612 RCS Nantes

AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes d'une délibération en date du 23 mai 2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangés.

Le capital social reste fixé à la somme de 6 000 000 euros.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession d'actions, à l'exception de la cession aux associés, doit être autorisée par la Société.

Monsieur Philippe ARCHAMBAULT de VENCAY, gérant, a cessé ses fonctions du fait de la transformation de la Société.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

PRESIDENT DE LA SOCIÉTÉ :

Monsieur Philippe ARCHAMBAULT de VENCAY demeurant 102 La Censive 44360 SAINT ETIENNE DE MONTLUC

DIRECTRICE GÉNÉRALE :

Madame Nolwenn ARCHAMBAULT de VENCAY, née PLAIN, demeurant 102 La Censive 44360 SAINT ETIENNE DE MONTLUC.

Pour avis, le président

L23IJ09510

KA
KACERTIS AVOCATS
46, rue Félix Faure
44000 NANTES

EFI-SCIENCES
Société par actions simplifiée au capital de 90.000 euros
Siège social : 5 rue Jacques Brel, 44800 SAINT-HERBLAIN
339.887.036 RCS NANTES

NOMINATION D'UN DIRECTEUR GENERAL

Par décisions unanimes des associées en date du 1er avril 2023, les associées ont nommé en qualité de Directeur Général M. David WANS, demeurant 7 rue d'Anjou 44700 ORVAULT, à compter du même jour.

L23IJ09522

EXPERTISES MEDICO LEGALES

SCI au capital de 100 €
Siège social : 8 rue Cuvier
44000 NANTES
RCS de NANTES n°898 798 418

L'AGE du 10/05/2023 a décidé le transfert du siège social au 2 Impasse Ferdinand Arnodin, 44000 NANTES à compter du 01/06/2023.
Pour avis
la gérance

L23IJ09524

DISSOLUTIONS

CCBA
CABINET CONSEIL BURBAN ET ASSOCIÉS
EXPERTISE COMPTABLE ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

LES PIERRES BLANCHES

Société à Responsabilité Limitée en liquidation Au capital de 7 500 euros
Siège social et de liquidation :
9 bis rue des Folies Chaillou
44 000 NANTES
800 895 724 RCS NANTES

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 3 avril 2023 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.
Elle a nommé comme liquidateur M. Daniel LALAUZE, demeurant 9 bis rue des Folies Chaillou 44 000 NANTES, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.
Le siège de la liquidation est fixé 9 bis rue des Folies Chaillou 44 000 NANTES. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.
Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.
Pour avis
Le Liquidateur

L23IJ09225

RADIORIZON
SAS en liquidation
Au capital de 24 000 €
Siège social et liquidation: 20 RUE LOUIS ROSSEL, 44340 BOUGUENAIS
913 872 735 RCS NANTES

AVIS

Le 15/04/2023, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les décisions de ladite collectivité.
Elle a nommé comme liquidateur Mathieu CAPON, 20 rue Louis Rossel 44340 BOUGUENAIS, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.
Le siège de liquidation est 20 rue Louis Rossel 44340 BOUGUENAIS, où la correspondance devra être envoyée et les actes concernant la liquidation devront être notifiés.
Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES.
POUR AVIS

L23IJ09254

In Extenso
Experts-Comptables
SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

FISBAC
SAS en liquidation
au capital de 176 100 euros
Siège social et de liquidation : 51 avenue de la Bouvardière - 44800 ST HERBLAIN
792 525 214 RCS NANTES

AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes d'une délibération en date du 30/04/2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30/04/2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.
Elle a nommé comme liquidateur Madame Isabelle MANO, demeurant 51, avenue de la Bouvardière - 44800 ST HERBLAIN pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.
Le siège de la liquidation est fixé 51 avenue de la Bouvardière - 44800 ST HERBLAIN.
C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.
Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.
Le Liquidateur

L23IJ09262

In Extenso
Experts-Comptables
SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

LA BRETONNIERE
SCI au capital de 280 000 euros
Siège social : 3 impasse Saint-Clément - 44000 NANTES
480 524 941 RCS NANTES

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPÉE

L'AGE réunie le 31/12/2022 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.
Elle a nommé comme liquidateur Madame Béatrice MONCELET, demeurant 3 impasse Saint Clément - 44000 NANTES, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.
Le siège de la liquidation est fixé 3 impasse Saint Clément - 44000 NANTES. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.
Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au GTC de NANTES, en annexe au RCS.
LE LIQUIDATEUR

L23IJ09278

PLATEFORME DE SAISIE
www.annoncelegale.informateurjudiciaire.fr

SERVICE ABONNEMENT
TÉL. : 02 40 47 00 28
abonnement@informateurjudiciaire.fr

In Extenso
Experts-Comptables

ANCENIS
540 Bd du Dr Moutel
CS 90144 - 44154
ANCENIS SAINT GÉRÉON Cedex

ATELIER MODULO
Société A Responsabilité Limitée
Au capital de 5 000,00 Euros
Siège social : 15 Rue de la Barre David
Route de Saint Sulpice
44520 GRAND-AUVERNE
524 739 836 RCS NANTES

AVIS DE DISSOLUTION

Suivant décisions en date du 28 avril 2023, l'Associé Unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30 avril 2023, et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Monsieur Charles Raimbault demeurant Le Grand Auvais GRAND AUVERNE (44520), Associé Unique, exercera les fonctions de Liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé au 15 Rue de la Barre David Route de Saint Sulpice GRAND AUVERNE (44520). C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de NANTES, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés. Pour avis, Le Liquidateur.

L23IJ09355

SCI DE LA FILATURE

SCI au capital de 1 524,50 €
Siège social : 4 rue des Olivettes
44000 NANTES
RCS de NANTES n°347 947 699

L'assemblée générale extraordinaire du 15/12/2022 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 15/12/2022. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M. GOUESNARD Eric, demeurant 94 av. de Lattre de Tassigny, 44500 LA BAULE et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de NANTES.

Pour avis
le liquidateur

L23IJ09357

inventus
EXPERTISE COMPTABLE
NANTES – LA BAULE
44 Rue de Bretagne
44880 SAUTRON
02 40 40 41 41

LES JARDINS DES THES

Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 6 Place de l'Eglise
44240 LA CHAPELLE-SUR-ERDRE
RCS NANTES 830 616 413

AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes d'un PV de décisions en date du 31 Décembre 2022, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable.

Madame Valérie DEMANGEAU, demeurant 16 Rue de la Métairie 44700 ORVAULT a été nommée liquidateur.

Le siège de la liquidation est fixé à l'adresse du liquidateur.

Mention en sera faite au RCS de NANTES.

L23IJ09413

SeCo

ESPACE ARCHI
SCI au capital de 2 000 €
Siège social: 8 bis route de l'Espace
44690 LA HAIE-FOUASSIERE
489 083 253 RCS NANTES

Par AGE du 15/04/2023, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société ESPACE ARCHI, ont nommé comme Liquidateur M. Michel RIO, demeurant au 9 rue de la Pérouse, 29660 CARANTEC avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci et fixé le siège de la liquidation au domicile du liquidateur. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe Tribunal de Commerce de Nantes. Mention au RCS de Nantes. Pour avis

L23IJ09450

CLÔTURES

In Extenso
Experts-Comptables

PORNIC
2 Rue du Traité d'Amsterdam
44213 PORNIC

KERYMEL COURTAGE

Société à responsabilité limitée en liquidation au capital de 2 000 euros
Siège social et de liquidation :
La Jarrie Rousse
44680 CHAUMES EN RETZ
914 507 603 RCS SAINT NAZAIRE

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

Par décision du 27/04/2023, l'associée unique a approuvé les comptes de liquidation arrêtés au 28/02/2023, déchargé Madame Fabienne KERYMEL, demeurant La Jarrie Rousse 44680 CHAUMES EN RETZ, de son mandant de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite décision.

Les comptes de liquidation seront déposés au GTC de ST NAZAIRE, en annexe au RCS.

Pour avis
Le Liquidateur

L23IJ09191

BERING INTERNATIONAL

SAS au capital de 6000 €
Siège social : 11 rue du port chassé
44640 Le Pellerin
RCS Nantes 833 722 168

CLOTURE DE LIQUIDATION

L'assemblée générale ordinaire du 15/05/2023 a décidé la liquidation de la société à compter du 15/05/2023. L'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur, Monsieur Laurent Paquet demeurant 11 rue du port chassé 44640 Le Pellerin, de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 15/05/2023. Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Nantes.

L23IJ09265

In Extenso
Experts-Comptables

SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

FISBAC
SAS en liquidation au capital
de 176 100 euros
Siège social et de liquidation : 51 avenue de la Bouvardière
44800 ST HERBLAIN
792 525 214 RCS NANTES

CLOTURE DE LA LIQUIDATION

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 30/04/2023 au siège social et de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Isabelle MANO, demeurant 51 avenue de la Bouvardière - 44800 ST HERBLAIN, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Le Liquidateur

L23IJ09273

Comptasanté
L'expert comptable des professionnels de santé

MAISON MEDICALE DE LA MADELEINE

SCI au capital de 400 €
Siège social : 6 rue de l'Arquebusier
44470 CARQUEFOU
RCS de NANTES n°321 302 598

L'assemblée générale extraordinaire du 26/04/2023 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. GIARD Gildas de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 26/04/2023.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de NANTES.

Pour avis
le liquidateur

L23IJ09275

LES MAINS BLANCHES

Société à Responsabilité Limitée
en liquidation au capital de 103 912 euros
Siège : 36 rue Pierre Yvernogeau
44300 NANTES
Siège de liquidation : 1 rue Bois Colin
44880 SAUTRON
514216118 RCS NANTES

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'Assemblée Générale réunie le 15 mai 2023 au siège de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Sylvie THOBOIS, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de NANTES et la société sera radiée dudit registre.

Pour avis, le Liquidateur

L23IJ09362

In Extenso
Experts-Comptables

SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

LA BRETONNIERE
SCI en liquidation
au capital de 280 000 euros
Siège social et de liquidation : 3 impasse Saint Clément - 44000 NANTES
480 524 941 RCS NANTES

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

L'AGO réunie le 31/12/2022 au siège social a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Béatrice MONCELET, demeurant 3 impasse Saint Clément - 44000 NANTES, de son mandat de liquidateur, donné à cette dernière quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au GTC de NANTES, en annexe au RCS.

LE LIQUIDATEUR

L23IJ09372

In Extenso
Experts-Comptables

SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

FORUM
Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 11, rue de la Rabotière - 44800 SAINT HERBLAIN
Siège de liquidation : 11, rue de la Rabotière - 44800 SAINT HERBLAIN
811 447 994 RCS NANTES

L'Assemblée Générale réunie le 23 mai 2023 au siège de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Yann TRICHARD, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter rétroactivement du 31 décembre 2022. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre. Pour avis, le Liquidateur

L23IJ09379

inventus
EXPERTISE COMPTABLE
NANTES – LA BAULE
44 Rue de Bretagne
44880 SAUTRON
02 40 40 41 41

LES JARDINS DES THES

Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 6 Place de l'Eglise
44240 LA CHAPELLE-SUR-ERDRE
RCS NANTES 830 616 413

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'un PV de décisions en date du 31 Décembre 2022, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation et, après avoir donné quitus au liquidateur et l'avoir déchargé de son mandat, a prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de NANTES.

L23IJ09415

IJ
Un journal spécialisé pour vos annonces légales
c'est plus sûr !
S.N.P.J.
Syndicat National de la Presse Judiciaire

Arceis Avocats

SCCV LE COURS DE L'ERDRE

Société civile de construction-vente en liquidation au capital de 2.000 euros
Siège social / siège de la liquidation :
10, rond-point de la Corbinerie
44400 REZÉ
754 006 625 RCS NANTES

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

Selon PV d'AG du 22/05/2023, la collectivité des associés statuant au vu du rapport du liquidateur M. Didier LAURY demeurant 2, rue Artémis 44470 CARQUEFOU, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, déchargé ce dernier de son mandat, décidé de l'affectation du solde net et prononcé la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de NANTES. Mention sera faite au RCS NANTES.

L23IJ09491

CONVOCATIONS

SOCIÉTÉ COOPERATIVE MARITIME TURBALLAISE

Société coopérative maritime anonyme
à capital variable
Siège social : LA TURBALLE - 44420
2 Quai Saint-Jacques
Registre du Commerce et des Sociétés de
SAINT-NAZAIRE Numéro B 308 092 139

AVIS DE CONVOCATION

Les sociétaires de la Société Coopérative Maritime Turballaise sont convoqués en **assemblée générale ordinaire** le : **5 Juin 2023 à La Turballe 2 quai Saint Jacques à 17h, salle du Conseil de la Coopérative Maritime** à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE :

- Rapport du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2022.

- Rapport spécial du commissaire aux comptes et conventions.

- Affectation des résultats.

- Renouvellement du mandat de Commissaire aux Comptes.

- Questions diverses.

Tout sociétaire a le droit d'assister personnellement à cette assemblée ou de s'y faire représenter par un autre sociétaire ou par son conjoint.

Des formules de pouvoir sont à la disposition des sociétaires au siège social.

Si le quorum n'était pas atteint le 5 Juin 2023, une deuxième assemblée générale ordinaire se tiendrait, sans autre avis, le 23 Juin 2023 à 11h00, salle du Conseil de la Coopérative Maritime, 2 quai Saint Jacques à LA TURBALLE, avec le même ordre du jour.

Le Conseil d'Administration.

L23IJ09180

NOUVELLE
PLATEFORME DE SAISIE

les avocats
Cabinet LE GALL
Droit des sociétés
commerciales et professionnelles
- fusions et acquisitions
4 rue Dugommier – 44000 NANTES

OCEANE
Société Coopérative Agricole
Siège social : Chantemerle
44118 LA CHEVROLIERE
391 417 318 RCS NANTES
N° de coopérative : 11687
N° O.P. : 44 / FL / 2130

Les associés coopérateurs sont avertis de la convocation à l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE de la Société Coopérative Agricole OCEANE (n° de Siret : 391 417 318 - Chantemerle 44118 LA CHEVROLIERE) le lundi 19 juin 2023 à 16 heures 30 au siège social, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :
- Rapport financier 2022,
- Constat de l'état du capital à la clôture de l'exercice,
- Lecture du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration contenant rapport sur les comptes consolidés,
- Lecture du rapport des Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et sur les comptes consolidés,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et quitus aux administrateurs,
- Affectation du résultat,
- Présentation des comptes prévisionnels 2023,
- Lecture du rapport spécial des Commissaire aux Comptes et approbation, le cas échéant, des conventions incluses dans ce rapport,
- Situation des conventions de compte courant,
- Renouvellement d'un tiers des administrateurs,
- Désignation d'un co-commissaire aux comptes suppléant,
- Actualisation du capital social,
- Allocations à accorder au conseil d'administration,
- Rapport moral d'activités 2022 et d'orientation 2023,
- Questions diverses,
- Pouvoirs en vue des formalités.
Cette assemblée générale sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire à 17 heures 30 sur l'ordre du jour suivant :
- Lecture du rapport du Conseil d'administration,
- Modification de l'article 3 « Objet « des statuts,
- Pouvoirs en vue des formalités.
Les rapports du conseil d'administration, les rapports du commissaire aux comptes, le compte de résultat et l'annexe, le bilan de l'exercice ainsi que l'ensemble des autres documents prévus à l'article 35-5 des statuts seront tenus à la disposition des associés coopérateurs, au siège social, pendant les quinze jours précédant l'assemblée.

L23IJ09240

U EXPRESS OUEST

Société Anonyme Coopérative
de commerçants
détaillants à Capital Variable
Place des Pléiades ZI Belle Etoile Antarès
44470 CARQUEFOU
401 443 486 RCS NANTES

AVIS DE CONVOCATION

Les associés de la Coopérative U EXPRESS OUEST sont convoqués en **Assemblée Générale Ordinaire le 20 juin 2023 à 14 heures 15**, au Centre des Congrès Atlantia à La Baule (44), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur la marche de la société et sur les comptes annuels de l'exercice 2022,

Approbation des comptes annuels et quitus aux Administrateurs,

- Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce,

- Affectation du résultat de l'exercice 2022,

- Ratification des adhésions et démissions d'Associés de l'exercice,

- Nomination d'un nouvel Administrateur,

- Nomination d'un réviseur Coopérative et d'un réviseur suppléant,

- Pouvoirs pour les formalités.

Le Conseil d'Administration

L23IJ09386

LOCATIONS GERANCES

Notaires de France
OFFICE NOTARIAL
THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE - BRÉMENT
3 rue Victor Hugo, 44400 REZE

LOCATION GERANCE

Suivant acte reçu par Maître Emmanuelle RICO-CARIO, Notaire à REZE (44400) 3 rue Victor Hugo en date du 22/05/2023.
La société dénommée **SARL 3B**, SARL au capital de 5 000 euros, ayant son siège social à REZE (44400) 22 Esplanade Rosa Parks, immatriculée au RCS de NANTES sous le n°882 663 180.
A confié en location-gérance à:
La société dénommée **FARIBBE**, SARL au capital de 5 000 euros, ayant son siège social 22 Esplanade Rosa Parks, 44400 REZE, en cours de formation au RCS de NANTES. Représentée par Monsieur Paolo FARIA DA SILVA et Madame Chloé RABBE, associés.
Son fonds de commerce de : BAR (LICENCE 3), PETITE RESTAURATION A CONSOMMER SUR PLACE, A EMPORTER OU EN LIVRAISON, VENTE DE PETITE EPICERIE, VENTE DE PETITE EPICERIE AVEC LA VENTE DE VINS NOTAMMENT, exploité au **22 Esplanade Rosa Parks, (44400) REZE**, connu sous le nom commercial «BLA BLA BAR»
À compter du **22/05/2023** pour se terminer le **02/05/2029.**
Pour avis,
Le Notaire

L23IJ09352

FONDS DE COMMERCE

OFFICE DES ARTS
Notaires
33 rue Jean Jaurès – NANTES

CESSION FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte authentique reçu le 13/04/2023 par Me BENASLI, notaire à NANTES (44000) - 33 rue Jean Jaurès, enregistré au SIE NANTES, le 11/05/2023, dossier : 2023 00064242, bordereau : 4404P02 2023 N 00981, MALUMBI, SARL au capital de 1 000 euros, ayant son siège social 20 rue petit Biesse, 44200 NANTES, immatriculé au RCS de NANTES sous le n°813 633 039, a cédé à PRIMA MENSA, SAS au capital de 1 000 euros, ayant son siège social 20 rue Petit Biesse, 44200 NANTES, immatriculation au RCS de NANTES sous le n°949 926 760, un fonds de commerce : Tous types de restauration : restauration traditionnelle, restauration rapide, petit restauration, traiteur, vente à consommer sur place et à emporter, livraison de plats, toutes activités connexes se rapportant à celles-ci-dessus indiquées, exploité sis 20 rue Petite Biesse, 44200 NANTES, moyennant le prix de 42 000 euros. La cession a été négociée par le Cabinet HBC TRANSACTIONS situé 8 rue Mercoeur à Nantes.
La date d'entrée en jouissance est fixée au 14/04/2023.
Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales au siège de l'étude de Me BENASLI Stéphane, notaire à NANTES (44000) - 33 rue Jean Jaurès, où domicile a été élu à cet effet.
Pour avis

L23IJ09138

VILLATTE & Associés
3 Place de la Petite Hollande
44015 NANTES Cedex 1

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte sous seing privé en date à NANTES du 4 mai 2023, enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de SAINT-NAZAIRE 1 le 11 mai 2023, dossier 2023 00039067, référence 4404P04 2023 A 00813,
La Société YAHYAOUI, SARL, au capital de 3 000 €, dont le siège social est 120 Avenue du Général de Gaulle 44500 LA BAULE-ESCOUBLAC, immatriculée au RCS de SAINT-NAZAIRE sous le numéro 852 032 101, représentée par Monsieur EL YAHYAOUI Mohamed, agissant en qualité de Gérant,
A CEDE :
à la Société ERA FOOD, EURL, au capital de 1 000 €, dont le siège social est 6 Allée Jean Cocteau 44600 SAINT-NAZAIRE, immatriculée au RCS de SAINT-NAZAIRE sous le numéro 949 809 891, représentée par Monsieur Aghiles IBAZIZENE, es qualité de Gérant,
un fonds de commerce de :
Restauration rapide sans vente de boissons alcoolisées, sis et exploité 120 Avenue du Général de Gaulle à LA BAULE-ESCOUBLAC (44500), immatriculée au RCS de SAINT-NAZAIRE sous le numéro 852 032 101, moyennant le prix de 65 000 €.
La prise de possession et l'exploitation effective par l'acquéreur ont été fixées au 4 mai 2023.
L'acquéreur sera immatriculé au RCS de SAINT-NAZAIRE.
Les oppositions seront reçues au siège du fonds vendu, 120 Avenue du Général de Gaulle 44500 LA BAULE-ESCOUBLAC, dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales, et pour toutes correspondances, au Cabinet de Maître Nicolas VILLATTE, Avocat, 3 Place de la Petite Hollande BP 51512 44015 NANTES CEDEX 1.
Pour avis

L23IJ09282

Notaires
SCP Ronan CALVEZ
Notaire
6, rue Gutenberg
44116 VIEILLEVIGNE

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte authentique en date du 19 mai 2023 à VIEILLEVIGNE

Monsieur Eric **DELAHAIE**, demeurant 33 rue de Nantes, 44140 La Planche, immatriculé au greffe de Nantes. sous le numéro 402314405

A cédé à : Monsieur Fabien **BACHELIER**, demeurant 8 rue Félix Platel, 44310 St Philbert de Grand Lieu, immatriculé au greffe de Nantes sous le numéro 519141444.

Moyennant le prix de 59000 euros son **fonds de commerce de boucherie, charcuterie, traiteur** exploité 33 rue de Nantes, 44140 La Planche.

Entrée en jouissance au 19 mai 2023.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, en l'office de Maître Ronan CALVEZ.

L23IJ09506

TÉL. : 02 40 47 00 28
WWW.INFORMATEURJUDICIAIRE.FR

REGIMES MATRIMONIAUX

Notaires de France — OFFICE NOTARIAL
THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE - BRÉMENT

3 rue Victor Hugo, 44400 REZE

INFORMATION DES CREANCIERS

INSERTION CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL
Suivant l'acte reçu par Maître Arnaud HOUIS, Notaire salarié, à REZE le 27 avril 2023.
Monsieur Edouard Guy Marie Louis DEHILLERIN, chef de service, et Madame Fabienne Guylaine Jeannine MILLET, responsable éditoriale, demeurant ensemble à NANTES (44000), 5 rue Commandant Rivière. Monsieur est né à NEUILLY-SUR-SEINE (92200) le 20 février 1963, Madame est née à NANTES (44000), le 29 mai 1964. Mariés à la mairie de NANTES (44000), le 25 mars 1989 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Loïc JANNIN, notaire à SAINT-NAZAIRE, le 18 février 1989. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.
Ont adopté, pour l'avenir, le régime de la COMMUNAUTE UNIVERSELLE.
Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, pourront être faites dans un délai de TROIS MOIS et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'Huissier de Justice, à Maître THOMAS, Notaire à REZE.
En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de Régime matrimonial au Tribunal Judiciaire.
Pour insertion
Le Notaire.

L23IJ09034

CHANGEMENT DE RÉGIME MATRIMONIAL

Suivant acte en date du 17 mai 2023 dressé par Maître Sophie BIOTTEAU, notaire associé à ANCENIS-SAINT-GEREON (44150), 3 rue Pierre Dautel.

Monsieur Joël Bernard Jean Joseph HOUDU né(e) le 6 mai 1945 à CHERRE (49330).

Et **Madame Monique Martine Gishlaine HOUDU née LESURTEL,** né(e) le 12 mai 1947 à GREZNEUVILLE (49220).

Demeurant ensemble 242 La Loge, BELLIGNE, 44370 LOIREAUXENCE.

Mariés le 10 août 1967 par devant l'officier de l'Etat civil de CHAZE-SUR-ARGOS (49500) sous le régime de la communauté réduite aux acquêts. Ont décidé de changer de régime matrimonial et d'adopter pour l'avenir le régime de la communauté universelle.

Les créanciers peuvent s'opposer à la modification dans les trois mois suivant la présente publication en l'étude de l'office notarial où domicile a été élu à cet effet, conformément à l'article 1397 alinéa 3 du Code civil.

L23IJ09136

AMÉNAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Ariane RENAULT , Notaire Associée de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée «RENAULT & RIZZO NOTAIRES», titulaire d'un Office Notarial à SAUTRON, 12bis rue de Nantes, CRPCEN 44133, le 16 mai 2023, a été effectué un apport à communauté aménageant le régime matrimonial.

ENTRE :

Monsieur Joël Daniel Michel CHAUVEAU, retraité, et **Madame Marie-Annick Michelle Madeleine PINEAU**, retraitée, demeurant ensemble à ORVAULT (44700) 4 chemin de la Forêt.

Monsieur est né à NANTES (44000) le 11 septembre 1952, Madame est née à NANTES (44000) le 26 juin 1957. Mariés à la mairie de NANTES (44000) le 21 septembre 1979 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Les oppositions des créanciers pouvant exister sur le bien apporté, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet. Pour insertion Le notaire.

L23IJ09137

Notaire

DEJOIE FAY GICQUEL
LE MASSON KORCHEF, notaires
17 Rue de la Garenne
44120 VERTOU
Tél : 02 40 80 08 08

CHANGEMENT DE RÉGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître FAY Pierre-Frédéric, notaire à VERTOU (44120), le 12/05/2023.
M. **CHAMPENOIS** Nicolas Philippe Marie et Mme **FALAIZEAU** Marie-Hélène Thérèse Claude demeurant ensemble 13 l'Arsenal, 44190 GETIGNE, mariés le 30/09/1983 sous le régime de communauté réduite aux acquêts sont convenus de changer de régime matrimonial afin d'adopter le régime de communauté universelle.
Les oppositions s'il y a lieu seront reçues en l'étude de Maître FAY Pierre-Frédéric, notaire à VERTOU (44120) où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la date de parution du présent journal.
Pour avis
Pierre-Frédéric FAY

L23IJ09192

Office Notarial Océanis

SELARL OCEANIS
à SAINT-NAZAIRE (L.-A.)
rond-point Océanis
50 bd de l'Université

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Anthony BUTROT, Notaire de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée « OCEANIS NOTAIRES «, titulaire d'un Office Notarial à SAINT-NAZAIRE (Loire-Atlantique), Rond-Point Océanis, 50 boulevard de l'Université, CRPCEN 44089, le 15 mai 2023, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle avec clause d'attribution intégrale au profit du conjoint survivant entre :
Monsieur Fabrice MOYON, chef d'équipe, et Madame Annie Dominique Martine ROUSSEAU, salariée, demeurant ensemble à TRIGNAC (44570) 23 rue des Frères Perruche .
Monsieur est né à SAINT-NAZAIRE (44600) le 5 janvier 1968,
Madame est née à SAINT-NAZAIRE (44600) le 8 mai 1966.
Mariés à la mairie de TRIGNAC (44570) le 9 août 1997 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.
Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.
Monsieur est de nationalité française.
Madame est de nationalité française.
Résidents au sens de la réglementation fiscale.
Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.
Pour insertion
Le notaire.

L23IJ09244

Notaires Presqu'île

NOTAIRES PRESQU'ILE ASSOCIÉS
Maître Cécile GAUTHIER
15 avenue des Paludiers
44380 PORNICHET

NOTAIRES PRESQU'ILE ASSOCIES

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par **Maître Cécile GAUTHIER**, Notaire Associée de la société « **Notaires Presqu'île Associés**, Société Civile Professionnelle Titulaire d'un office notarial «, à **PORNICHET, 15 avenue des Paludiers**, CRPCEN 44165, le 11 avril 2023, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption du régime de la séparation de biens entre :
Michel Yvon **ROUE**, retraité, et Martine Yvonne **MOUREAU**, retraitée, demeurant ensemble à MONTOIR-DE-BRETAGNE (44), 85 rue des pâtures.
Monsieur est né à MONTOIR-DE-BRETAGNE (44) le 21 novembre 1945. Madame est née à GUERANDE (44) le 5 mai 1955. Mariés à la mairie de MONTOIR-DE-BRETAGNE (44), le 6 février 2021 sous le régime de la communauté d'acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable.
Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification. Monsieur et Madame sont de nationalité française et résidents au sens de la réglementation fiscale.
Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet. Pour insertion. Le notaire.

L23IJ09512

ADDITIFS

Additif à l'insertion n° L23IJ07026 du 21 avril 2023 pour la société SARL Harold VIAUD devenue **SAS Harold VIAUD**.

Du fait du changement de forme sociale, la dénomination est devenue SAS Harold VIAUD au lieu de SARL Harold VIAUD.

Pour avis

L23IJ09218

les avocats

Cabinet LE GALL
Droit des sociétés
commerciales et professionnelles
- fusions et acquisitions
4 rue Dugommier – 44000 NANTES

Additif à l'insertion n° L23IJ07023 du 21 avril 2023 pour la société SARL Esther VIAUD devenue **SAS Esther VIAUD**.

Du fait du changement de forme sociale, la dénomination est devenue SAS Esther VIAUD au lieu de SARL Esther VIAUD.

Pour avis

L23IJ09219

AMAGE
Société civile immobilière au capital de 500 euros
Siège social : 8 rue du 8 mai 44130 BLAIN
884 709 973 RCS SAINT-NAZAIRE

ADDITIF

Rectificatif à l'annonce parue sous le n° L23IJ04637 parue le 16/03/2023. Il y est ajouté : La société sera radiée au RCS de SAINT-NAZAIRE et ré-immatriculée au RCS de NANTES.

Pour avis
La Gérance

L23IJ09348

AUTRES ANNONCES

kioz Expertise comptable

AI-ZEN
Société par actions simplifiée
Au capital de 2 000 euros
Siège social : 201, La Doubleraie
44520 ISSE
832 234 355 RCS NANTES

NOMINATION DE DIRECTEUR GENERAL

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 30/04/2023, Monsieur Grégory MORTIER, demeurant 11, Impasse des Gabares, 44390 NORT SUR ERDRE a été nommé en qualité de Directeur Général à compter du même jour.
Pour avis, Le président,

L23IJ08673

In Extenso
Experts-Comptables
SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

URANUS
Société à responsabilité limitée au capital de 1 500 euros
Siège social : 16 avenue Camus - 44000 NANTES
490 905 411 RCS NANTES

DISSOLUTION SANS LIQUIDATION

Par décision du 22/05/2023, la société PEGASE, en sa qualité d'associée unique de la société URANUS, a décidé la dissolution anticipée de ladite Société par confusion de patrimoine et sans liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.
Cette décision de dissolution sera déposée au Greffe du Tribunal de Commerce de Nantes.
Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil et de l'article 8 alinéa 2 du décret n°78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis. Ces oppositions doivent être présentées devant le Tribunal de Commerce de Nantes.
LA GERANCE

L23IJ09220

RELECTURE CONTRÔLE CONFORMITÉ
DE TOUS LES AVIS

In Extenso

Experts-Comptables

SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

EXODUS
SARL au capital de 10 000 euros
Siège social : 16 avenue Camus - 44000 NANTES
502 909 864 RCS NANTES

DISSOLUTION SANS LIQUIDATION

Par décision du 22/05/2023, la société PEGASE, en sa qualité d'associée unique de la société EXODUS, a décidé la dissolution anticipée de ladite Société par confusion de patrimoine et sans liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Cette décision de dissolution sera déposée au Greffe du Tribunal de Commerce de Nantes.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil et de l'article 8 alinéa 2 du décret n°78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis. Ces oppositions doivent être présentées devant le Tribunal de Commerce de Nantes.

LA GERANCE

L23IJ09223

SCCV VILLA COME

Société civile au capital de 1 000 euros
Siège social : 137 Route de la Gare
44120 VERTOU
801 278 177 RCS NANTES

Aux termes d'une décision en date du 25 mai 2023, la société SOGIMMO, SAS au capital de 1 132 450 euros, dont le siège social est situé 137 Route de la Gare - 44120 VERTOU, immatriculée au RCS de NANTES sous le numéro 484 685 870, a, en sa qualité d'Associée unique de la société SCCV VILLA COME la dissolution anticipée sans liquidation de ladite société par la transmission universelle du patrimoine de la société SCCV VILLA COME à la société SOGIMMO, dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil.

Cette décision de dissolution fait l'objet d'une déclaration auprès du Greffe du Tribunal de commerce de NANTES.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil, les créanciers de la société SCCV VILLA COME peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de 30 jours à compter de la publication du présent avis.

Les oppositions devront être présentées devant le Tribunal judiciaire de NANTES.

L23IJ09517

TRIBUNAL DE COMMERCE NANTES

PROCEDURES NOUVELLES

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 10 mai 2023)

Chergui (nom d'usage Chergui (EI)) Hicham, 105 avenue des Frênes, 44850 Ligné, RCS Nantes 538 320 854. Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques. Date de cessation des paiements le 5 juillet 2022. Mandataire Judiciaire : Selarl Cécile Jouin 6 place Viarme 44000 Nantes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

4401JAL20230000000655

TRIBUNAL DE COMMERCE SAINT NAZAIRE

PROCEDURES NOUVELLES

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 17 mai 2023)

SARL Le petit Rome, 21 rue du 28 février 1943, 44600 St Nazaire, RCS Saint-Nazaire 894 974 286. Restauration traditionnelle. Date de cessation des paiements le 15 avril 2023. Liquidateur: Selarl Philippe Delaere et associé en la personne de Me Philippe Delaere «Le Constens» bd Docteur Chevrel Cs 30105 44502 La Baule cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

4402JAL20230000000178

SAS MALEFIC, Lieudit Saint Laurent, 44780 Missillac, RCS Saint-Nazaire 820 108 314. Fabrication de chaussures. Date de cessation des paiements le 31 mars 2023. Liquidateur : Selas Cleoval en la personne de Me Virginie Scelles 14 Bd de la Paix Cs 22173 56005 Vannes Cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

4402JAL20230000000179

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 17 mai 2023)

SAS LE THIEC, 2-9 avenue de la Lieutenante, 44500 La Baule Escoublac, RCS Saint-Nazaire 822 730 867. Travaux de peinture et vitrerie. Date de cessation des paiements le 5 mai 2023. Mandataire Judiciaire : Selas Cleoval en la personne de Me Virginie Scelles 14 Bd de la Paix Cs 22173 56005 Vannes Cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

4402JAL20230000000177

SAS SAM'INOV, zone artisanale de l'Ilette, 44460 Fégréac, RCS Saint-Nazaire 831 337 092. Travaux de peinture et vitrerie. Date de cessation des paiements le 17 novembre 2021. Administrateur Judiciaire : Selarl Saj en la personne de Me Vincent Bonneau 24 Boulevard Victor Hugo 44600 Saint-Nazaire Mandataire Judiciaire : Selarl Philippe Delaere et associé en la personne de Me Philippe Delaere «Le Constens» bd Docteur Chevrel Cs 30105 44502 La Baule cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

4402JAL20230000000180

AUTRES JUGEMENTS

MODIFICATION DU PLAN DE REDRESSEMENT

(Jugement du 17 mai 2023)

BOISSEAU (nom d'usage (EI)) Wilfried Patrice, 19 allée Hélène, 44250 Saint-Brévin-les-Pins, RCS Saint-Nazaire 412 147 126. Autres activités récréatives et de loisirs.

4402JAL20230000000176

PLAN DE REDRESSEMENT

(Jugement du 17 mai 2023)

SAS TRIUM, 71 ter rue Henri Gautier, 44550 Montoir-de-Bretagne, RCS Saint-Nazaire 877 848 762. Fabrication d'autres machines spécialisées. Durée du plan : 10 ans. Commissaire à l'exécution du plan : SELAS CLEOVAL, en la personne de Me Virginie Scelles, 14 bd de la Paix 56005 VANNES Cedex.

4402JAL20230000000175

GREFFES EXTÉRIEURS

PROCEDURES EN COURS

AUTRE JUGEMENT PRONONÇANT

(Jugement du 09 mai 2023)

SARL SOGECOM, zone Artisanale les Molinieres Zac Pereyret, 12450 Calmont, RCS Rodez 505 217 828. Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés. Par jugement en date du 09/05/2023, le Tribunal de Commerce de Rodez a prononcé la clôture des opérations de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

4402JAL20230000000182

(Jugement du 17 mai 2023)

SAS G2, 33 avenue Pierre Brossolette, 94000 Créteil, RCS Créteil 812 062 826. Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé. Jugement du tribunal de commerce de Creteil en date du 17 mai 2023 , arrêtant le plan de redressement, désigne M. Gérard Taieb, Président comme tenu d'exécuter le plan , durée du plan 10 ans , nomme commissaire à l'exécution du plan sas Deslorieux prise en la personne de Me Paul Deslorieux 7-9 Place de la Gare 94210 La Varenne Saint-Hilaire , met fin à la mission de l'administrateur Bl & Associes prise En La Personne De Me Manuel Bouyer 3 bis rue des Archives 94000 Creteil , maintient mandataire judiciaire Deslorieux prise en la personne de Me Paul Deslorieux 7-9 pl de la Gare 94210 la Varenne St Hilaire.

4402JAL20230000000183

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NANTES

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NANTES

N° RG 23/00831 - N° Portalis DBYS-W -B7H-MD5T

DATE : 23 Mai 2023.

Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée de **Madame Michèle Esther VILAIN**, demeurant La Thibaudiere 44270 PAULX,.

Activité : canards.

N°RCS : non inscrite.

Mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises : la SELARL Philippe DELAERE & associés en la personne de Me Philippe DELAERE, 20 rue Mercoeur BP 92024 44020 NANTES cedex.

Date de la cessation des paiements : 7 février 2023.

Les déclarations de créances sont à déposer dans un délai de deux mois suivant la présente publication dans le BODACC auprès du mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises.

L23IJ09297

N° RG 23/01253 - N° Portalis DBYS-W -B7H-MF2L

DATE : 23 mai 2023.

Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée de **CUMA LES ELEVEURS DU PAYS : DE LA TERRE A L'ASSIETTE**, demeurant 6 allée du Saint Flour - ZA de l'Oseraye - 44390 PUCEUL.

Activité : mise à disposition de personnels, matériels et bâtiments.

N° RCS : 478 080 690 NANTES.

Mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises : la SELARL Cécile JOUIN en la personne de Me Cécile JOUIN, 6 Place Viarme BP 32214 44022 NANTES cedex 1.

Date de la cessation des paiements : 20 mars 2023.

Les déclarations de créances sont à déposer dans un délai de deux mois suivant la présente publication dans le BODACC auprès du mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises.

L23IJ09299

RG 13/06097 - N° Portalis DBYS-W-B65-HFSJ

DATE : 23 mai 2023.

Jugement prononçant la clôture pour insuffisance d'actif des opérations de la liquidation judiciaire de S.**C.I. GBF**, demeurant 8 rue de Koufra - 44000 NANTES

Activité : location de biens immobiliers.

N° RCS : 490 444 684 NANTES.

L23IJ09302

N° RG 21/00533 - N° Portalis DBYS-W -B7F-K6SR

DATE : 23 Mai 2023.

Jugement prononçant la clôture pour insuffisance d'actif des opérations de la liquidation judiciaire de **Association DE GARDE ET D'AIDE A DOMICILE**, demeurant 8 avenue des Thébaudières - 44800 SAINT- HERBLAIN.

Activité : action sociale.

N° RCS : non inscrite.

L23IJ09304

RÉGIE SUR TOUTE LA FRANCE

SERVICE ANNONCES LÉGALES
TÉL. : 02 40 47 00 28
annonces-legales@informateurjudiciaire.fr

Lamacompta
Le site d'emploi 100% dédié aux cabinets d'expertise comptable
RECRUTEZ EN RÉVÉLANT VOTRE ATTRACTIVITÉ
Rendez-vous sur lamacompta.co

85 VENDÉE

LA ROCHE-SUR-YON

CONSTITUTIONS

DMP ATLANTIQUE
Expertise comptable
NANTES – MONTAIGU VENDÉE

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes
Forme : Société à Responsabilité Limitée à associé unique
Dénomination : PHARMACIE DU PLESSIS
Siège social : 140, rue Nationale 85280 LA FERRIERE
Objet : Officine de pharmacie
Durée : 99 ans
Capital : 50 000 € en numéraire
Gérance : Manon GAUVRIT demeurant 74 rue Saint Même, 85440 TALMONT SAINT HILAIRE
Immatriculation : RCS LA ROCHE SUR YON
Pour avis,

L23IJ09184

Acty
AVOCATS D'AFFAIRES

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22 mai 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **DEAUMAN**

Forme : Société à responsabilité limitée unipersonnelle

Siège social : 5 rue Ferchault de Réaumur - 85200 FONTENAY LE COMTE

Objet social :

- l'acquisition, la souscription et la gestion de toutes valeurs mobilières, parts sociales, actions, obligations, parts d'intérêts, droits ou biens immobiliers,

- la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, artisanales, agricoles, industrielles, financières et immobilières,

- l'étude, la mise au point, la réalisation, la gestion de tous projets financiers, commerciaux, artisanaux, industriels ou immobiliers,

- l'aide à la gestion et la réalisation de prestations de services pour les entreprises et établissements, dans lesquels elle aura des participations ou pour celles qui feront appel à ses services,

- la gestion de son patrimoine mobilier ou immobilier,

- l'accomplissement de toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, foncières ou de gestion pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation,

Durée : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au R.C.S.

Capital social : 10 000 €, divisé en 1 000 parts de 10 €, intégralement libérées.

Gérance : Monsieur Alexandre BOURDEAU, demeurant à AUCHAY SUR VENDEE (Vendée), 7 rue des Alouettes

Immatriculation : R.C.S. de LA ROCHE SUR YON

Pour avis, Me Katrin DUPUIS

L23IJ09296

MODIFICATIONS

belle & dhaine

ANTHONY RETAIL

EURL au capital de 5 000 €
Siège social : 7 rue Irénée gilles
85100 LES SABLES D OLONNE
RCS de LA ROCHE-SUR-YON
n°894 108 505

En date du 11/04/2023, l'associé unique a décidé le transfert du siège social au 161 ROUTE DES AMIS DE LA NATURE, 85340 LES SABLES D OLONNE à compter du 11/04/2023.

L23IJ06763

belle & dhaine

INVEST

SAS au capital de 1 000 €
Siège social : 99 RUE DU DOCTEUR CHARCOT
85100 LES SABLES D OLONNE
RCS de LA ROCHE-SUR-YON
n°843 778 853

AVIS DE MODIFICATION

L'AGE du 21/12/2022 a décidé à compter du 21/12/2022 de :
- nommer en qualité de président NOLI, EURL au capital de 1 085 000 euros, ayant son siège social 99 rue du docteur charcot, 85100 LES SABLES D'OLONNE, immatriculée sous le n°922364104 au RCS de LA ROCHE-SUR-YON en remplacement de M. DEHERGNE paul, pour cause de démission.
Modification au RCS de LA ROCHE-SUR-YON

L23IJ08573

belle & dhaine

LE DOMAINE DU BOIS DU LYS

SARL au capital de 10 000 €
Siège social : 374 RUE DU POTEAU
85440 TALMONT ST HILAIRE
RCS de LA ROCHE-SUR-YON
n°898 117 387

L'AGE du 16/05/2023 a décidé à compter du 16/05/2023 de rendre effective la démission de Mme BIRAUD AURORE aux fonctions de co-gérante.
Modification au RCS de LA ROCHE-SUR-YON

L23IJ09051

ABONNEZ-VOUS !
Version numérique
1 an : 38 €

abaq
Conseil & Expertise Comptable
4, rue des Tuiliers – ZA de Viais
44860 PONT-SAINT-MARTIN

L.A. EXPERTISE
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 020 €
Siège social : Route d'Evrunes
85290 MORTAGNE-SUR-SEVRE
854 078 342 RCS LA ROCHE SUR YON

AVIS DE PUBLICITÉ

Aux termes du procès-verbal de l'AGE en date du 31/03/2023 et du procès-verbal de la Gérance en date du 16/05/2023, le capital social a été réduit d'une somme de 980 €, pour être ramené de 2 000 € à 1 020 € par rachat et annulation de 98 parts sociales.
La modification des statuts appelle la publication des mentions antérieurement publiées et relatives au capital social suivantes :
ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL
Ancienne mention : Le capital social est fixé à 2 000 €.
Nouvelle mention : Le capital social est fixé à 1 020 €.
Pour avis, La Gérance.

L23IJ09058

CONVERGENCE +

Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 euros
Ancien siège social : 173 rue Paul Bellamy
44000 NANTES
Nouveau siège social :
59 bis rue du Puits Neuf
85350 L'ILE D'YEU
889 460 937 RCS NANTES
En cours de transfert au RCS de LA ROCHE SUR YON

TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

Le 31 mars 2023, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 59 bis rue du Puits Neuf 85350 L'IE D'YEU à compter du même jour, et a modifié en conséquence l'article 4 des statuts.
La Société fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du R.C.S de LA ROCHE SUR YON.
Gérance : Monsieur Nicolas SENNEGON, demeurant 86 Avenue Molière 1190 FOREST (BELGIQUE).
Pour avis,
La Gérance

L23IJ09211

In Extenso
Experts-Comptables
LES HERBIERS

SESTECO 3

SARL transformée en SAS
Au capital de 30 613 euros
Siège social : 2 rue du Marché
85500 LES HERBIERS
808 337 364 RCS LA ROCHE SUR YON

AVIS

Aux termes et à compter des délibérations du 17/04/2023, l'AGE a décidé :
- de transformer la Société en société par actions simplifiée, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. Ses dénomination, objet, capital, durée et dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Sous sa forme SARL, les gérants étaient M. Stéphane LE TELLIER et Madame Julie COUPRIE. Sous sa nouvelle forme, la Présidente est la Société Julie MAGIQUE, SARL au capital de 1 000 euros, dont le siège social est au Fournil 4, 85110 ST GERMAIN DE PRINCAY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LA ROCHE SUR YON sous le numéro 840 809 305. Les Directrices Générales sont : STEF&CO INVEST, SARL au capital de 1 000 euros, dont le siège social est au 23 rue Octave de Rochebrune 85200 FONTENAY LE COMTE, immatriculée au RCS de LA ROCHE SUR YON sous le numéro 812 758 233. SEVCHRIS BUSINESS, SARL au capital de 1 000 euros, dont le siège social est au 38, Grand Rue la Porte de l'Ile, 85420 SAINT-PIERRE-LE-VIEUX, immatriculée au RCS de LA ROCHE SUR YON sous le numéro 813 660 149. Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Agrément : Toutes les cessions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
- de transférer le siège social au 2, rue du Brandon, 85500 LES HERBIERS et de modifier l'article 4 des statuts.

L23IJ09238

augus avocats

HELLOMULTI
SAS au capital : 5.000 euros
Siège social : 32 PAE La Basse Sallaisière - 85330 Noirmoutier-en-l'Ile
833 503 733 RCS La Roche-sur-Yon

AVIS

Aux termes de ses décisions du 17 mai 2023, l'associée unique a pris acte de la démission de Mme Charlotte Binard-Mathijsse de ses fonctions de présidente, à compter du même jour, et a décidé de nommer, en remplacement, la société BM Investissement, SAS au capital de 141.000 euros dont le siège social est sis 32 PAE La Basse Sallaisière 85330 Noirmoutier-en-l'Ile, immatriculée au RCS de la Roche-sur-Yon sous le numéro 843 406 448.
Elle a également pris acte de la démission de M. Julien Binard de ses fonctions de directeur général, à compter du même jour, et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.
Mention au RCS de la Roche-sur-Yon.

L23IJ09241

UPTÉACONSEIL

RETRO NOVAE

Forme : SARL
24 Rue de Beaurepaire
85500 LES HERBIERS
Capital social 8 000 €
RCS LA ROCHE SUR YON 902 480 631

AVIS DE MODIFICATIONS

L'AGE du 15/04/2023 statuant dans le cadre des dispositions de l'article L.223-42 du Code de Commerce, décide qu'il n'y a pas lieu à dissolution anticipée de la société malgré la perte de la moitié du capital social. Mention sera faite au RCS LA ROCHE SUR YON.

Pour avis, La Gérance

L23IJ09271

ABONNEZ-VOUS !

ANNONCES LÉGALES
TÉL. : 02 40 47 00 28
annonces-legales@informateurjudiciaire.fr

JCLE FINANCES

Société civile au capital de 1 068 euros
Siège social : 25 rue du Fuiteau
85110 CHANTONNAY
439 062 233 RCS LA ROCHE SUR YON

AVIS DE MODIFICATION

Aux termes d'une délibération en date du 27 mars 2023 l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du Zac de Vauguyon, Rue Roger de la Fresnaye 72000 LE MANS au 25 rue du Fuiteau 85110 CHANTONNAY et ce à compter du 27 mars 2023 et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts.

La Société, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de LE MANS sous le numéro 439 062 233 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du Registre du commerce et des sociétés de LA ROCHE SUR YON.

Gérance : Monsieur Jean-Christophe BIBRON demeurant 13 rue des Folies Chaillou 44000 NANTES.

L23IJ09300

JULIA

Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 euros
Siège social :
1 RUE BENJAMIN FRANKLIN
85000 LA ROCHE-SUR-YON
850 265 273 RCS LA ROCHE SUR YON

Aux termes d'une délibération en date du 30/10/21, l'AGE des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.
Pour avis - La Gérance

L23IJ09340

NOLI

EURL au capital de 1 085 000 €
Siège social : 6 COURS BLOSSAC
85100 LES SABLES D OLONNE
RCS de LA ROCHE-SUR-YON
n°922 364 104

L'AGE du 21/12/2022 a décidé le transfert du siège social au 99 RUE DU DOCTEUR CHARCOT, 85100 LES SABLES D OLONNE à compter du 21/12/2022.

L23IJ09356

SOFIANE

Société par actions simplifiée
au capital de 3 650 000 euros
Siège social : 5 rue Pasteur
85260 Les Brouzils
518 605 274 RCS La-Roche-sur-Yon

L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés du 12 avril 2023 a décidé de réduire le capital social de 500 000 euros pour le ramener de 3 650 000 euros à 3 650 000 euros par voie de rachat et d'annulation de 5 000 actions.

Le Président a constaté en date du 24 mai 2023 que cette réduction de capital se trouvait définitivement réalisée à cette même date.

Les mentions antérieurement publiées relatives au capital social sont ainsi modifiées :

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Ancienne mention :

Le capital social est fixé à QUATRE MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (4 150 000 €uros).

Nouvelle mention :

Le capital social est fixé à TROIS MILLIONS SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (3 650 000 €uros)

POUR AVIS

Le Président

L23IJ09483

DISSOLUTIONS

SCI LES MOTTES
Société civile immobilière en liquidation
Au capital de 83 999,41 euros
Siège social et de liquidation :
Route de La Roche-sur-yon
85800 GIVRAND
388 275 125 RCS LA ROCHE SUR YON

L'AGE réunie le 31/12/2022 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée. Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Jean-Luc PELLOQUIN, demeurant Route de La Roche-sur-yon 85800 GIVRAND, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation. Le siège de la liquidation est fixé Route de La Roche-sur-yon 85800 GIVRAND. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de LA ROCHE SUR YON, en annexe au RCS. Pour avis. Le Liquidateur

L23IJ09209

In Extenso
Experts-Comptables
LA ROCHE SUR YON

LA BARRE JEAN

Société civile immobilière en liquidation
Au capital de 1 500 euros
Siège social : La Barre Jean
85700 POUZAUGES
Siège de liquidation : 16 rue des Frênes
85700 POUZAUGES
509 105 243 RCS LA ROCHE SUR YON

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPÉE

Aux termes et à compter d'une AGE du 31/12/2022, il a été décidé la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur M. Mickael NAULEAU, demeurant 16 rue des Frênes, 85700 POUZAUGES, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 16 rue des Frênes - 85700 POUZAUGES. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de LA ROCHE SUR YON, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

L23IJ09427

FONTENEAU – DERAME – MARCHAND
Société d'Avocats
27 rue de Strasbourg
44000 NANTES

MEM
SAS au capital de 1 000 €
Siège social :
142 bis rue du Maréchal Joffre
85340 OLONNE SUR MER
838 718 187 RCS LA ROCHE SUR YON

L'associé unique a décidé le 15 mai 2023 la dissolution anticipée de la société et sa liquidation amiable sous le régime conventionnel à effet du 31 mai 2023. La société subsistera pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. Le lieu où la correspondance doit être adressée et celui où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés, a été fixé à OLONNE SUR MER (85340) 142 bis rue du Maréchal Joffre. Monsieur Eric MILCENDEAU demeurant à OLONNE SUR MER (85340) 142 bis rue du Maréchal Joffre, a été nommé liquidateur à compter du 31 mai 2023. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de LA ROCHE SUR YON en annexe au registre du commerce et des sociétés.
Pour avis

L23IJ09477

FONDS DE COMMERCE

Suivant acte SSP signé électroniquement en date du 2 mai 2023, enregistré au Service de la publicité foncière et de l'enregistrement de LA ROCHE SUR YON, le 4 mai 2023, Dossier 2023 00045605, référence 8504P01 2023 A 01204,

La société SARL KARL POTIER, SARL au capital de 1 000 euros, dont le siège social est 5 rue de la Nouette - La Faverie 85220 APREMONT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LA ROCHE SUR YON sous le numéro 813 791 738 RCS LA ROCHE SUR YON, représentée par Mr Karl POTIER et Mme Alexia POTIER, co-gérants,

A CEDE

A la société RD COEUR, SARL au capital de 5 000 Euros, dont le siège social est situé 1 place du Calvaire 85220 APREMONT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LA ROCHE SUR YON sous le numéro 951 527 415, représentée par Mr David GRASCOEUR et Mme Robin GRASCOEUR, co-gérants,

Le fonds de commerce de restaurant, pizzeria, sandwichs, paninis, pates, glaces, boissons sur place ou à emporter, exploité 1 place du Calvaire 85220 APREMONT, moyennant le prix de 130 000 euros.

Le transfert de propriété a eu lieu le 2 mai 2023 à minuit et l'entrée en jouissance de L'ACQUEREUR, rétroactivement, le 1er mai 2023 à 0 heure.

Pour la validité et la réception des oppositions et pour toutes correspondances, au cabinet BDO AVOCATS ATLANTIQUE, 4 rue Manuel 85000 LA ROCHE SUR YON, dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales.
Pour avis

L23IJ09154

REGIMES MATRIMONIAUX

CDG NOTAIRES
CASSIGNEUL - DROGOU - GLAUD - REY - MICHAUD

AMENAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Me Alexandre CASSIGNEUL, Notaire membre de la SELAS "CDG NOTAIRES" titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à ST SEBASTIEN S/LOIRE (44230), 52, Bd des Pas Enchantés, CRPCEN 44118, le 22 mai 2023, a été conclu le changement partiel de régime matrimonial par suppression d'un avantage entre époux ne prenant effet qu'en cas de décès de l'un d'entre eux :

ENTRE :

Monsieur Claude Jean Marie COSSART, notaire retraité, et **Madame Monique Odile Marie Marguerite BOUSSION**, retraitée, demeurant ensemble à LES SABLES D'OLONNE (85180) 27, rue Jules Ferry CHATEAU D'OLONNE.

Monsieur est né à HASPRES (59198) le 29 avril 1933,

Madame est née à CHOLET (49300) le 4 novembre 1936.

Mariés à la mairie de CORCOUE-SUR-LOGNE (44650) le 29 décembre 1958 sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Joseph GASCHIGNARD, Notaire à HERIC et administrateur de l'Etude de feu Me BOCQUET, notaire à BLAIN (44130), le 28 décembre 1958, non modifié.

Tous deux de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion, le notaire

L23IJ09409

RECTIFICATIFS

ADVC TP

Rectificatif de l'annonce parue sous le n°L23IJ06812 dans l'édition du 12/05/2023.
Il fallait lire : La gérance est assurée par Monsieur Eric THOMAS, demeurant 307 rue de la guerinière 85150 SAINTE FOY

L23IJ09224

ABONNEZ-VOUS !
parution hebdomadaire
couplage magazine + site internet
+ une newsletter chaque semaine

40 € TTC
6 MOIS • 26 NUMÉROS

63 € TTC
1 AN • 52 NUMÉROS

105 € TTC
2 ANS • 104 NUMÉROS

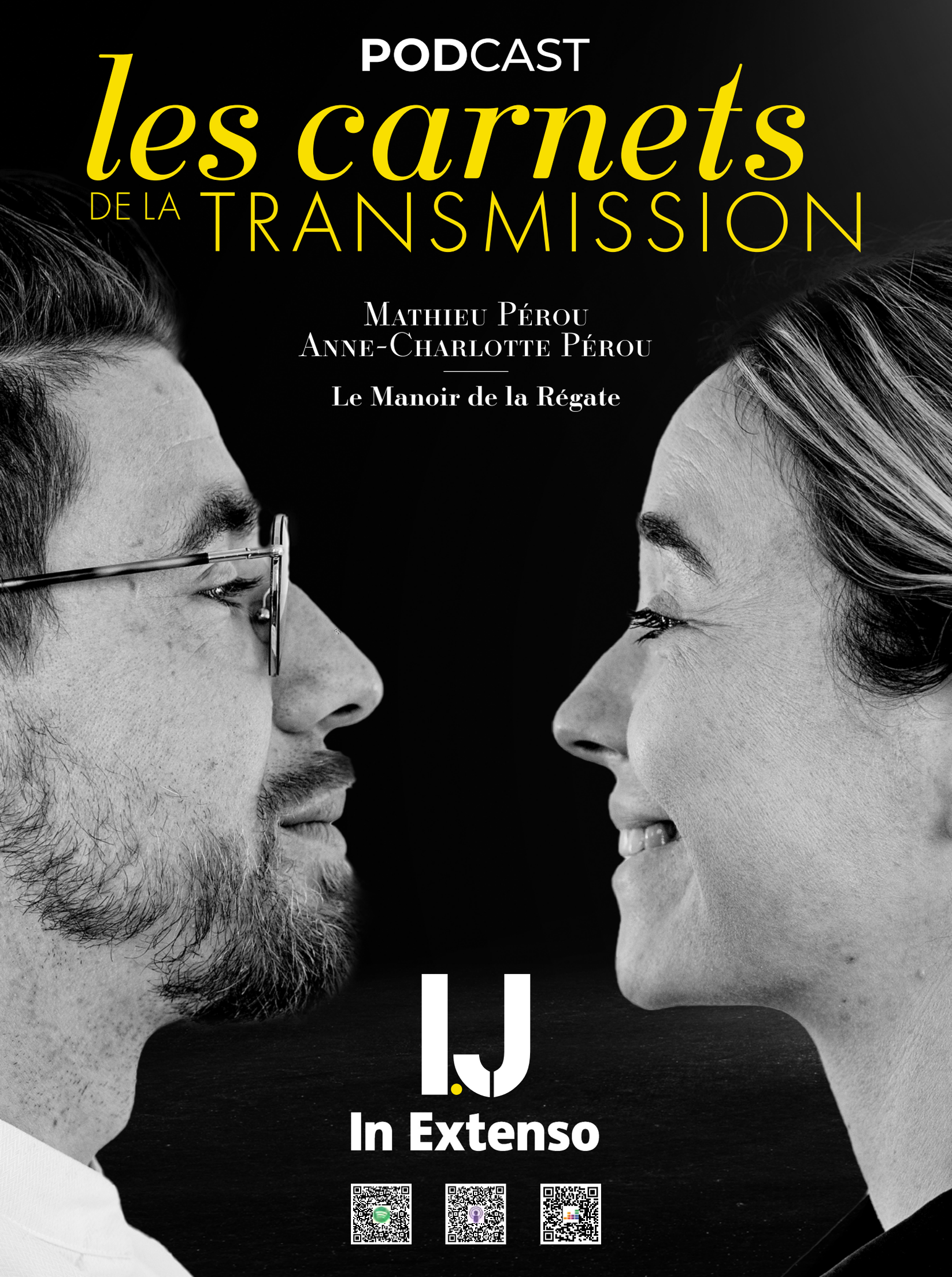
Paiement sécurisé

PODCAST

les carnets DE LA TRANSMISSION

Mathieu Pérou
Anne-Charlotte Pérou

Le Manoir de la Régate



In Extenso

Au Crédit Agricole Atlantique Vendée, on croit au pouvoir des rencontres.

ENTRE VOUS ET NOUS #ÇA MATCHE

Ça matche = Ça marche.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Atlantique Vendée, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, Siège social : Route de Paris – 44949 Nantes Cedex 9, immatriculée au RCS de Nantes sous le N° 440 242 469, numéro TVA FR 57 440 242 469, Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des intermédiaires en Assurance ORIAS sous le N° 07 023 954. 02/2023. Crédit Photo : Hadrien Irys Photographie.

ATLANTIQUE VENDÉE